

UNIVERSITÉ DE PARIS.— FACULTÉ DE DROIT

DE LA CONDITION LÉGALE

DES

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

DANS L'EMPIRE OTTOMAN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ès Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le vendredi 5 décembre 1913, à 1 h. 1/2

PAR

Périclès J. POLYVIOS

Docteur en droit de la Faculté de Droit de Constantinople
Avocat

Président : M. CH. LYON-CAEN, professeur.

*Suffragants : { MM. L. RENAULT, } professeurs
 ANDRÉ WEISS, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT
(ès Sciences Juridiques)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS.— FACULTÉ DE DROIT

DE LA CONDITION LÉGALE

DES

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

DANS L'EMPIRE OTTOMAN

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(ès Sciences Juridiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le vendredi 5 décembre 1913, à 1 h. 1/2

PAR

Périclès J. POLYVIOS

Docteur en droit de la Faculté de Droit de Constantinople
Avocat



Président : M. CH. LYON-CAEN, professeur.

Suppléants : } MM. L. RENAULT, { professeurs
ANDRÉ WEISS, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913

A MA SŒUR

MADemoiselle ALÉXANDRA

BIBLIOGRAPHIE

Aristarchi (Bey). — Législation ottomane. 7 volumes. Constantinople, 1873-1888.

Arminjon (P.). — Etrangers et protégés dans l'Empire ottoman. Paris, 1903.

Asser et Rivier. — Eléments de droit international privé ou du conflit des lois. Paris, 1884.

Biliotti et Sédad. — Législation ottomane depuis le rétablissement de la Constitution. Paris, 1912.

Bossert (P. J.). — De la situation juridique en France des sociétés commerciales étrangères, en particulier des sociétés anonymes par actions, thèse Nancy, 1900.

Clunet (E.). — *Journal de droit international privé* (divers articles de MM. Arminjon, Barkowski, Beauchet, Clunet, Danieli, Euclides, Fabre, Foote, Guillery, Hindenburg, Lainé, Lastres, Løbe, Lyon-Caen, Mc. Ilwraith, Manassé, Molengraaf, Negulesco, Perroud, Pillet, Politis, A.-C. Rivas, Salem, Suveyer, Théry, Vivante, Wahl, Wolff, Zeballos et Zohrab). Paris, 1886-1913.

Compte rendu sténographique du Congrès international des sociétés par actions tenu à Paris du 12 au 17 août 1889. Paris, 1890.

Congrès international des sociétés par actions tenu à Paris, 1900.

Congrès international de droit comparé, tenu à Paris du 31 juillet au 20 août 1900. Procès-verbaux et documents. 2 volumes. Paris, 1901-1907.

Dalloz. — *Répertoire alphabétique. Supplément*; V° Sociétés, n^{os} 2260 et suiv.

Delaygue (Louis). — Essai sur les finances ottomanes, thèse Paris, 1911.

Desjardins (Albert). — Origines des Capitulations. Compte-rendu de l'Académie des Sciences morales et politiques.

Despagnet (Frantz). — Précis de droit international privé. Paris, 1909.

Destour. — *Recueil des lois ottomanes* (texte en turc).

- Dislère et de Mouy.** — Droits et devoirs des Français dans les pays d'Orient et d'Extrême-Orient. Paris, 1899.
- Djelaeddine Bey (Mehmed).** — Cours de 1906-1907 sur le droit commercial (texte en turc).
- Djéridéi-Méhakim-i-adlié.** — *Journal des tribunaux* (texte en turc). Dossier diplomatique, concernant les sociétés anonymes étrangères. 1883-1913, *Archives du ministère des affaires étrangères de Turquie*.
- Drouin.** — De la condition juridique des sociétés commerciales étrangères, thèse Paris, 1882.
- Féraud-Giraud (L. J. D.).** — De la juridiction française dans les Echelles du Levant et de la Barbarie, 2^e édition, 2 vol. 1781.
- Féraud-Giraud.** — Les justices mixtes dans les pays hors chrétienté, Paris, 1884.
- Haladjian (B.).** — Des personnes morales étrangères. Thèse Paris, 1901.
- Jonquière (vicomte de la).** — Histoire de l'Empire ottoman. *Histoire universelle de Duruy*. Paris, Hachette, 1897.
- Kandelafte (S.-J.).** — L'avenir réservé aux Capitulations en Turquie, thèse Paris, 1911.
- Laurent.** — Principes de droit civil international, t. IV, Paris, 1880-1882.
- Lyon-Caen et Renault.** — Traité de droit commercial, t. II, 4^e édit., Paris, 1909.
- Lyon-Caen (Ch.).** — La condition légale des Sociétés étrangères en France et de leurs rapports avec les actionnaires, porteurs d'obligations et autres créanciers. Paris, 1870.
- Mandelstam (André).** — La justice ottomane dans ses rapports avec les puissances étrangères. Paris, Pedone, 1911.
- Martens (F. de).** — Traité de droit international, t. II. Paris, 1883-1888.
- Ostorog (Le Comte L.).** — Pour la réforme de la justice ottomane. Paris, 1912.
- Pagès.** — De la condition des Français en Orient, thèse Paris, 1866.
- Pélissié du Rausas.** — Le régime des Capitulations dans l'Empire ottoman, 2 vol. Paris, 1910.
- Percerou.** — Contribution à l'étude des sociétés par actions. 2 vol. Paris, 1912.
- Pillet.** — Cours de 1912-1913 sur la condition légale des personnes morales en droit international privé. Cours de 1912-1913.
- Politis (Nicolas).** — Les Capitulations et la Justice répressive ottomane à propos de l'affaire Joris. Paris, 1906.

- Ralli (G.-A.)**. — Commentaire du Droit commercial grec (texte en grec). Athènes.
- Rousseau (Adolphe)**. — Questions nouvelles sur les sociétés commerciales. Paris, 1882.
- Rousseau (Rodolphe)**. — Des sociétés commerciales françaises et étrangères, 4^e édit., 2 vol. Paris, 1912.
- Saleilles**. — De la personnalité juridique, 1910.
- Temps (Journal le)**. — Articles de M. Rodes (Jean) sur les Capitulations.
- Thaller (E.)**. — Traité élémentaire de Droit commercial. 3^e édit. Paris, 1910.
- *Annales de Droit commercial français, étranger et international*, Paris, 1904.
- De la réforme de la loi des sociétés par actions. Paris, 1903.
- Vavasseur**. — Traité des sociétés civiles et commerciales. Paris, 1910.
- Weiss**. — Traité théorique et pratique de droit international privé, 6 vol., 2^e édit. Paris, 1905-1913.
- Young**. — Corps de droit ottoman, 7 vol. Oxford, 1905-1906.
-

INTRODUCTION

Le droit international est aujourd'hui une des branches les plus importantes de la science juridique. Son domaine resserré encore dans d'étroites limites, jusqu'au commencement de ce siècle, s'est agrandi en même temps que les relations internationales sont devenues plus fréquentes. Les moyens de communication se sont perfectionnés et ont pris une extension considérable ; les affaires sont devenues en quelque sorte internationales ; elles se nouent dans un pays et se dénouent dans un autre. Il s'établit ainsi une solidarité d'intérêts entre tous les peuples, et cette solidarité présente des avantages très appréciables pour le bien commun de l'humanité.

Mais *les résultats obtenus* seraient médiocres, si les individus se livraient isolément à ces opérations. La fortune individuelle, quelque élevée qu'elle puisse être, serait impuissante à répondre aux besoins de l'époque actuelle, et il est nécessaire que les hommes réunis en associations mettent au service de l'intérêt général les uns leur intelligence, les autres leurs capitaux.

C'est là une vérité incontestable et qui de nos jours surtout ne saurait être mise en doute. Dans la seconde moitié du siècle dernier, les sociétés se sont constituées en très grand nombre, et beaucoup ne se contentent pas

de faire des opérations dans leur pays d'origine, elles étendent encore le champ de leur activité sur les territoires étrangers.

Depuis un quart de siècle les relations d'affaires entre l'Empire ottoman et l'Occident sont devenues aussi intimes qu'intenses.

Un pays presque privé d'industrie était un bon débouché pour la production industrielle de l'Europe. La richesse du sol, le bas prix de la main-d'œuvre étaient autant de causes d'attraction pour les capitaux européens.

Les immunités accordées par les capitulations assuraient aux capitalistes une situation exceptionnellement favorable. Les sociétés de personnes ou de capitaux, et surtout ces dernières ont commencé à donner une poussée vigoureuse à la vie économique du pays.

L'avenir de cette évolution économique s'annonce comme devant être des plus brillants, et ce pays si prospère dans l'antiquité verra dans ce siècle nous en sommes convaincu) la merveilleuse prospérité d'autrefois. C'est cette considération qui nous a déterminé à étudier la situation juridique actuelle des sociétés étrangères dans l'Empire ottoman, leur réglementation par la loi du 25 mars 1906, et les causes de la non-application de cette loi. Nous indiquerons en outre les réformes qui peuvent être réalisées en tenant compte des principes qui régissent les sociétés étrangères dans les pays d'Occident.

Nous ne nous sommes fait aucune illusion sur les

difficultés d'ordre technique qui se présentent dans une étude semblable. Comme on s'en apercevra à la lecture de ce travail, la loi de 1906 était presque ignorée du public en raison du veto diplomatique formulé par les missions étrangères contre sa mise en exécution ; par conséquent la jurisprudence était presque nulle et la doctrine, représentée par un petit nombre de jurisconsultes, avait laissé dans l'ombre une foule de questions. Nous devions par suite nous contenter du texte de la loi ottomane, l'analyser et la commenter d'une manière toute personnelle, ou bien renoncer à l'étude de ce sujet. Si nous pouvons présenter aujourd'hui au lecteur une étude de quelque intérêt et suffisamment approfondie de la question, nous le devons au bonheur que nous avons eu de pouvoir étudier dans les archives du ministère des affaires étrangères à Constantinople, le volumineux dossier diplomatique relatif aux sociétés anonymes étrangères. Aussi notre gratitude va-t-elle, tout d'abord, à LL. EE. Halim Bey, ministre de la justice, Nouradinguian Effendi, ministre des affaires étrangères, Ohanes Effendi Couyoumdjian, sous-secrétaire d'Etat à ce dernier ministère (1), Réchid Pacha, ministre des forêts, des mines, de l'agriculture et du commerce, et Ali Bey, directeur général de la section commerciale au même ministère. Nous nous faisons un devoir d'adresser nos remerciements à LL. EE. Osman Bey, président de la

(1) Nommé plus tard gouverneur général du Liban.

chambre criminelle de la Cour de cassation, Vayanni Effendi, conseiller légiste au ministère de la justice (1), Chabouh Effendi, juge au tribunal mixte de commerce de Constantinople, et Karakotch Effendi, directeur de la statistique et de la codification au ministère de la justice, pour les renseignements et avis qu'ils ont bien voulu nous donner.

Plan de l'ouvrage. — Nous avons débuté par l'étude des Capitulations ; en effet nous avons constaté, en étudiant le sujet, qu'à vouloir le traiter sans parler des Capitulations nous rendrions nos explications peu intelligibles et nos solutions inexplicables. Aussi avons-nous fait succinctement l'historique des Capitulations et exposé la pratique à laquelle elles avaient donné lieu.

Puis, observant que les abus commis par certaines sociétés étrangères étaient dus en partie au principe du siège social admis comme critérium de leur nationalité, nous avons été amené à étudier tout d'abord les solutions admises dans les différents pays d'Occident, ensuite celles qui sont actuellement appliquées, et enfin celles qui, par leur application, seraient susceptibles de donner en Turquie les meilleurs résultats dans l'avenir.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage nous avons exposé successivement l'historique de la réglementation des sociétés étrangères en Turquie jusqu'à la dernière

(1) Remplacé par M. le comte L. Ostorog.

loi du 25 mars 1906, l'analyse de cette loi qui régit actuellement les sociétés étrangères dans l'Empire ottoman, les solutions de différentes questions telles qu'elles sont admises par la pratique ou telles qu'elles doivent l'être à l'avenir, les règlements relatifs à la négociation des valeurs étrangères et les dispositions fiscales qui les atteignent. Puis, avant d'étudier la condition légale des sociétés étrangères non autorisées dans l'Empire, nous avons passé en revue les différentes doctrines en matière d'extranéité des personnes morales ainsi que la jurisprudence de différents pays.

Enfin, dans une troisième partie, nous avons recherché tout d'abord par une critique impartiale, ce qu'il y a de fondé dans les objections soulevées par les missions étrangères contre l'application de la loi du 25 mars 1906, et nous avons terminé notre étude en exposant les réformes radicales dont le législateur ottoman devrait s'inspirer dans la réglementation future des sociétés étrangères pour que la prochaine loi pût recevoir un bon accueil de la part des missions étrangères et qu'elle pût garantir en même temps les intérêts généraux du pays et contribuer à sa prospérité économique.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DES CAPITULATIONS.

Historique.

Dans les pays appelés les Echelles du Levant et qui se trouvent sous la domination ottomane, les étrangers ne se contentent pas d'être traités sur un pied d'égalité avec les indigènes, ils jouissent d'une situation exceptionnelle et du bénéfice d'une sorte d'exterritorialité, grâce à laquelle ils conservent leurs lois et leurs juridictions (1).

Cette prérogative des étrangers dans l'Empire ottoman a son fondement dans les Capitulations. Ce sont des actes émanés des Sultans, actes unilatéraux au début et par conséquent révocables, mais plus tard contractuels, perpétuels et irrévocables.

M. Ortolan prétend que, d'une part, la différence de civilisation, de croyance et de mœurs entre les peuples

(1) Pagès, *De la condition des Français en Orient*, thèse Paris, p. 83.

musulmans et les peuples chrétiens et, d'autre part, la nécessité des relations commerciales, avaient amené entre la Turquie et la France une situation exceptionnelle en droit international quant au pouvoir de répression pénale, de police et de juridiction, dans l'Empire ottoman.

Mais l'éminent juriste oublie-t-il les circonstances dans lesquelles ces Capitulations ont été conclues ? On ne saurait admettre que la France a obtenu des grands seigneurs, ces Capitulations comme elle traitait plus tard avec la reine de Madagascar, sa vassale. Si l'on avait en vue la Turquie contemporaine peut-être ces suppositions se défendraient-elles. « Mais la Turquie de la première moitié du xvi^e siècle ! La Turquie devant Lepante ! Au temps où elle fut recherchée et implorée par François I^{er} et où elle fit trembler Charles Quint, où elle faillit devenir maîtresse de la Hongrie, où elle menaçait l'Allemagne ! La Turquie alors qu'elle avait pour souverain Soliman le Magnifique (1) ! » Les premières Capitulations ont été plutôt des concessions et des marques de bienveillance des sultans aux rois français, que des conditions imposées par la force des armes (2).

Le traité d'amitié signé en 1535 par l'ambassadeur de France, le sire de La Forêt et le Grand Vizir Ibrahim

(1) Albert Desjardins, *L'origine des Capitulations dans l'Empire ottoman*, p. 4.

(2) Le mot de Capitulation vient de Caput, *capitulum*, qui dans le bas latin signifie chapitre. En effet les Capitulations sont divisées en chapitres ou articles.

Pacha, constitue la première Capitulation (1) ; il est divisé en dix-sept articles ou chapitres, et il contient deux parties bien distinctes : le traité de commerce et le traité d'établissement. Ce dernier fut séparé plus tard des Capitulations proprement dites et fut l'objet d'une convention distincte, renouvelée plusieurs fois à différentes époques soit avec la France, soit avec d'autres Etats qui avaient à conclure une pareille convention avec la Turquie. Le trait le plus caractéristique de la condition faite aux étrangers par cette Capitulation est le pouvoir de police et de juridiction que les agents des Etats d'Occident exercent sur les justiciables fixés dans le Levant, tout comme si les uns et les autres se trouvaient encore dans leur pays (2).

Un tel système est évidemment contraire au principe fondamental du droit public moderne.

Une pareille situation d'exterritorialité ne résulte pas seulement de telle ou telle circonstance historique réalisée dans les seuls pays musulmans, mais fait partie du système de relations internationales appliqué à cette époque dans toute l'Europe. Ainsi nous voyons que les citoyens d'Amalfi fixés à Naples, ceux de Pise, de Flo-

(1) Certains auteurs prétendent pourtant que, bien avant la Capitulation française de 1535, les Vénitiens conclurent en 1455 un traité dont la Capitulation française susdite invoque le bénéfice. — Arminjon, *Etrangers et protégés dans l'Empire ottoman*, p. 11 en note. — V. de même, Albert Desjardins, *Origine des Capitulations*, p. 45.

(2) Dislère et de Mouy, *Droits et devoirs des Français dans les pays d'Orient et d'Extrême-Orient*, p. 39 et s.

rence, de Gênes, de Venise, d'Arles, de Montpellier, de Marseille, etc., établis pour leur commerce dans les villes situées hors de leur pays avaient leurs consuls qui les jugeaient. Bien avant la chute de Constantinople, les villes de Gênes et de Venise jouissaient dans la capitale d'Orient de l'exterritorialité (1). A la suite de la conquête de Constantinople par les Turcs, l'état de choses antérieur a continué, d'autant plus que la loi musulmane, le Chéri, considère le sultan comme le Calife, le chef des croyants, ayant mission exclusive d'organiser la communauté musulmane de manière à lui faire maintenir la prépondérance sur les non-musulmans, et assurant l'ordre, la justice, la prospérité dans les pays qui relèvent du Calife. Cette disposition de la loi religieuse musulmane nous explique clairement les raisons pour lesquelles les étrangers ont pu si facilement continuer à jouir de la situation privilégiée qu'ils avaient antérieurement et même la fortifier et l'améliorer. Les sujets des pays étrangers qui entretenaient des relations commerciales avec l'Empire ottoman ont obtenu le droit de s'organiser en communautés autonomes, ayant leurs juges et leur administration propres ; il en est de même d'ailleurs pour les

(1) Cette situation satisfaisait si bien les besoins du moyen âge que les musulmans eux-mêmes la pratiquèrent. C'est ainsi qu'il fut stipulé dans un traité entre Bajazet I^{er} et l'Empereur de Byzance que les Turcs résidant à Constantinople seraient soumis à la juridiction d'un cadi turc. Il en fut de même pendant la courte domination des Vénitiens à Salonique (1426-1430). — Heyd, *Histoire du commerce du Levant*, trad. fr., t. I, sect. II, ch. 2.

communautés non-musulmanes, mais sujettes ottomanes qui ont une certaine autonomie en ce qui concerne leurs affaires religieuses et scolaires exclues du cadre des préoccupations du Chéri (1). Du moment que la loi musulmane était le *jus quiritium* concernant exclusivement les musulmans, il fallait admettre pour les non-musulmans le *jus gentium*, qui n'était autre pour l'époque que leurs lois personnelles. Les Capitulations ainsi que les privilèges des communautés indigènes non-musulmanes dans l'Empire ottoman ne sont qu'une expression positive de la personnalité des lois, tolérée par l'Islam pour la liberté des consciences et la liberté du commerce. « En laissant aux chrétiens vaincus, dit M. Péliissié du Rausas, leurs lois et leurs juges, les premiers Califes ont donné à l'Europe un grand exemple, que l'Europe, hélas, n'a pas toujours suivi (2). »

Les Capitulations n'ont plus pour l'Empire ottoman un caractère normal comme elles l'avaient à l'origine. Elles ne sont plus qu'un régime exceptionnel. En effet, depuis le Hatt-i-Chérif de Gulhané (Loi du Tanzimat du 3 novembre 1839) (3) qui a été confirmé en sa teneur par le Hatt-i-Houmayoun du 19 février 1856, le principe de sécularisation a été établi et l'égalité devant la loi de tous les sujets sans distinction de culte ou de nationalité est garantie par ces grandes chartes.

(1) La loi religieuse.

(2) Péliissié du Rausas, *Le régime des Capitulations dans l'Empire ottoman*, t. I, p. 22.

(3) Loi du Tanzimat, loi des Réformes.

La première Capitulation conclue avec la France en février 1535 a été renouvelée depuis presque à chaque avènement d'un nouveau sultan.

La Capitulation renouvelée le 28 mai 1740 a eu un caractère définitif et perpétuel. Elle est la plus importante. La dernière Capitulation conclue avec la France est celle du 28 février 1856 lors du Congrès de Paris.

L'Angleterre avait obtenu la première Capitulation en 1583, la Hollande en 1613, l'Autriche le 27 juillet 1718 après la paix de Passarowitz, la Suède le 21 janvier 1737, le royaume des Deux-Siciles le 7 avril 1740, la Toscane le 25 mai 1747, le Danemark le 14 octobre 1756, la Prusse le 22 mars 1761, l'Espagne le 14 septembre 1782, la Russie le 27 juin 1783, les Etats-Unis le 7 mai 1830, la Belgique le 3 août 1838, et la Grèce le 7 mai 1855.

Dans chacun de ces traités, *la clause de la nation la plus favorisée* donne aux différents contractants le droit d'être traités sur un pied d'égalité en matière de privilèges. Ces privilèges concédés aux étrangers actuellement sont : la liberté d'établissement et de circulation, la liberté religieuse, l'immunité de juridiction et la protection civile et religieuse. Ils ont leurs sources principalement dans les textes des Capitulations et en particulier dans celui de la Capitulation de 1740 dans les édits, les ordonnances, dans les lois consulaires des divers pays, enfin dans l'usage ou droit coutumier et dans les traités postérieurs.

Comme l'observe très judicieusement M. Politis, le

distingué professeur de droit, à la Faculté de Paris : « En Orient plus que partout ailleurs, le droit n'est pas tout entier dans les textes. La coutume y joue un grand rôle : telle règle conventionnelle est souvent considérablement étendue dans la pratique ; aux privilèges formellement concédés par les traités, l'usage en a ajouté d'autres (1). » L'autorité des usages est affirmée avec netteté, à propos d'une correspondance échangée entre la Sublime Porte et les missions, par M. de Martens, en ces termes : « Ce sont également les usages qui augmentent l'étendue des privilèges accordés par les traités aux Consuls en Orient. Au point de vue juridique le caractère obligatoire de ces usages est incontestable. La Porte a tenté récemment, par sa circulaire, de contester les droits honorifiques des consuls, mais les puissances dans leurs notes collectives à la Porte en date du 25 décembre 1881 et du 25 février 1882, ont démontré à la Porte qu'elle ne pouvait pas contester l'obligation résultant pour elle des usages ; elles ont prouvé que ceux-ci ont en Turquie une importance capitale et que c'est d'après eux que l'on y tranche un grand nombre de questions et que la Porte ne peut en aucun cas les anéantir de sa propre autorité (2). »

(1) Politis, *Les Capitulations et la justice répressive ottomane à propos de l'affaire Joris*, p. 11.

(2) De Martens, *Traité de droit intern.*, t. II, p. 122.

Les procès concernant les étrangers.

Pour donner une idée des réformes judiciaires réalisées en Turquie en matière commerciale, nous allons mentionner par ordre chronologique les différentes lois et règlements commerciaux.

Disons tout d'abord que la législation commerciale de la Turquie se rapproche sensiblement de celle de la France. Elle est pourtant répartie dans quatre codes différents; le Code de commerce de 1850, le Code de procédure commerciale du 14 octobre 1861, le Code de commerce maritime du 20 août 1863, et enfin un appendice au Code de commerce de 1863 concernant l'organisation des tribunaux de commerce et les protêts.

En matière commerciale tous les procès en général, et en matière civile ceux-là seulement qui excèdent la somme de 1.000 piastres (227 fr. 50), sont jugés par le Tribunal mixte (1) avec l'assistance de deux juges désignés par le consulat dont relève l'étranger : le drogman du consulat assiste aux débats et même, suivant une coutume ancienne, à la délibération. En matière pénale les étrangers sont jugés par les tribunaux indigènes avec l'assistance du drogman. En matière immobilière les étrangers sont traités comme les indigènes, le drogman du Consulat n'assiste pas au procès même si les deux

(1) Ce sont les tribunaux mixtes ottomans qui sont chargés de juger les procès entre les Européens et les indigènes et ils n'appliquent que les Codes de commerce mentionnés plus haut.

parties sont des étrangers : c'est seulement dans les procès relatifs aux baux et dans l'hypothèse où le défendeur locataire est étranger que le débat se déroule avec l'assistance du drogman du Consulat, dont cet étranger est ressortissant. Cette dérogation aux règles découlant des Capitulations est due au Protocole annexé à la loi du 7 Séfer 1284 (1) qui, en matière immobilière, assimile les étrangers aux indigènes et les rend justiciables des tribunaux ordinaires du pays pour toutes sortes de différends relatifs aux immeubles.

Quant aux actions mobilières intéressant exclusivement les étrangers, il est d'usage de les laisser juger par les Consultats dont relève l'étranger défendeur selon un « *modus vivendi* » établi en application de la règle « *actor sequitur forum rei* ». Nous trouvons aussi dans ce sens la note verbale identique adressée par les missions étrangères à la Sublime Porte en date du 13 septembre 1894, conçue en ces termes : « L'esprit qui ressort clairement de la lecture des Capitulations... a été l'intention de réserver à la connaissance de leurs autorités respectives et de leurs juridictions naturelles, entre les étrangers de même nationalité ou même de nationalité différente, toutes les actions judiciaires de quelque nature qu'elles fussent, civile, commerciale ou pénale, *toutes les fois que l'intérêt d'un sujet ottoman ne se trouve pas engagé* », et plus loin : « Les autorités consulaires doivent avoir qua-

(1) Loi du 18 juin 1867.

lité pour juger *quand il n'y a pas d'intérêt ottoman en cause...* (1). »

Il faut bien souligner qu'il est exorbitant d'interpréter les Capitulations d'une manière si extensive, au détriment de l'autorité territoriale qui doit être seule compétente et que l'on devrait préférer dans les procès entre étrangers de différentes nationalités.

(1) Politis, *Les Capitulations et la justice répressive ottomane à propos de l'affaire Joris*, p. 15.

Dans l'étude de notre sujet deux questions se posent que nous allons étudier rapidement.

Première question. — Quel sens faut-il attribuer au mot *sujet* qui se trouve dans les conventions diplomatiques? Peut-on lui attribuer le sens le plus large pour qu'il embrasse même les sociétés de commerce, ou au contraire un sens plus restreint ne pouvant désigner que les personnes physiques?

M. Thaller estime qu'il faut adopter l'interprétation restrictive. « Tant qu'il ne s'agit pas d'individus, dit-il, il y a parité de situation entre les résidents des divers pays séjournant sur un même territoire. Les individus étrangers ayant telle origine valent en droit les individus ressortissant d'un autre Etat; au contraire, la situation change quand on passe aux sociétés; on ne peut mettre dans la même balance les sociétés anonymes de deux pays distincts tout simplement, parce qu'elles sont constituées suivant deux législations différentes et sur deux types non conformes (1). »

Au contraire, M. Weiss estime que le mot « sujet » dans les traités a une portée générale: « Il embrasse, dit-il, aussi bien les personnes morales que les personnes physiques dépendant par leur nationalité de chacun des Etats contractants (2). »

Cette question avait été vivement agitée en 1881 à

(1) Thaller, *Les Compagnies françaises d'assurances et le gouvernement d'Alsace-Lorraine*, p. 39.

(2) Weiss, *Traité de dr. intern. priv.*, t. II, p. 506.

l'occasion de l'arrêté d'expulsion pris par le gouvernement d'Alsace-Lorraine contre les sociétés anonymes d'assurances ayant leur siège sur le territoire français et non autorisées par l'Empire allemand. On fut amené alors à interpréter le mot *sujet* employé par l'article 11 du traité franco-allemand du 10 mai 1871 (1).

Deuxième question. — La clause de *la nation la plus favorisée* insérée dans un traité s'étend-elle aux sociétés lorsque l'un des Etats contractants vient à accorder des facilités aux sociétés d'un autre Etat par une loi, un décret ou un traité ?

Comme on le voit, c'est une question d'interprétation qui se résout par l'examen des textes des traités qui contiennent cette clause ; si sa teneur est aussi large et extensive que celle, par exemple, de l'article 11 du traité de Francfort, on doit penser que cette clause réagit sur la condition juridique des citoyens des Etats contractants ; au cas contraire on doit limiter l'effet de la clause à la réglementation relative aux droits d'entrée et de sortie, au transit, en un mot à l'ensemble des intérêts relatifs à la législation douanière : telle est la clause contenue dans

(1) Le texte de cet article est ainsi conçu : « Les traités de commerce avec les différents Etats de l'Allemagne ayant été annulés par la guerre, le gouvernement allemand et le gouvernement français prendront pour base de leurs relations commerciales le régime du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée. Sont compris dans cette règle les droits d'entrée et de sortie, l'admission et le traitement des sujets des deux nations ainsi que de leurs agents. »

le traité du 25 mars 1865 entre la France d'une part, et la Suède et la Norvège d'autre part (1).

Dans ces deux questions la jurisprudence française avait à plusieurs reprises adopté l'opinion de M. Thaller, mais elle a fini par se ranger à l'opinion contraire de M. Weiss. Déjà la Cour de Lyon, par son arrêt du 13 décembre 1889, avait reconnu aux sociétés anonymes allemandes non autorisées par décret du chef de l'Etat la faculté d'ester en justice en France en se fondant sur l'article 11 du traité de Francfort. La Cour de cassation, par son arrêt rendu à la date du 14 mai 1895, a approuvé le point de vue de la Cour de Lyon (2).

La jurisprudence ottomane semble suivre l'opinion restrictive de M. Thaller en refusant aux sociétés la jouissance *de plano* des Capitulations à l'instar des personnes physiques. Dans le même sens aussi, il y a un avis de la Chambre des conseillers légistes de la Sublime-Porte en date du 8 décembre 1907 qui contredit l'avis de la Chambre des conseillers légistes du ministère des affaires étrangères ottomanes en date du 30 août 1884 ; de même aussi, disent ces derniers, il est vrai de pré-

(1) Cf. *Lois, décrets, ordonnances, règlements et avis, du Conseil d'Etat*. Paris, Duvergier, t. 65, 1865, p. 64 et suiv.

(2) Dans le sens de l'interprétation restrictive : Orléans, 10 mars et Cours d'Orléans, 19 mai 1860 ; Cass., 1^{er} août 1860, D. 60.1.444 ; Trib. com. Seine, 28 mai 1891, *J. de dr. int. privé*, 1891, p. 969 ; Paris, 22 décembre 1892, D. 93.2. 157 ; Lyon-Caen et Renault, *Tr. de dr. com.*, II, p. 520 et suiv. — Dans le sens de l'interprétation extensive : Cass., 12 août 1865, S. 65.1.472 ; Cass., 14 mai 1895, *Clunet* ; Weiss, *Traité de dr. int. pr.*, II, p. 506 et suiv.

tendre que les lois régissant la capacité et l'état des personnes réelles suivent cette personne à l'étranger et qu'elles sont applicables aux êtres fictifs, tels que les sociétés anonymes qui ne sont ni mineures, ni interdites, qui n'ont pas d'état civil proprement dit, et *par suite ces sociétés* peuvent se réclamer des Capitulations et du principe de la liberté du commerce la plus absolue (1).

(1) Dossier diplomatique concernant les sociétés anonymes étrangères dans l'Empire ottoman (*Archives du ministère des affaires étrangères de Turquie*).

CHAPITRE II

NATIONALITÉ DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DANS L'EMPIRE OTTOMAN.

La question de la nationalité des personnes morales, particulièrement des sociétés commerciales, est une des plus délicates du droit international privé. D'autre part, son importance est capitale. Comme il est indispensable pour un pays de connaître ses nationaux et les étrangers qui résident sur son territoire, il est de tout intérêt de déterminer celles des sociétés qui sont nationales et celles qui sont étrangères, et aussi de déterminer quelle est la nationalité à laquelle appartient une société étrangère pour connaître la loi qui doit être appliquée dans les questions soulevées relativement à sa formation, à son fonctionnement, à sa liquidation, à sa faillite et à son statut personnel.

On s'étonne donc que la plupart des législations n'aient pas défini d'une manière formelle les sociétés étrangères ; en passant ce point sous silence, les législateurs se sont certes épargné des critiques, mais ils ont laissé pendante une question qui engendre très souvent des difficultés et des conflits sérieux.

Tout d'abord, il est bien évident que lorsqu'une so-

ciété est formée dans un pays par des personnes ressortissant à ce pays, avec des fonds appartenant à des indigènes, et qu'elle fait ses opérations sur ce territoire, cette société est, sans doute, nationale de ce pays. Mais si une société est fondée dans un pays par des personnes de différentes nationalités, au moyen de capitaux souscrits dans plusieurs États, la question de la nationalité de cette société se complique.

En raison de la différence de condition faite aux étrangers par les pays d'Occident et par les pays de Capitulations, nous exposerons tout d'abord les différents systèmes suivis en Occident en matière de nationalité de sociétés étrangères et nous rechercherons ensuite quel est le principe qui est appliqué dans l'Empire ottoman ; et enfin nous nous demanderons quel principe doit être préféré pour mettre fin aux abus.

SECTION I. — Des différents systèmes en matière de nationalité des sociétés étrangères.

Une société, comme une personne physique, ne peut avoir qu'une seule nationalité, mais la nationalité de quel pays ? La société doit avoir de préférence la nationalité du pays avec lequel elle a le lien le plus intime. Quel est ce lien ?

Pour les personnes physiques, ce lien est déterminé par la filiation (*jus sanguinis*) et, faute de filiation, par son attache au sol (*jus soli*). Cette deuxième idée, qui

est seule applicable aux personnes morales, va donc déterminer la nationalité des sociétés en les considérant comme nationales de l'Etat auquel elles sont attachées.

La conception de cette attache a donné naissance à des divergences de vue d'où sont sortis différents systèmes :

1° Certains auteurs ont essayé de voir cette attache dans l'acte d'autorisation, lorsque la constitution d'une société de capitaux est soumise au régime de l'autorisation. Ce système a tout d'abord le défaut de n'être pas général, il exclut les sociétés par intérêts ; même pour les sociétés de capitaux, il devient de plus en plus inapplicable ; le régime d'autorisation cède le pas de plus en plus à la réglementation légale dans la plupart des pays (1).

2° D'autres ont cru avoir trouvé l'attache dans la confection des statuts de la société. Ce principe, qui consiste à transporter la règle *lex loci contractus* dans un domaine étranger à sa création, a l'inconvénient de faire dépendre la nationalité de la société de l'option tacite des fondateurs. Aussi repoussons-nous ce système qui favorise les dols et les fraudes (2).

3° Le lieu de souscription des capitaux ne saurait non plus déterminer la nationalité d'une société. Il est vrai

(1) Despagnet, *Dr. intern. privé*, p. 51.

(2) Trib. corr. Seine, 17 novembre 1875, *J. du dr. int. pr.*, 1877, p. 45 ; Cass., 25 février 1879, D. P. 80.1.20 ; Trib. comm. Seine, 27 août 1891, *J. du dr. int. pr.*, 1891, p. 1241 ; Gand, 21 avril 1876, *Pasicrisie*, 1876.2.251. Résolution proposée au Congrès intern. des sociétés par actions de 1889 par M. Guillery.

que les lois de chaque pays protègent les souscripteurs nationaux mieux que les lois d'un pays étranger. Mais comment s'y prendre lorsque la souscription a lieu dans plusieurs pays à la fois ? Qu'on se tienne au capital d'origine ou bien à la fraction la plus grande, on est dans l'indécision ou dans l'arbitraire (1).

4° Plusieurs auteurs acceptent comme critérium la nationalité des associés ; mais c'est confondre la personnalité de la société avec celle de ses associés. D'ailleurs que décider dans le cas le plus fréquent où il y a des associés de nationalités différentes ?

Dans les sociétés de capitaux, où les actionnaires peuvent changer si facilement par une simple cession d'actions, ce système rendrait la nationalité d'une société instable, indéterminée. On ne pourrait non plus déterminer la nationalité d'une société par celle de son gérant ou de son administrateur ; chacun de ceux-ci a une personnalité distincte.

La jurisprudence, tout en repoussant ce système, a pourtant considéré que la nationalité des associés dans les sociétés d'intérêts n'est pas sans aucun effet, toutes les fois qu'il s'agit de réprimer la fraude commise par une société qui a voulu s'attribuer une nationalité fictive ou qu'il y a un motif d'utilité (2).

(1) Thaller, *Annales de dr. commercial*, 1890, p. 257 et suiv.

(2) Alexandrie, 4 novembre 1891, *Bull. lég. jur. égypt.*, IV, p. 5 ; Alexandrie, 6 avril 1892, *Bull. lég. jur. égypt.*, IV, p. 5 ; Trib. civ. Seine, 26 mai 1884, S. 88.2.89.

M. Vareilles-Sommières tâche d'éluder les difficultés présentées par l'adoption de ce système en proposant de traiter la totalité d'après la nationalité de l'élément dominant, et il charge les tribunaux de déterminer cet élément pour chaque société (1).

5° La plupart des auteurs acceptent l'influence du domicile de la société sur la nationalité. Leurs arguments sont convaincants. Tout d'abord les personnes morales comme les personnes physiques ont un domicile, ainsi que le prouvent l'article 59, § 5, et l'article 69, § 6, du Code de procédure civile français, d'autre part, à l'instar des personnes physiques, les personnes morales n'ont qu'un seul domicile.

A la différence des personnes physiques, pour les personnes morales les notions de domicile et de nationalité se confondent. Bien mieux la première détermine la seconde, le domicile est pour elles attributif de la nationalité, c'est le domicile qui nous servira à déterminer le pays auquel s'attache une personne morale et les lois qui lui sont applicables.

La nationalité ainsi fixée au domicile restera donc en principe invariable, car le domicile d'une société, comme celui d'un individu, dépend des circonstances extérieures et ne peut se déplacer par le seul effet de la volonté des associés.

Le domicile d'un individu est le lieu où il a son prin-

(1) Vareilles-Sommières, *Personnes morales*, p. 645, § 1504, et *Synthèse du dr. inter. pr.*, II, p. 81, § 766.

principal établissement (art. 102, C. civ. français). Le premier établissement est, d'après une définition, le lieu dont on fait le centre de ses affections, de ses affaires, de ses habitudes, le siège de son existence sociale (1). Il en sera sans doute ainsi pour les personnes morales ; leur domicile sera le lieu où se trouve leur principal établissement.

Lorsque la société réunit dans un même lieu son siège administratif et son centre d'exploitation, la question est simple, le domicile de la société se trouve là ; mais lorsque, le siège social et administratif de la société étant situé dans un pays, le centre d'exploitation se trouve dans un autre, où doit-on placer le domicile, l'établissement principal de cette société ?

Deux doctrines ayant pour chefs d'éminents maîtres sont soutenues avec la même vigueur d'arguments. Du reste chacune de ces doctrines n'exclut pas toutefois certains correctifs qui constituent des concessions réciproques entre elles. Le domicile d'une société sera le siège social d'après M. Thaller, ce sera le centre principal de son exploitation d'après MM. Lyon-Caen et Renault.

1° Doctrine de M. Thaller.

D'après cette doctrine, le domicile d'une société se trouve au lieu où est situé son siège social ; elle est conforme à la règle adoptée par l'Institut de droit international tenu à Hambourg en 1891 : « On doit considé-

(1) Thaller, *op. cit.*

rer comme pays d'origine d'une société par actions le pays dans lequel est établi sans fraude son siège social (1). »

Etant fixé par les statuts, le siège social a différents avantages : il est unique, indépendamment de l'étendue de l'exploitation et de la variété des pays où sont fondés ses établissements ; il est à l'abri des événements postérieurs ; il est précisé d'avance et il ne donne pas prise à l'arbitraire du juge.

Qu'est-ce que le siège social ? C'est le lieu où résident les organes juridiques de la société, administrateurs, assemblées générales, et où sont délibérés les contrats, les marchés se rapportant à la conduite de l'entreprise, où se trouvent ses livres, en un mot la haute direction de la société.

Les fondateurs ont généralement coutume de placer le siège social dans le pays où ils font appel aux capitaux.

M. Thaller considère comme condition nécessaire pour constituer un siège social valable le placement de ce siège dans le pays où ont eu lieu les souscriptions. « Il existe, dit-il, une solidarité nécessaire entre la nationalité d'une société, son domicile, son siège social, la loi observée et le pays de souscription (2). » Autrement dit, la société ne saurait avoir d'autre nationalité que celle du pays qui a fourni les fonds.

(1) V. Weiss, *Traité théor. et pral. de dr. intern. privé*, t. II, p. 148, note 1 ; Thaller, *Annales de dr. comm.*, 1890, 2, p. 258.

(2) Thaller, *Annales de droit commercial*, 1890, p. 253 et suiv.

Mais, si ce système protège les souscripteurs nationaux et leurs capitaux contre les dangers des entreprises étrangères, il accepte au fond pour critérium du domicile de la société, celui des associés. M. Thaller croit réprimer les fraudes que pourrait engendrer ce système par l'application de la règle *fraus omnia corrumpit*, et il fait remarquer que « si les fondateurs ont pris le vêtement exotique au lieu d'endosser l'habit français dans le but de frauder la loi, elle sera assez forte pour réprimer de pareilles simulations » (1).

Ce système n'est pas d'ailleurs souvent applicable. Ainsi que décider si les souscriptions sont ouvertes en même temps dans différents pays ?

Faut-il appliquer la solution adoptée par la doctrine dans l'hypothèse où il y a multiplicité des faillites ? Solution peu satisfaisante : elle entraînerait l'obligation pour la société de se conformer à différentes lois très souvent opposées, et elle donnerait à la société plusieurs sièges sociaux et par conséquent plusieurs nationalités. Nous faudra-t-il alors placer le siège de la société dans le pays où les souscriptions ont atteint le chiffre le plus élevé et que le tribunal aura à apprécier ? Mais par ce procédé très imprécis nous voilà à la merci d'un tribunal animé d'idées plus ou moins libérales et nationalistes.

(1) Thaller, *op. cit.* — Dans le même sens, son *Traité de dr. comm.*, 1904, p. 404.

2° Système de MM. Lyon-Caen et Renault.

Une fraction notable de la doctrine française et étrangère se rallie à ce système et se réfère au centre principal d'exploitation pour déterminer la nationalité d'une société. « Il semble naturel, disent les éminents professeurs, de penser que le législateur a fait ses lois pour les sociétés qui fonctionnent dans le territoire dans lequel il exerce son pouvoir ; ce sont ces sociétés-là, dont le législateur a intérêt à s'occuper (1). » En effet, la présence d'une société sur un territoire pourra être, suivant les circonstances, une cause de richesse ou un facteur de ruine ; quelle autre loi que la loi territoriale pourrait mieux surveiller et garantir les intérêts du pays ? Or lui imposer sa loi, c'est lui imposer sa nationalité ; ainsi on pourrait empêcher toutes sortes de fraudes ; en effet, il n'est pas aisé de dissimuler le véritable champ d'opérations d'une société.

Mais une difficulté sérieuse surgit lorsqu'une société n'entreprend pas des opérations se rattachant au sol par un lien apparent (comme dans le cas des Compagnies de chemins de fer et des sociétés minières), mais des opérations de crédit et de navigation par l'intermédiaire de ses établissements dans différents pays. MM. Lyon-Caen et Renault s'en remettent alors aux lumières et à l'appréciation du juge pour déterminer en vue de quel pays

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité de dr. comm.*, II, p. 577, n° 1167.

la société dont il s'agit a été principalement constituée. Du reste ces auteurs apportent une restriction au principe qu'ils admettent. « Des motifs pratiques d'une grande importance peuvent parfois déterminer les fondateurs d'une société à la soumettre aux lois d'un pays déterminé et à la faire considérer comme étrangère, bien qu'elle ait son exploitation en France, ou comme française, dans le cas contraire (1). »

Mais qu'il nous soit permis de remarquer que si, avec ce correctif, on prévient les risques et on assure la protection d'un pays plus fort à une société, on sacrifie d'autre part les intérêts du pays d'exploitation, ce qui peut donner naissance à différentes sortes d'entraves pour la société de la part de ce pays qui serait mis ainsi au second plan.

A côté de ces principaux systèmes nous devons mentionner la doctrine éclectique de M. Vavasseur. Cette doctrine, sans adopter expressément aucun des systèmes exposés ci-dessus, les complète les uns par les autres. Suivant elle, le juge, sans être obligé de rechercher tel ou tel élément à l'exclusion de tous les autres, doit seulement dégager et mettre en relief les faits et les motifs de nature à rattacher la société à la nationalité du pays auquel elle est le plus intimement liée. Avec ce système qui consiste à n'établir aucune règle, mais à

(1) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, *ibid.*

s'en remettre à la fantaisie du tribunal, nous sommes sur la pente de l'arbitraire (1).

M. Arminjon, professeur à l'école khédiviale de droit du Caire propose un critérium qui, selon nous, n'est autre que le système de M. Vavasseur, limité et restreint, où le juge n'a de pouvoir discrétionnaire que pour choisir entre les deux systèmes basés sur la notion du domicile. Son auteur combine les deux considérations qui dominent dans les critères exposés plus haut, l'autonomie des parties et le domaine logique de la suzeraineté : « Le rôle, dit M. Arminjon, qu'il convient de faire jouer à l'autonomie des parties lorsqu'il s'agit de déterminer la nationalité d'une société consistera à compléter la règle lorsqu'elle est insuffisante, à la tempérer au moyen d'une option au profit de la souveraineté à laquelle la société se rattache par un élément secondaire, mais néanmoins assez important pour rendre licite la préférence dont il est l'objet. Ainsi la force additionnelle de la volonté des fondateurs se joignant à la force d'attraction la plus faible la rendrait la plus forte (2). » Ce système est très ingénieux, mais l'indécision de ce critérium n'engendre-t-il pas les mêmes inconvénients que le système de M. Vavasseur ?

Après avoir exposé les différents systèmes, leurs avan-

(1) Vavasseur, *Des sociétés constituées à l'étranger et fonctionnant en France*, Clunet, 1875, p. 345.

(2) Arminjon, *Etrangers et protégés dans l'Empire ottoman*, p. 199 et suiv.

tages et leurs inconvénients, qu'il nous soit permis d'exposer notre opinion sur la question de la nationalité des sociétés.

Malgré l'objection que nous avons faite à la doctrine de MM. Lyon-Caen et Renault, nous n'hésitons pas à nous rallier en principe à cette doctrine qui prend pour critérium de la nationalité d'une société son centre d'exploitation matérielle. C'est cette doctrine qui seule, dans l'état actuel des législations, empêche la nationalité d'une société de dépendre de la volonté des fondateurs, et elle rend ainsi impossible toute tentative de fraude. Le système de la nationalité déterminée par le siège social statutaire aurait rallié l'unanimité des suffrages et serait la règle qui s'imposerait d'elle-même, si toutes les législations sur les sociétés avaient été réformées dans un sens libéral et uniforme ; cette réforme est, comme on le voit, plutôt l'œuvre d'une entente internationale qu'une question législative intérieure concernant chaque pays en particulier. Si l'on pense aux progrès remarquables réalisés dans le domaine du droit international privé depuis un quart de siècle, si l'on se rappelle les ententes conclues tout récemment en matière de lettre de change et de billet à ordre, on aura bien des raisons d'espérer que l'on n'est pas loin de l'époque où une pareille entente viendra régler une question aussi importante que celle de la législation relative à la nationalité et à la condition légale des sociétés étrangères.

Le Congrès international des sociétés par actions lors

de sa session tenue à Paris en 1900, entre autres résolutions, avait arrêté la suivante :

Vingt et unième résolution. — « La nationalité d'une société par actions doit être déterminée par le pays où elle a son principal établissement ou par le pays de son siège social réel fixé par les statuts. » Ce vœu exprime la pensée de tous ceux qui s'occupent des questions de droit international privé, et il importe qu'il soit réalisé le plus tôt possible par une convention internationale.

Une société peut changer soit le pays de son exploitation, soit son siège social, à *fortiori*, établir des succursales dans un ou plusieurs pays étrangers sans que sa nationalité en soit changée ; mais si elle venait à changer son siège social et le pays de son exploitation, elle ne conserverait plus la nationalité d'un pays avec lequel elle n'a plus aucune attache.

Tout changement de nationalité d'une société entraîne, quand il se produit, l'extinction de la société primitive et son remplacement par une société nouvelle. Mais alors il faut une nouvelle adhésion de tous les associés. La société ancienne produira ses effets en tant qu'il s'agit des droits acquis concernant les opérations antérieures et les personnes qui s'y sont intéressées.

**La jurisprudence et la législation dans les différents
pays en matière de nationalité des sociétés.**

Ayant exposé les différentes doctrines, il nous faut maintenant consulter la jurisprudence et les dispositions

législatives des différents pays en matière de nationalité des sociétés.

A ce point de vue, nous pouvons diviser les pays en trois groupes.

Premier groupe. — Dans ces pays, la loi est muette et la jurisprudence dominante rattache la nationalité de la société au lieu du siège social ; ces pays sont :

L'Allemagne. — La doctrine et la jurisprudence y sont d'accord pour considérer comme une règle de droit coutumier, l'attribution à la société de la nationalité du lieu où elle a son siège social. Toutes les fois que le centre d'exploitation et le siège social ne sont pas réunis, les tribunaux déterminent souverainement le lieu de son principal établissement.

L'Angleterre. — La loi du 21 décembre 1908 sur les sociétés par actions, qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1909, est un document législatif d'une importance considérable pour l'Angleterre. Elle est un véritable Code des sociétés, et à ce titre seul elle mérite d'être mentionnée, car c'est le premier effort tenté par le législateur anglais, pour unifier les dix-huit lois antérieures sur les sociétés (de 1862 à 1908). V. les articles 15, 57 et 62 de cette loi.

L'Espagne. — (V. nouveau Code civil, 188, art. 28 et 41.)

La France. — Dans les Codes nous ne trouvons aucun élément utile d'interprétation. L'article 438 du Code de commerce parle bien du « siège du principal établissement », mais cet article ne s'occupe que des sociétés françaises.

Après de longues hésitations la jurisprudence française semble consacrer dans ses récentes décisions la doctrine de la nationalité déterminée par le siège social statutaire. Elle s'exprime souvent en des termes conditionnels ; loin d'admettre ou de poser un principe, pour déterminer la nationalité d'une société, elle donne des solutions d'espèces particulières pour chacun des cas qui lui sont présentés. Pourtant la jurisprudence est précise en ce qui concerne l'application de la règle *fraus omnia corrumpit*, elle adopte le siège social comme critérium de la nationalité, mais à la condition formelle que ce siège soit réel et sérieux. Par conséquent, si le siège d'une société a été transporté à l'étranger pour éluder les dispositions restrictives de la loi française, la jurisprudence considère cette société comme française. Le siège social purement nominal ne peut être attributif de nationalité (1).

En France, l'administration des finances, lorsqu'il s'agit de percevoir les taxes sur les valeurs étrangères, détermine la nationalité des sociétés en considérant le siège social déclaré par les représentants de la société (2).

La Norvège. — (L. du 19 juillet 1910, art. 14 et 86.)

La Suisse. — Le Code fédéral des obligations est muet, mais un arrêt du tribunal fédéral suisse du 19 octobre

(1) Cass., 20 juin 1870, D. 70.1.416 ; Cass., 29 mars 1898, S. et J. Pal., 1901.1.70 ; Cass., 21 décembre 1896, S. et J. Pal., 1897.1.1897.

(2) V. Lyon-Caen et Renault, *Tr. de dr. comm.*, t. II, p. 562, note 1.

1888 (1), décide que ce Code n'est applicable qu'aux sociétés ayant leur siège social en Suisse.

La Suède. — (L. du 28 juin 1895, art. 1 et 2.)

Deuxième groupe. — Dans les pays de deuxième groupe, l'autorisation préalable est encore en vigueur. Aussi pour ces pays est-il facile de déterminer en principe la nationalité des sociétés qui y sont formées. Ces pays sont :

L'Autriche. — Le Code de commerce allemand y est encore appliqué (art. 270 et suiv.), tel qu'il était en vigueur en Allemagne avant la loi du 11 juin 1870.

L'Egypte. — (C. de commerce égyptien, art. 46 et 47.)

La Finlande. — (L. du 20 novembre 1864.)

La Grèce. — (C. de commerce hellénique de 1835, art. 37.)

La Hollande. — (C. de commerce de 1838, art. 36 et 37.)

La Principauté de Monaco (C. de commerce, art. 37).

La Pologne. — (C. de commerce de 1809, art. 37 et C. civil russe (swod), 1^{re} part., art. 2139 et 2141.)

La Russie. — (C. de commerce, art. 499.)

La Turquie. — (C. de commerce, art. 28.)

Tous ces pays suivent encore la législation française de 1807.

Troisième groupe. — Dans les pays de ce troisième groupe on rattache la nationalité de la société au lieu de son centre d'exploitation. Ce sont :

(1) V. *Semaine judiciaire*, 1899, p. 161

La Belgique. — L'article 129 de la loi du 18 mai 1873 décide que toute société fondée à l'étranger qui aura en Belgique son établissement principal sera soumise à la législation belge.

L'Italie. — L'article 230 *in fine* du Code de commerce de 1882 s'exprime ainsi : « Les sociétés constituées en pays étrangers qui ont en Italie leur siège et l'objet principal de leur entreprise, sont considérées comme sociétés nationales et sujettes, même pour la forme et la validité de leur acte constitutif quoique passé en pays étranger, à toutes les dispositions du présent Code. » La jurisprudence qualifie d'italienne la société qui concentre en Italie ses forces économiques et y développe son activité commerciale et industrielle.

SECTION II. — De la nationalité des sociétés en Turquie.

Après avoir passé en revue les différentes doctrines existant en matière de nationalité des sociétés en Occident, il nous sera plus aisé d'aborder la solution de la même question lorsqu'il s'agit de l'envisager dans l'Empire ottoman. Il ne faudrait pas néanmoins s'imaginer qu'on pourra transporter en Orient les mêmes principes sans y rien changer. D'un côté les capitulations que nous avons examinées dans le chapitre précédent, de l'autre, l'usage qui les a complétées et même en a changé l'esprit sur plusieurs points toujours au détriment de l'autorité territoriale, enfin une jurisprudence ottomane

obligée de s'incliner devant des influences politiques et sous la pression des Ambassades, jurisprudence souvent hésitante et parfois même contradictoire, tout cela rend très compliquée la question de la nationalité des sociétés en Turquie.

Quel sera donc le critérium de la nationalité des sociétés dans l'Empire ottoman ? Quel sera le principe dont nous nous servirons toutes les fois qu'il s'agira de distinguer une société nationale d'une société étrangère ? La question de la compétence des tribunaux, celle de l'impôt donnent à notre question une importance particulière.

L'Empire ottoman est peut-être le seul pays qui, à cause des privilèges accordés aux étrangers, de sa situation géographique, à cause aussi de certaines conditions politiques et économiques, soit grand'ouvert à la concurrence étrangère aidée et encouragée trop largement par les gouvernements étrangers. On y voit des sociétés étrangères se multipliant de plus en plus, ayant leur siège la plupart hors du pays, relevant d'une loi étrangère alors qu'elles sont constituées pour faire des opérations exclusivement dans l'Empire ottoman.

Il y a des sociétés sérieuses, mais on en a vu dernièrement d'autres de constitution douteuse, opérant tranquillement sous la protection des Capitulations, participant au crédit et à la confiance inspirés par les premières, profitant de cette confusion produite par l'activité fiévreuse et la concurrence absorbante, échappant dans ce

pays étranger au contrôle de leurs lois nationales dont elles prétendent relever, s'abritant derrière les Capitulations pour se soustraire à la surveillance des autorités indigènes jusqu'au jour où, malheureusement trop tard, elles sont démasquées par le public frustré.

On voit bien l'importance du principe qui nous permettra de distinguer les sociétés qui sont vraiment étrangères de celles qui s'attribuent l'apparence de sociétés étrangères pour s'approprier les immunités émanant des Capitulations.

Il est bien évident que le critérium dont nous nous servirons pour déterminer la nationalité des sociétés dans l'Empire ottoman, doit être en harmonie avec les droits conférés par les Capitulations aux étrangers.

Nous avons traité plus haut la question de savoir si les personnes morales ont le droit de bénéficier des immunités des Capitulations.

Nous avons adopté, d'accord avec la jurisprudence, l'interprétation extensive du mot « *sujet* » mentionné dans les traités internationaux. Nous n'hésitons pas à l'accepter aussi, lorsqu'il s'agit d'interpréter les Capitulations. Ce qui est accordé à chacun des associés séparément, on ne peut pas en principe le contester à la société formée par la collectivité des associés (1).

(1) V. p. 17. — En ce sens, Alexandrie, 12 février 1891, *Bull. lég. jur. égypt.*, III, p. 188 ; Alexandrie, 12 décembre 1895, *Clunet*, 1896, p. 904 ; *Bull. lég. jur. égypt.*, VIII, p. 41 ; Alexandrie, 1^{er} mars 1899, *Bull. lég. jur. égypt.*, XI, p. 740.

Il est vrai que les Capitulations n'accordent pas expressément le droit de s'associer dans l'Empire ottoman, mais pourtant, en laissant aux étrangers bénéficiaires le droit d'y exercer librement tous les droits qui leur sont conférés par leurs lois nationales, elles leur accordent par là-même le droit de former des sociétés en Turquie.

Les associations en général sont organisées et dirigées d'après les dispositions des lois nationales de chaque pays bénéficiaire des Capitulations. La loi et la juridiction ottomanes leur restent étrangères tant qu'il n'existe pas une question de droit immobilier. Cet état de choses s'explique par les dispositions du Chéri. Le droit religieux musulman ne reconnaît pas la personnalité aux associations et aux fondations. L'institution du Wakf (1), telle qu'elle a été établie par la religion musulmane, satisfaisait amplement aux besoins qui avaient donné naissance en Occident à la création de la personnalité morale.

Si, pour les associations proprement dites et les fondations, les dispositions n'ont pas changé jusqu'aujourd'hui en ce qui concerne les règles fondamentales, on ne pourrait pas en dire autant des dispositions relatives aux sociétés civiles et surtout aux sociétés commerciales. Le

(1) Wakf, c'est une institution islamique, *sui generis*, correspondant aux fondations pieuses. Les biens du Wakf sont administrés suivant les volontés du fondateur qui détermine les personnes qui succéderont à l'administrateur-gérant du Wakf (ce sont généralement ses héritiers directs) et le mode de gestion. L'administrateur peut ainsi agir en son propre nom pour les affaires du Wakf.

Code civil ottoman, le Medjellé, renferme pour les sociétés civiles des solutions presque conformes à celles acceptées en Occident. Quant au Code de commerce ottoman, il a été presque traduit du Code de commerce français.

Du moment que ces dispositions d'ordre religieux si différentes par leur nature des dispositions corrélatives en vigueur en Occident, ont été abrogées en ce qui touche les sociétés, ne pourrait-on pas prétendre que les sociétés même étrangères ayant leur principal établissement en Turquie doivent se conformer à l'avenir à la loi ottomane quant à leur constitution, leur fonctionnement et leur dissolution ? En d'autres termes, la loi ottomane ne pourrait-elle pas revendiquer dorénavant de pareilles sociétés comme nationales ?

Le législateur ottoman n'y a jamais pensé. La preuve en est que les tribunaux indigènes n'ont pas cessé une seule fois de considérer ces sociétés comme sociétés étrangères et de les traiter jusqu'à ces dernières années comme bénéficiaires de toutes les immunités des Capitulations, à l'instar des individus étrangers.

La pratique accepte donc que les étrangers bénéficiaires des Capitulations puissent jouir du droit de s'associer sous le contrôle des autorités et des juridictions de leur pays.

Maintenant abordons la question principale que nous nous étions posée au commencement de cette section II : celle du critérium de la nationalité des sociétés dans l'Empire ottoman.

I. — Et tout d'abord les sociétés de personnes.

Les sociétés de personnes composées d'individus d'une même nationalité étrangère prennent la nationalité de leurs membres. La seule législation qui pourrait entrer en conflit avec la loi nationale des associés serait la législation indigène locale. La jurisprudence ottomane reconnaît pour des sociétés pareilles la compétence des tribunaux consulaires dont relèvent les associés.

Mais si tous les associés veulent, pour des raisons d'intérêt, donner à la société la nationalité indigène, pourrions-nous la considérer comme une société ottomane ? Il est vrai que les lois relatives à la compétence sont d'ordre public et que les justiciables ne peuvent s'y soustraire. Pourtant il est indéniable que la personnalité de la société est distincte de celle des associés et que la société a un statut personnel indépendant. Si l'on veut tenir compte de cette indépendance des statuts, on est forcé de reconnaître une certaine autorité à la volonté des associés. Nous nous portons vers cette solution d'autant plus qu'à la différence de l'Occident, en Orient le principe de l'exterritorialité pousse à sacrifier au profit des étrangers beaucoup de droits de suzeraineté. C'est une solution, à notre sens, juste en soi, et avantageuse pour la société.

Quant aux sociétés de personnes composées d'individus de nationalités différentes, la question n'existe que dans le cas où aucun ottoman n'y entre comme associé,

car la jurisprudence ottomane considère la société composée de membres indigènes et étrangers comme une société ottomane. Cette pratique est assez ancienne et elle s'appuie sur l'arrêt du Conseil d'État rendu conformément à l'avis de la Chambre des conseillers légistes de la Sublime Porte, et communiqué aux tribunaux ottomans par la circulaire du ministère de la justice en date du 5 Kianoun-i-Sani 1295 (17 janvier 1878) (1).

Si une société de personnes est formée par des individus de différentes nationalités, autres que la nationalité ottomane, elle prendra la nationalité qu'elle aura choisie parmi celles de ses membres. Si cette option n'est pas déclarée formellement lors de la formation de la société, il est d'usage de lui attribuer la nationalité de l'associé dont le nom vient en première place dans la raison sociale (2). Cette solution est un peu arbitraire, mais pourtant c'est la seule admissible si l'on écarte toute immixtion de l'autorité territoriale dans les relations des étrangers entre eux. Pourtant admettre la possibilité d'une déclaration formelle, c'est ne pas considérer la question de compétence comme une question d'ordre public et par conséquent hors de la volonté des

(1) Djéridé-i-adlié. *Journ. des trib.*, kianoun-i-Sani 1295 (janvier 1878). — Décision conforme de la commission judiciaire permanente (Endjoumén-i-adlié) en date du 26 Zilkadé 1297 (18 octobre 1896, 30 octobre 1880). — V. p. 18 et suiv.

(2) Salem, Condition légale des sociétés étrangères en Turquie, *Revue des Sociétés* (de Bruxelles), 1889.

associés ; comment donc pourrait-on admettre la volonté implicite révélée par le rang des noms qui figurent dans la raison sociale ? Nous l'admettrons parce que c'est l'usage qui a consacré cette règle. Mais pourrions-nous l'établir sur une base juridique ? Nous n'hésitons pas à répondre négativement. Les droits conférés par les capitulations à chaque Etat au profit de ses ressortissants sont personnels, par conséquent chacun de ces Etats ne peut se substituer à l'autre, et il ne peut rendre dans l'Empire ottoman son ressortissant justiciable d'un autre consulat étranger que le sien. L'usage que nous venons de voir a donc été consacré au détriment du droit de la souveraineté territoriale, et il ne constitue qu'un abus. Au-dessus des privilèges concédés aux étrangers par les Capitulations existe un pouvoir souverain dont ces privilèges ne sont qu'un démembrement. L'autorité du Sultan étant comme en Europe territoriale, les lois édictées par le législateur ottoman sont en principe applicables à toutes les personnes et à toutes les choses existant dans l'Empire ottoman. Les privilèges des étrangers ne sont que des dérogations et ne constituent qu'une exception à la règle, et comme tels ils doivent être interprétés restrictivement.

Les missions raisonnent par analogie en s'appuyant sur la maxime : « *Actor sequitur forum rei* », qui reçoit son application dans l'hypothèse où un litige s'élève entre deux étrangers de nationalité différente. Le gouvernement ottoman ne s'oppose en aucune manière à ce

que l'étranger demandeur agisse devant le tribunal du défendeur. Il en devrait être de même dans l'hypothèse que nous avons en vue, le gouvernement ottoman ne doit pas s'opposer à ce que les étrangers bénéficiaires des Capitulations règlent, comme ils l'entendent, la question de la nationalité de la société. Ce raisonnement des missions doit être repoussé, car la maxime « *Actor sequitur forum rei* » n'est pratiquée que comme expédient, et par suite elle ne peut pas être ici prise en considération.

Il n'y a donc aucune raison juridique pour donner la préférence à la nationalité de l'un des associés. Du reste la nationalité de l'un est neutralisée par celle de l'autre.

Il faudrait donc, pour déterminer la nationalité d'une telle société, s'adresser à une nationalité extrinsèque ; celle-ci ne peut être que la nationalité ottomane, qui devrait l'emporter dans notre hypothèse en vertu du principe de la souveraineté territoriale. Cette solution, qui imposerait aux sociétés formées par plusieurs étrangers de nationalité différente, la nationalité ottomane, peut seule être soutenue en théorie, mais la pratique y est formellement contraire, comme nous l'avons dit plus haut (1).

Nous repoussons aussi l'opinion qui consiste à déter-

(1) V. p. 43 en note n° 1. — Cf. La note des missions étrangères à la Sublime Porte le 13 septembre 1894, V. p. 18 et suiv. — Et dans le même sens M. Arminjon dans son excellent ouvrage, *Etrangers et protégés dans l'Empire ottoman*, p. 199 et suiv.

miner la nationalité d'une société formée de membres de nationalités différentes par celle des associés qui forment l'élément dominant. Nous l'avons déjà assez longuement réfutée dans la section précédente pour ne pas y revenir.

II. — Les sociétés de capitaux.

Passons maintenant à l'examen de la nationalité des sociétés de capitaux et particulièrement des sociétés anonymes en Turquie.

1° Certains auteurs ont voulu donner aux fondateurs la faculté d'attribuer à la société anonyme la nationalité choisie par eux. Ils donnent pour argument les droits des Etats bénéficiaires des Capitulations qui les rendraient co-souverains dans l'Empire ottoman et qui permettraient à la société de s'attacher à l'un quelconque de ces Etats. La société serait considérée comme ayant son principal établissement sur le territoire ottoman qui serait en quelque sorte une dépendance du domaine de ces Etats. Nous n'avons aucune difficulté à repousser cette allégation gratuite de co-souveraineté. Les Capitulations, comme le remarque le savant professeur de l'école khédiviale du Caire, ne confèrent pas du tout une souveraineté absolue, mais une concession de certains privilèges en dehors desquels la *jurisdictio* et l'*imperium* restent en fait comme en droit au Sultan (1).

(1) Arminjon, *op. cit.*, p. 249.

Dans de telles hypothèses la souveraineté générale qui est la souveraineté ottomane doit exercer sa pleine action sur cette société.

2° D'autres ont proposé un système éclectique, d'après lequel la nationalité des sociétés de capitaux en Turquie, serait déterminée par le juge du fait qui prendrait en considération tous les éléments existants pour la rattacher à tel ou tel Etat. Comme nous l'avons déjà vu plus haut, ce système est arbitraire et abusif.

3° Force nous est donc d'adopter un critérium compatible avec les privilèges garantis par les Capitulations et en même temps conforme aux considérations que nous avons exposées dans la section précédente.

Nous avons vu antérieurement que deux grands systèmes l'emportent en matière de nationalité des sociétés en Occident : le système du siège social et celui du centre d'exploitation, basés tous les deux sur la notion du domicile.

Et tout d'abord exposons la pratique dont les avantages et les inconvénients nous fourniront les raisons qui doivent conduire à préférer notre système.

Pour les sociétés de capitaux constituées hors de l'Empire et ayant leur siège à l'étranger, la jurisprudence ottomane est d'accord avec la jurisprudence consulaire pour considérer ces sociétés comme étrangères.

Quant aux sociétés qui, constituées à l'étranger ou en Turquie dans un consulat étranger, ont leur siège social dans l'Empire ottoman, la jurisprudence n'est pas aussi

explicite que pour celles de la première catégorie ; elle semble hésiter, surtout depuis une dizaine d'années, à la suite des agissements de plusieurs sociétés constituées à l'étranger ou dans un consulat à Constantinople en fraude des lois ottomanes.

La loi du 25 mars 1906, dans son article premier, ne vise que les sociétés formées à l'étranger et y ayant leur siège social, et ne donne aucune solution relativement aux sociétés de cette catégorie.

Les consulats étrangers allèguent que, si une société est constituée dans un consulat en raison de l'extraterritorialité des étrangers bénéficiaires des Capitulations, elle est une société étrangère comme si elle était constituée dans le pays dont relève ce consulat, quand même cette société aurait son siège social dans l'Empire ottoman.

Cette pratique des consulats est exorbitante lorsqu'elle considère comme étrangère la société qui a son principal établissement dans l'Empire ottoman. Il est vrai qu'en pratique les sociétés anonymes opérant en Turquie ont soin de se fonder hors de l'Empire et d'établir leur siège social dans un pays étranger pour acquérir la confiance des souscripteurs. Elles y possèdent un bureau destiné à recevoir de temps à autre la visite d'un représentant apparent de la société, elles se mettent ainsi en règle avec les dispositions légales du pays dont la protection sera réclamée par elles. De pareilles fraudes sont révoltantes, et ce qui est inexplicable c'est qu'elles soient même un peu encouragées par l'attitude des puis-

sances qui ne reconnaissent pas au gouvernement ottoman le droit de réprimer la fraude en appliquant la règle universellement reconnue *fraus omnia corrumpit*. Beaucoup de sociétés qui agissent maintenant en toute liberté sous le costume étranger se seraient vues obligées de subir la surveillance effective de l'autorité locale et, dans la plupart des cas, on se serait épargné la peine d'enregistrer des sociétés aucunement constituées ou de formation défectueuse. Le public aurait été ainsi protégé et les sociétés étrangères qui sont honorables auraient gagné à cette situation plus de confiance et plus de crédit (1).

Donc le critérium de la nationalité des sociétés de capitaux opérant dans l'Empire ottoman doit être le centre d'exploitation : c'est en admettant ce principe que nous pourrions mettre fin à tous ces agissements de certaines sociétés depuis une vingtaine d'années, prévenir les fraudes et assurer le crédit général dans les affaires du pays.

C'est aussi dans ce sens que s'exprime, comme nous l'avons déjà vu, la XXI^e résolution du Congrès international des sociétés par actions, tenu à Paris en 1900 (2).

(1) Pour ne citer que les plus importantes : les sociétés anglaises « The Smyrna Figs Packers Company Limited, the Oriental Carpet Manufactures Company Limited », « Archipelago Steamship Company Limited », « the Smyrna Bank », etc., sont des sociétés ayant toutes leurs opérations en Turquie et présentant une nationalité étrangère acquise en fraude de la loi ottomane.

(2) V. p. 33.

On nous fera remarquer que la pratique, dont il faut tenir compte, va à l'encontre de notre opinion. Rien n'est plus vrai, mais il y a un principe de droit universellement admis, à savoir qu'une pratique illicite ne peut constituer un droit.

On ne saurait prétendre éterniser une situation à tous les points de vue déplorable et faire abstraction de toute notion de justice, d'équité et de bon sens

En Egypte régnait jadis le même désordre. En raison de l'activité commerciale, toutes sortes de sociétés y étaient accourues ou s'y étaient formées, qui conservaient leur siège social à l'étranger, alors que leur centre d'exploitation était en Egypte. Elle est parvenue à introduire dans son Code de commerce mixte, une disposition qui remédie au mal dans une large mesure. En effet l'article 47 de ce Code est ainsi conçu : « Les sociétés anonymes qui *se fondent en Egypte* seront toutes de nationalité égyptienne et devront y avoir leur principal siège social. » Par application de cet article, la Cour d'appel mixte égyptienne, par son arrêt du 29 avril 1908, annula la City and agricultural Lands of Egypt, qui, ayant son centre d'activité en Egypte, s'était fondée en Angleterre (1).

(1) Clunet, *Journ. de dr. intern. pr.*, 1909, p. 253. — A cause de son importance nous extrayons du rapport fait en 1910 par M. Malcolm Mc Ilwraith, conseiller judiciaire au ministère de la justice d'Egypte, le passage suivant :

« En Egypte donc, l'endroit où la société est constituée, combiné avec l'endroit de son domicile, détermine la nationalité de la so-

En vertu de cet article toutes les sociétés qui se fondent en Egypte sont égyptiennes et doivent avoir leur principal établissement en Egypte. Par conséquent celles qui sont en réalité des sociétés égyptiennes et se sont fondées en fraude de la loi égyptienne sont nécessairement nulles.

Dans l'Empire ottoman aussi le même principe doit être reconnu par les puissances, et il faut permettre à la justice de frapper de nullité les sociétés dont la fondation est entachée de fraude.

Mais à quelle justice devons-nous reconnaître cette compétence ? Quant à nous, nous trouvons naturel de la

ciété, et l'arrêt de la Cour d'appel mixte du 29 avril 1908, qui infirmait un jugement du tribunal d'Alexandrie, a annulé la *City and agricultural Lands of Egypt*. » (*Clunet*, 1909, p. 253), explique le sens qu'il faut donner à l'expression « fondation » d'une société dans les termes suivants : « fonder une société veut dire la constituer en s'associant pour signer l'acte qui détermine ses bases et les conditions de son fonctionnement en vue d'obtenir l'autorisation nécessaire et en souscrivant les capitaux. » La théorie résumée de cet arrêt est celle-ci :

En vertu des articles 46 et 47 du Code de commerce, les sociétés anonymes qui se fondent en Egypte sont de nationalité égyptienne et doivent avoir leur principal établissement dans ce pays. Si donc elles sont en fait « fondées en Egypte », elles doivent être fondées en conformité de la loi égyptienne pour être considérées comme sociétés anonymes en Egypte. Par conséquent la pure formalité d'une constitution à l'étranger ne peut porter atteinte à leur nationalité égyptienne. Il s'ensuit que, si des sociétés sont en réalité égyptiennes et non étrangères et si elles non pas été constituées en conformité de la loi égyptienne, elles sont nécessairement nulles et inexistantes. — V. *Clunet, Journ. de dr. intern.*, 1911, p. 116. De même en ce sens, Arminjon, *Etrangers et protégés dans l'Empire ottoman*, p. 232 et suiv.

reconnaître à la juridiction des tribunaux mixtes ottomans. Peut-être les missions feront-elles observer que les questions de validité et de nationalité d'une société entrent dans leur statut personnel et, comme telles, doivent relever de la juridiction dont procède leur vie juridique. Il se peut qu'elles prétendent aussi que les Capitulations ne permettent pas aux tribunaux du pays de déclarer nulle en Turquie une société valablement formée dans un pays bénéficiaire des privilèges.

Nous leur répondrons avec l'arrêt de la Cour d'appel mixte égyptienne que la question de savoir si la fondation d'une société à l'étranger est décisive ou non en Turquie, toutes les fois qu'il s'agit des droits de cette société en conflit avec les droits des tiers, n'est pas une question relevant du statut personnel, mais plutôt une question relative à la validité du contrat constitutif de la société : par conséquent, cette question est d'un caractère contractuel et, comme telle, doit relever des tribunaux mixtes (1).

Quant à l'argument tiré des Capitulations, nous ferons remarquer que, dans le système que nous proposons, nous ne nions pas les droits des étrangers en ce qui concerne les sociétés vraiment étrangères, mais nous voulons établir ce qu'est une société qui se dit étrangère vis-à-vis de la loi ottomane. La question ainsi comprise doit relever naturellement des tribunaux mixtes ottomans.

Nous résumons ainsi notre proposition sur la nationa-

(1) V. pp. 49, 50 et la note 1. — En ce sens, Arminjon, *op. cit.*, *ibid.*

lité des sociétés de capitaux en Turquie. Dans l'Empire ottoman, le principe doit être celui du centre d'exploitation à cause de la situation exceptionnelle créée dans ce pays par les immunités des Capitulations ; ces privilèges font naître assez souvent chez certains aventuriers, la tentation de pêcher en eau trouble et de s'approprier le crédit d'autres sociétés honorables. Si on tient absolument à persévérer dans la pratique actuelle qui consiste à prendre comme critérium de la nationalité le siège social, on doit au moins reconnaître à la justice ottomane le droit d'examiner si le siège social est réel ou fictif, et, dans ce dernier cas, de frapper de nullité la société qui se serait fondée en fraude des lois ottomanes.

Ce système, qui est tout à fait conforme aux notions de justice et aux droits légitimes de tous, est indispensable pour assurer l'ordre économique et financier en Turquie. Les tribunaux mixtes composés de membres ottomans et étrangers garantiront aussi bien les droits des étrangers que les intérêts du pays pour le bienfait de tous.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA RÉGLEMENTATION DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN TURQUIE.

Dans ce chapitre nous allons jeter un coup d'œil sur les antécédents de la loi du 25 mars 1906 ; nous passerons en revue les règlements qui l'ont précédée, les véhémentes protestations qu'a soulevées la réglementation des sociétés étrangères dans l'Empire ottoman et les arguments qui ont été soutenus de part et d'autre.

Nous avons vu plus haut les raisons qui avaient déterminé le gouvernement ottoman à élaborer une loi pour les sociétés étrangères. Ces raisons, les mêmes que dans tous les autres pays, étaient encore plus pressantes dans l'Empire ottoman à cause de la situation politique et économique des étrangers sous l'égide des Capitulations.

Le 14 novembre 1883, une commission chargée de la réglementation des sociétés étrangères était formée au

ministère du commerce en vue de préparer un projet de règlement pour les sociétés anonymes en Turquie et comptait parmi ses membres MM. Gabriel Nouradin-guian (1) et Charles Gesches. Cette commission élaborait un projet qui devint plus tard le règlement sur les agences et succursales des sociétés anonymes en Turquie, promulgué le 22 Rébi-ul-ewel 1305 (15 novembre 1303, 27 novembre 1887) (2).

Ce règlement passait sous silence les sociétés de personnes à cause des garanties qu'elles présentent, leurs membres étant personnellement responsables. Quant aux sociétés anonymes, le règlement de 1887 exigeait expressément pour ces sociétés la condition d'autorisation préalable pour établir en Turquie des agences et des succursales. Cette autorisation devait être demandée au ministre du commerce qui ne pouvait faire droit à la demande que si les statuts de la société ne contenaient rien qui fût contraire aux lois de l'Empire, à l'intérêt général et aux bonnes mœurs. La société était tenue de désigner un fondé de pouvoirs et d'élire un domicile légal pour les affaires judiciaires ; elle était obligée de plus d'exécuter les jugements rendus contre elle sous peine de se voir interdire de faire des opérations dans l'Empire.

(1) Devenu plus tard ministre des affaires étrangères.

(2) La première de ces trois dates est la date arabe, avec l'année de l'hégire ; la deuxième date est celle qu'on appelle en Turquie date financière avec les mois de l'ancien style (style julien) ; et la troisième date est la date grégorienne (nouveau style).

Le règlement de 1887, contrairement à l'usage établi depuis longtemps, fut mis à exécution avant d'être communiqué aux missions étrangères. En effet, suivant l'usage, toute loi touchant les intérêts des étrangers est communiquée aux missions étrangères afin de prendre leur approbation avant sa mise à exécution. La note verbale identique du 28 février 1895 des missions étrangères, rappelant cet usage, l'établit d'une manière incontestable : « Les missions étrangères, dit-elle, sont donc fondées en vue d'un intérêt commun à demander à la Sublime Porte communication des lois et règlements, dont l'application doit être étendue aux étrangers ; elles seront ainsi en mesure, après s'être rendu compte que ces dispositions ne vont pas à l'encontre des immunités octroyées et garanties par les traités, de leur reconnaître force exécutoire, c'est-à-dire un caractère d'applicabilité à l'égard des étrangers. »

Cet usage d'ailleurs date des lois de réforme, c'est-à-dire de l'époque où la Turquie, s'apercevant du danger qu'elle courait en persistant dans sa constitution théocratique, a voulu séculariser l'administration et la juridiction.

Ainsi la Sublime Porte avait communiqué aux missions étrangères, le 10 janvier 1848, le règlement du 10 avril 1847 portant réorganisation du tribunal de commerce ; le 31 janvier 1848, un second règlement du 12 Séfer 1264 (1848) ; le 18 juin 1867, la loi du 7 Séfer 1284 (18 juin 1867) (la loi sur les immeubles) ; en 1872, la loi sur l'or-

ganisation des tribunaux civils et correctionnels ; en 1874, le règlement concernant les avocats étrangers ; en 1879, l'institution du ministère public près les tribunaux de première instance et les Cours d'appel ; la même année aussi le nouveau tarif des droits judiciaires, etc. La Porte, qui supportait avec peine cette aliénation de souveraineté en matière de législation, avait cru pouvoir se passer de la communication du règlement de 1887, mais l'ambassade britannique a donné l'alarme, et par sa note verbale du 12 mars 1888 a rappelé à la Porte l'usage négligé et elle a annoncé qu'elle ne se croyait pas tenue de contraindre ses ressortissants à se conformer audit règlement.

En réponse, la Sublime Porte, par sa note circulaire du 13 mars 1888 (n° 88947/14) a communiqué aussitôt le règlement de 1887 aux missions étrangères d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis, de France, de Grèce, d'Italie, des Pays-Bas, de Russie, et de Suède-Norvège.

Les missions étrangères, par une note identique (1), se sont empressées de protester contre la tentative d'application du règlement et de dire qu'à leur égard la condition d'autorisation exigée par ledit règlement constituait un empiètement sur la liberté du commerce garantie par les traités.

(1) Angleterre, le 5 mars 1888 ; Autriche-Hongrie, le 12 avril 1888 ; Belgique, le 23 avril 1888, n° 220 ; France, le 5 mars 1888 ; Grèce, le 6/18 avril 1888, n° 625/18 ; Italie, le 5 mai 1888 ; Pays-Bas, le 24 avril 1888 ; Russie, le 10 juin 1888.

Nous devons ici faire une mention particulière de l'avis émis par la Chambre des conseillers légistes de la Sublime Porte, d'autant plus qu'il est empreint d'une impartialité bien hardie pour son temps et d'un esprit libéral qui fait honneur à ses auteurs. Cet avis signé par MM. Gabriel Nouradinguian et Gesches, après avoir reconnu que les personnes morales étrangères peuvent se réclamer des Capitulations, finit en ces termes «... et comme il est nécessaire d'obvier à des abus dans le fonctionnement sans contrôle des sociétés étrangères, les soussignés croient qu'on pourrait apporter quelques modifications pour rendre la loi applicable seulement aux sociétés anonymes étrangères qui voudraient étendre à l'avenir leur action en Turquie. Quant à celles qui y existent déjà, il vaudrait mieux réduire les dispositions de la loi », et il conseille de réclamer des agents de cette catégorie de sociétés une procuration en due forme et d'obliger ces sociétés à élire un domicile légal en Turquie (1).

La Sublime Porte, par sa note verbale du 13 septembre 1888 à l'ambassade de Russie, ainsi que par des notes adressées aux autres ambassades et légations, s'efforça vainement de persuader aux missions qu'elle n'avait l'intention d'apporter aucune entrave à la liberté du commerce et que son seul désir était de sauvegarder les intérêts des nationaux et des étrangers qui se trouvaient en

(1) Cf. Dossier diplomatique concernant les sociétés anonymes étrangères (*Archives du ministère des affaires étrangères de Turquie*).

relations d'affaires avec des sociétés anonymes étrangères. Quant à l'autorisation préalable de l'Etat, elle n'est exigée, disaient ces notes, que dans le but de constater si les agences représentent réellement les sociétés dont elles se disent les mandataires et de leur faire désigner un domicile légal.

La Sublime Porte renouvela sa tentative par la note verbale circulaire envoyée aux missions étrangères en date du 6 octobre 1891 (n° 101585/78). Entre autre argument, elle donnait celui-ci : Il est en effet urgent de mettre un terme aux agissements de bon nombre de sociétés d'assurances, surtout de celles qui, pour se soustraire à leurs obligations prétendant que leur agent n'a pas les pouvoirs nécessaires pour les représenter en justice ici et exigent qu'on les actionne à leur siège à l'étranger et tantôt veulent soumettre toutes leurs contestations avec les particuliers à la juridiction étrangère. Quelquefois même on ne sait pas si elles sont légalement constituées dans leur pays. La théorie de la liberté du commerce, même prise dans son acception la plus large, n'exclut pas la tutelle de l'autorité territoriale pour empêcher les fraudes et les abus commis par les étrangers au préjudice de ces populations ; et la note conclut à la nécessité urgente pour les missions de donner leur approbation au règlement de 1887 (1).

Les missions, tout en s'opposant à ce règlement, ont

(1) Cf. Dossier diplomatique concernant les sociétés anonymes étrangères (*Archives du Ministère des Affaires étrangères de Turquie*).

remis un contre-projet de réglementation des sociétés anonymes étrangères. Ce contre-projet, dont nous donnons *in extenso* le contenu dans l'appendice (1), rejetait le système d'autorisation et se contentait d'exiger des sociétés anonymes étrangères le dépôt d'une copie légalisée des statuts accompagnée d'un certificat officiel constatant que ces sociétés sont dûment autorisées à fonctionner dans le pays où elles ont leur siège ; il les obligeait à constituer un fondé de pouvoirs et à élire un domicile légal dans l'Empire pour leurs affaires ordinaires et autres ; les sociétés déjà établies n'étaient dispensées que du dépôt d'une copie de leurs statuts ; les sociétés étaient tenues d'exécuter les sentences rendues contre elles sous peine de se voir interdire de faire des opérations en Turquie. Ce contre-projet rejetait, comme on le voit, tout contrôle, toute surveillance du gouvernement ottoman dans les affaires des sociétés anonymes étrangères.

Cet état de choses dura jusqu'à l'élaboration de la dernière loi sur les sociétés anonymes étrangères promulguée le 29 mouharrem 1324 (12 mars 1322/25 mars 1906) (2) que nous allons analyser dans le chapitre suivant.

Les missions étrangères ayant réclamé, suivant l'usage, la communication de cette loi (3), elle leur fut commu-

(1) V. annexes I et II, pp. 169 et 171.

(2) V. p. 56, note 2. V. annexe III, p. 174.

(3) V. annexe IV, p. 185.

niquée. Aussitôt s'éleva une protestation unanime des missions à laquelle la Sublime Porte répondit par sa note verbale circulaire du 12 février 1908 (n° 71880/31) : tout en se réservant de reconnaître aux personnes morales les immunités des Capitulations, elle pria les missions de lui faire connaître leurs objections et les points qui mériteraient d'être amendés dans la loi qui était promulguée (1).

La réponse fut bien longtemps attendue et la note identique des missions contenait des amendements difficilement conciliables avec les dispositions de la loi : « L'ambassade de....., disait cette Note, tient avant tout à déclarer qu'elle s'opposera à l'application de toute disposition de la loi qui *tendra à restreindre le droit absolu*, garanti aux sujets étrangers par les traités, de se livrer librement au commerce dans les limites de l'Empire ottoman. » Elle reconnaissait l'utilité d'une certaine surveillance de l'Etat sur les sociétés anonymes étrangères se livrant aux opérations de crédit et d'assurance, mais elle la contestait pour les sociétés de commerce et de navigation ; elle protestait contre l'exclusion de l'entremise du consulat et elle se plaignait de la complexité des formalités et de l'obligation pour les sociétés de publier dans les journaux leurs statuts *in extenso*. Elle se refusait à considérer les sociétés comme tenues d'exécuter leurs engagements, si le gouvernement local avait abattu les immeubles assurés pour limiter l'incendie.

(1) V. annexe V, p. 186.

« Il y aurait lieu enfin, disait plus loin cette note, de stipuler d'une façon précise que les sociétés anonymes et les sociétés d'assurance étrangères sont justiciables des tribunaux mixtes de commerce et que les sociétés constituées à l'étranger et qui ne seraient pas représentées en Turquie auraient le droit d'ester en justice. » La note finissait par une déclaration formelle que les Missions s'opposeraient à la mise en application de la loi (1).

Le gouvernement ottoman, devant ce refus, trouva dans le déni de justice pratiqué par les tribunaux un appui moral pour astreindre les missions à devenir moins récalcitrantes. Alors commencèrent à s'élever de vives protestations des consulats et des missions. Nous n'en citerons que l'incident du tribunal de commerce de Smyrne ; statuant sur la recevabilité de la demande d'une société belge d'Anvers contre un sujet ottoman, le tribunal de commerce de Smyrne avait rejeté la demande en refusant de reconnaître la validité de la transaction passée entre les parties pour ce motif que la société demanderesse n'avait pas obtenu l'autorisation prévue par la loi de 1906. Les missions firent remarquer qu'une pareille interprétation de la loi étendrait son application non seulement aux sociétés qui établissent en Turquie des agences ou succursales, mais encore aux sociétés d'exportation qui, n'ayant ni agences ni succursales dans l'Empire, se bornent à accepter des commandes des im

(1) V. annexe VI, p. 187.

portateurs de ce pays par l'intermédiaire de simples représentants ou commissionnaires. Elles ont attiré de nouveau l'attention de la Sublime Porte sur les inconvénients pouvant résulter de cette pratique des tribunaux indigènes (1).

L'échange de notes sur ce sujet entre la Sublime Porte et les missions n'a pas encore pris fin, mais une entente semble être proche.

(1) V. annexe VIII, p. 196.

CHAPITRE II

CONDITION LÉGALE DES SOCIÉTÉS AUTORISÉES.

Dans ce chapitre nous allons tout d'abord analyser la loi du 25 mars 1906, puis nous traiterons les différentes questions relatives aux sociétés par actions étrangères autorisées, et nous chercherons les solutions qui leur ont été données par la jurisprudence et la doctrine.

SECTION I. — **Législation actuelle. — Analyse de la loi du 29 Mouharrem 1324 (12 mars 1322-25 mars 1906) (1).**

La loi qui régit actuellement les sociétés étrangères dans l'Empire ottoman est la loi sur les sociétés anonymes et d'assurances étrangères promulguée le 29 Mouharrem 1324 (12 mars 1322-25 mars 1906) (2).

Cette loi renferme 36 articles et elle est divisée en deux titres dont le premier (art. 1 à 15) contient les règles générales applicables à toutes sortes de sociétés anonymes étrangères, et le second (art. 16 à 36) ne contient que des règles particulières aux sociétés d'assurances

(1) V. p. 56, note n° 2.

(2) V. texte de la loi de 1906, dans l'annexe III, p. 174,

étrangères qui, indépendamment des règles générales applicables à toutes sortes de sociétés anonymes étrangères, sont en plus soumises à des prescriptions spécialement édictées pour elles (art. 16).

Les règles prescrites par la loi du 25 mars 1906 se rapportent soit à l'autorisation des sociétés anonymes étrangères et aux garanties qui sont exigées d'elles, à la publicité, à la surveillance et au contrôle exercés sur elles, soit à la compétence, soit aux pénalités et aux dispositions transitoires.

I. — L'autorisation des sociétés anonymes étrangères.

Toute société anonyme étrangère désireuse d'ouvrir une succursale ou une agence en Turquie doit, avant de commencer ses opérations, présenter au Ministre du commerce une demande mentionnant sa raison commerciale, le lieu de sa constitution, sa nationalité, le montant de son capital et contenant l'engagement pour la société de se conformer aux lois et règlements ottomans. Elle remettra aussi conjointement à sa demande : 1° un certificat de son gouvernement attestant que la société a été légalement formée dans son pays d'origine et qu'elle y fonctionne actuellement ; 2° un acte de procuration passé devant un notaire du pays d'origine et légalisé par les ambassades, légations et consulats ottomans, donnant pleins pouvoirs au représentant nommé par la société de faire dans l'Empire ottoman toutes les opérations dans les limites des statuts et d'y ester en justice au nom et

pour le compte de la société à tous les degrés de juridiction, soit comme demandeur, soit comme défendeur ; 3^o la société doit établir qu'il y a réciprocité de traitement pour les sociétés ottomanes dans le pays d'où elle relève (art. 1) (1).

Les sociétés d'assurances étrangères doivent remettre au ministère, indépendamment des pièces ci-dessus, leurs polices libellées en turc et en français ainsi qu'un état indiquant les risques qu'elles assurent (art. 18) (2).

Les préposés aux agences et succursales des sociétés d'assurances étrangères doivent justifier, par des pièces authentiques, de leur honorabilité, soit commerciale, soit sociale (art. 26) (3).

Aucune société étrangère ne peut fonctionner qu'après avoir obtenu une déclaration de la part du ministre du commerce, déclaration qui, à Constantinople, doit intervenir dans le délai d'un mois et, dans les provinces, dans le délai de deux mois à dater du dépôt de la demande. Cette déclaration fera mention de l'autorisation accordée à la société de faire des opérations en Turquie, dans les limites de ses statuts, par l'entremise de son représentant, et elle doit être représentée aux autorités locales pour toute réclamation et aux tribunaux pour toute action de

(1) Des dispositions similaires sont édictées par les lois françaises du 30 mai 1857, articles 1 et 2, et du 17 mars 1905, articles 2, § 2, et 12, § 1.

(2) Cf. loi française du 17 mars 1905, art. 11, §§ 1 et 2, et art. 12, § 3.

(3) Cf. loi française du 17 mars 1905, art. 12, § 1.

la société. Le droit perçu pour cette déclaration est de 15 livres turques (art. 3) (1).

Toute modification apportée dans les statuts d'une société étrangère déjà autorisée, toute suspension, faillite, fusion avec d'autres sociétés, tout changement de représentant n'est valable en Turquie qu'après une nouvelle autorisation obtenue dans les mêmes formes. Dans ce cas, le ministre délivrera à la société, dans le délai d'un mois, moyennant une livre turque (22 fr. 75), une déclaration constatant les modifications déclarées (art. 4 et 5) (2).

Les agents des sociétés d'assurances voyageant en Turquie pour conclure des assurances doivent être ottomans, connaître le turc et être pourvus d'une déclaration particulière à cet effet et certifiée à Constantinople par le préfet de police, et en province par le haut fonctionnaire de la localité (art. 29).

Les sociétés d'assurances mutuelles connues sous le nom de tontines ne peuvent fonctionner dans l'Empire qu'après une enquête opérée par le ministre du commerce au sujet de leur crédit, du degré d'utilité pour le public de leurs opérations, et après autorisation délivrée par le même ministre sous diverses réserves. Cette autorisation

(1) Cf. lois françaises du 30 mai 1857, art. 1 et 2, et du 17 mars 1905, art. 2, § 2.

Nota. — La livre turque équivaut à 22 fr. 75 et à cent piastres turques et une piastre turque à 40 paras.

(2) Cf. loi française du 17 mars 1905, art. 2, § 2.

peut leur être retirée à tout instant si le gouvernement voit quelque inconvénient à laisser continuer leurs opérations (art. 34) (1).

II. — Garanties.

Pour garantir l'exécution des jugements rendus contre les sociétés d'assurances étrangères par les tribunaux ottomans, la loi exige d'elles un cautionnement de 15.000 à 50.000 livres turques (soit 341.250 à 1 million 137.500 francs) (2) pour chaque branche d'assurance qu'elles entreprendront : incendie, vie, accidents de mer, etc., le cautionnement sera fixé par le ministre d'après l'importance de leurs opérations. Il consiste en espèces ou en fonds d'Etat ottomans cotés à la Bourse de Constantinople, et doit être déposé à la Banque impériale ottomane. Lorsque par suite de l'exécution des jugements rendus contre la société ou de la baisse des fonds d'Etat le cautionnement vient à être amoindri d'un quart de sa valeur, il doit être complété par la société dans le délai d'un mois. Ce cautionnement n'est restitué à la société qu'après la cessation et la liquidation de ses opérations en Turquie (art. 19 et 20) (3).

Les sociétés doivent constituer un fonds de réserve en distrayant au moins 20 0/0 de leurs recettes nettes en Turquie (art. 21) (4).

(1) Cf. loi française du 17 mars 1905, art. 9, § 7.

(2) V. p. 68 en note n° 1.

(3) Dispositions correspondantes dans la loi française du 17 mars 1905, art. 8 et 9, § 1 et 9.

(4) Cf. Lois françaises du 24 juillet 1867, art. 36, et du 17 mars 1905, art. 5, § 3.

Le service des primes, intérêts et coupons des titres et valeurs déposés à la Banque ottomane incombe aux sociétés d'assurances dépositaires qui toucheront elles-mêmes le montant des coupons échus. Elles sont chargées aussi de verser un droit de dépôt sur les titres et valeurs consignés (art. 24).

III. — Publicité.

Les directeurs des sociétés anonymes étrangères doivent afficher dans leurs agences ou succursales et publier *in extenso* dans les journaux les copies, légalisées à Constantinople par le ministre du commerce, et dans les provinces par les autorités locales, des statuts de la société, des modifications qui y sont apportées et des mandats donnés aux gérants (art. 7) (1).

Toute personne peut demander au ministre du commerce un exemplaire légalisé des pièces indiquées dans les articles 1 et 4 et déposées au ministère par les sociétés anonymes étrangères. Le droit perçu par le ministère pour chaque exemplaire légalisé est de 20 piastres (art. 8) (2).

Le ministre du commerce à Constantinople et les gouverneurs généraux en province porteront à la connaissance du public par la voie de la presse locale toute mesure prise contre les sociétés étrangères dans l'Empire (art. 13) (3).

(1) Cf. Loi française du 17 mars 1905, art. 2.

(2) Cf. Loi française du 17 mars 1905, art. 11.

(3) Cf. Loi française du 17 mars 1905, art. 17 ; art. 11, § 1-3.

IV. — Surveillance et contrôle.

Le ministre du commerce pourra contrôler dans leur ensemble les opérations des sociétés d'assurances. A cet effet, une administration des assurances sera créée au ministère du commerce. Le droit de contrôle sera annuellement de 10 livres turques (227 fr. 50) à la charge de ces sociétés (art. 17) (1).

Les sociétés d'assurances produiront au ministre du commerce, d'après les modèles délivrés, des états synoptiques annuels indiquant leurs opérations dans la capitale, et dans les provinces. Ces états devront mentionner le chiffre des assurances contractées contre l'incendie et les risques de mer, le chiffre des avaries, celui des assurances reportées à l'année suivante et le montant des assurances expirées sans risques. Quant aux assurances sur la vie, les états indiqueront les indemnités à payer en cas de décès et de survie, les primes reçues annuellement ou en une seule fois, les fonds de réserve y relatifs et le chiffre des pertes. Elles produiront de même toute modification concernant le livre des polices et le livre du classement des risques (art. 22 et 23) (2).

Les sociétés étrangères d'assurances doivent faciliter l'enquête légale de la police et de la municipalité qui suit chaque incendie en leur fournissant tous les rensei-

(1) Cf. Loi française du 17 mars 1905, art. 10, 11, § 4, et 13, § 2.

(2) Cf. Loi française du 17 mars 1905, art. 6, § 2, 7, 8, § 2, 11, § 3, et 12.

gnements qui leur seront demandés et qui seraient venus à leur connaissance relativement aux causes de l'incendie ou aux assurances contractées au-dessus du prix des immeubles détruits par l'incendie (art. 31 et 32) (1).

La société d'assurances est tenue de payer une indemnité pour les immeubles assurés que l'autorité locale aura fait abattre en vue de faciliter l'extinction de l'incendie qui aurait éclaté à proximité (art. 33) (2).

V. — Compétence.

Toute société étrangère autorisée aura comme domicile légal la localité où sera ouverte son agence ou sa succursale.

Dans toutes ses contestations avec les Ottomans, les tribunaux ottomans seront seuls compétents, et les lois et les règlements d'Empire lui seront seuls applicables (art. 9 et 14).

Les sociétés d'assurances sont tenues de régler les indemnités aux lieux de leurs agences et succursales dans l'Empire (art. 23).

Les agences et les succursales ont la même nationalité que la société dont elles dépendent et non pas celle de leurs agents (art. 10).

(1) Cf. Loi française du 17 mars 1905, art. 11, § 3.

(2) Cf. Loi française du 17 mars 1905, art. 12.

VI. — Pénalités et sanctions.

Toute modification apportée aux statuts d'une société étrangère après son autorisation, tout changement de son représentant en Turquie doivent être portés à la connaissance du ministre du commerce. Tant que cette prescription n'aura pas été accomplie, l'agent ne pourra se prévaloir, vis-à-vis des tiers qui sont en rapport d'affaires avec lui, ni des modifications des statuts, ni des autres changements qui ont eu lieu. L'agent sera donc reconnu comme mandataire, et la société qu'il représente sera tenue des conventions qui sont conclues en son nom (art. 6) (1).

Toute société étrangère dont l'agence ou la succursale, faute de s'être conformée aux prescriptions des articles 1^{er} et 4, n'est pas reconnue, est responsable des opérations faites en Turquie ; est aussi responsable toute personne qui aura agi en n'importe quelle qualité au nom et pour le compte de cette société (art. 11).

L'autorisation accordée à une société étrangère peut être annulée et ses agents seront frappés d'interdiction : 1^o Si la société ne se conforme pas à la présente loi ; 2^o si elle a cessé d'exister dans son pays d'origine ou si elle y a été frappée d'interdiction ; 3^o si un jugement rendu contre elle, ne peut être exécuté par suite de l'épuisement de son capital ; 4^o si la partie de son capital

(1) Loi française du 17 mars 1905, art. 2, § 3.

destinée à ses opérations en Turquie est réduite de moitié (art. 12) (1).

Toute société qui ne se conforme pas aux prescriptions de la présente loi, ne doit pas publier ou afficher ses annonces (art. 15).

Il est interdit aux sociétés d'assurances étrangères de publier des annonces contraires aux lois ottomanes, aux bonnes mœurs et aux intérêts publics (art. 28).

Les sociétés d'assurances ne doivent pas intervenir avec leur personnel et leurs moyens particuliers à l'extinction d'un incendie (art. 30) (2).

VIII. — Dispositions transitoires.

Toutes les sociétés anonymes étrangères qui opèrent déjà dans l'Empire au moyen de succursales ou agences, sont tenues de se conformer aux prescriptions légales de l'article 1^{er} dans le délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi (art. 2) (3).

Les sociétés d'assurances étrangères non autorisées ne seront pas recevables dans leurs actions si, dans le

(1) Loi française du 17 mars 1905, art. 15, 16 et 18.

(2) Dans la plupart des villes de l'Empire, et même dans certains quartiers éloignés de la capitale, il n'existe que des sociétés privées de pompiers que les particuliers peuvent engager lors d'un sinistre. Les Compagnies d'assurances, pour préserver les immeubles assurés, même situés loin du foyer de l'incendie, engageaient ces quelques pompiers et elles laissaient ainsi le feu se propager, au détriment des immeubles non assurés, ou bien elles entravaient par ces moyens, les opérations des pompiers organisés de l'Etat.

(3) Cf. Loi française du 17 mars 1905, art. 19.

délai de trois mois après la promulgation de la loi, elles ne se sont pas conformées à ses prescriptions. Mais, par contre, l'action publique et l'action civile seront recevables contre les personnes qui auront fait des opérations au nom de ces sociétés (art. 27).

L'article 35 abroge expressément la loi précédente du 12 Rebi-ul-ewel (15 novembre 1303/28 novembre 1887) et il déclare la présente loi exécutoire 30 jours à partir de sa promulgation.

Enfin l'article dernier charge les ministres du commerce, de la justice et de l'intérieur de veiller à l'exécution de la présente loi.

SECTION II. — Diverses questions relatives aux sociétés étrangères autorisées en Turquie.

Pour qu'une société anonyme étrangère obtienne du gouvernement ottoman l'autorisation de faire des opérations en Turquie, il est nécessaire que le gouvernement étranger accorde de son côté aux sociétés ottomanes le même droit. L'article 1^{er} *in fine*, de la loi du 25 mars 1906, délègue au gouvernement le droit d'autoriser en Turquie les sociétés étrangères *sous la condition de réciprocité pour les sociétés ottomanes*.

Nous pensons que le sens d'une pareille disposition n'est pas sans offrir de difficulté. Cette disposition tend à rendre plus malaisée l'approbation de la loi par les missions étrangères et mettrait en quelque sorte le gou-

vernement ottoman dans la nécessité de refuser l'autorisation aux sociétés de certains pays jusqu'à la constatation d'une réciprocité législative ou diplomatique en faveur des sociétés ottomanes dans ces pays. Une pareille situation empêchant même provisoirement les sociétés de ces pays d'opérer en Turquie, les condamnerait à l'inaction et priverait le pays du concours de sociétés qui exercent un commerce susceptible de procurer à la Turquie des produits qui lui sont nécessaires.

En pratique, on obtient du consulat d'où relève la société étrangère qui requiert l'autorisation une déclaration affirmant l'existence d'un traitement réciproque en faveur des sociétés ottomanes dans le pays d'origine (1).

Une société qui est autorisée peut exercer en Turquie tous ses droits et y ester en justice. Mais quels sont les droits que les sociétés étrangères dûment autorisées peuvent exercer en Turquie ?

Ce sont tous les droits qu'exercent les sociétés non anonymes et les individus ; ce sont les droits dans l'exercice desquels les sociétés anonymes indigènes non autorisées se trouvent frappées par l'article 28 du Code de commerce. Les mêmes restrictions que subissent les individus étrangers ou les sociétés non soumises à l'autorisation atteindront les sociétés dûment autorisées.

Si l'application de ces principes aux opérations mêmes

(1) V. l'annexe X, p. 201.

de la société est assez simple, pourtant le droit pour la société autorisée de plaider devant les tribunaux ottomans présente certaines difficultés que nous allons examiner brièvement.

Les sociétés étrangères dûment autorisées peuvent plaider en Turquie en qualité de demanderesses de même qu'en qualité de défenderesses contre les Ottomans actionnaires, porteurs d'obligations ou créanciers à un titre quelconque.

Un Ottoman pourrait-il renoncer au bénéfice de citer une société étrangère devant le tribunal ottoman ?

Nous ne voyons pas de difficultés lorsque la renonciation est expresse ; au contraire la question est très délicate quand la renonciation est tacite. Alors de deux choses l'une : 1^o la législation étrangère décide que les contestations relatives à la société doivent être portées devant le tribunal du lieu où la société a fixé son siège ; 2^o ou bien, indépendamment d'une pareille décision de la législation, les statuts sociaux ne reconnaissent que ce tribunal étranger. Pourrait-on alléguer que, dans ces hypothèses, les Ottomans mis en rapport avec la société ont accédé à cette disposition législative ou statutaire (1) ?

Il est nécessaire de faire une distinction parmi les Ottomans qui sont mis en relation avec les sociétés. La disposition attribuant compétence aux tribunaux étran-

(1) Cf. Lyon-Caen, *Condition légale des sociétés étrangères en France*, p. 55.

gers est évidemment opposable aux actionnaires ottomans qui ont à former des demandes contre la société. C'est d'ailleurs un principe que la souscription d'une action implique de la part du souscripteur adhésion à la loi et aux statuts de la société contrairement aux règles ordinaires de la compétence.

S'il en est ainsi pour les actionnaires, on ne pourrait pas raisonner de même pour les Ottomans porteurs d'obligations ni pour les autres créanciers de la société qui sont des tiers; ils ne sont pas considérés comme ayant adhéré à sa loi et à ses statuts.

Il est à souligner que la clause qui attribue compétence aux tribunaux étrangers déroge à l'égard des actionnaires au principe général selon lequel les règles de compétence sont d'ordre public et comme telles doivent être soustraites aux conventions des particuliers; cette clause doit donc être interprétée restrictivement. On ne saurait par suite enlever à la compétence des tribunaux ottomans pour les attribuer aux tribunaux étrangers que *les contestations sociales*, c'est-à-dire les *contestations que les actionnaires, en cette qualité, peuvent élever contre la société à raison d'une difficulté relative à l'interprétation ou à l'exécution de l'acte même de société*.

Il s'ensuit que dans tout autre cas l'actionnaire lui-même qui intente un procès contre la société doit agir devant le tribunal ottoman. Ainsi, si un actionnaire loue un immeuble à la société, les contestations qui naîtront de l'exécution du bail seront de la compétence des tri-

bunaux ottomans, car l'actionnaire n'agit pas ici en qualité d'actionnaire, mais bien comme bailleur, et comme tel il ne diffère pas de tout autre créancier de la société. Par suite la règle générale de compétence doit reprendre son empire. En est-il de même pour les contestations soulevées entre l'actionnaire et la société à propos du paiement des coupons d'intérêt de ses titres, si ces coupons sont payables en Turquie ? L'article premier de l'appendice du 4/7 avril 1327 (1911) du Code de procédure civile permet de citer le débiteur devant le tribunal du lieu où le paiement doit être effectué (1).

Mais nous pensons qu'une pareille interprétation de l'article premier du Code de procédure civile doit être rejetée, car le paiement d'intérêts aux actionnaires est prescrit par les statuts. Si l'exécution de cette partie des statuts donne lieu à une contestation, celle-ci est relative à l'exécution de l'acte même de société et, comme telle, elle ne peut être qu'une contestation sociale entre l'actionnaire et la société. Quant à l'argument tiré de l'article premier du Code de procédure civile, il ne peut avoir aucun effet ; la compétence attribuée au tribunal du lieu où le paiement doit être fait n'est pas édictée comme une règle impérative, de sorte que les parties peuvent y déroger soit expressément soit tacitement ; c'est ce que font les actionnaires d'une société étrangère dont les statuts attribuent compétence au tribunal du lieu où elle a son siège pour toutes les contestations sociales.

(1) Décision analogue dans l'arrêt de la Cour de Paris en date du 24 août 1869.

Cette incompétence des tribunaux ottomans est une incompétence *ratione personæ* et, comme telle, elle doit être opposée au début de l'instance avant toute défense ou exception, et les juges ne sont pas obligés de la prononcer quand les parties ne l'invoquent pas (art. 114, C. proc. civ. ottoman).

Mais si c'est la législation étrangère qui admet la compétence exclusive des tribunaux du pays où la société étrangère a son siège pour les contestations sociales, la solution ne doit être la même que dans le cas où une pareille compétence a été établie par les statuts de la société. L'adhésion de l'actionnaire aux statuts n'entraîne pas sa soumission aux règles de compétence de la législation étrangère. La pratique consacrée depuis la note identique des missions étrangères en date du 13 septembre 1894 donne la préférence d'une manière absolue à la législation ottomane toutes les fois qu'elle est en opposition avec la législation étrangère (1).

L'article 14 de la loi du 26 mars 1906 autorise les sociétés étrangères à condition qu'elles se soumettent aux *lois et règlements de l'Empire ottoman*.

Les sociétés étrangères seront régies, tout au moins sous certains rapports, par les lois ottomanes. Mais c'est une question très délicate que de déterminer sous quels rapports elles seront régies par la législation de l'Empire. Il n'est pas sans utilité à ce point de vue d'examiner les solutions des législations française et belge, à la

(1) Cf. pp. 15 et suiv.

question de savoir dans quelle mesure les lois territoriales doivent s'appliquer aux personnes morales étrangères.

Le rapporteur de la loi française du 30 mai 1857 expliquant les mots « *lois de l'Empire* », disait au Corps législatif : « Votre commission... pense que les mots « *lois de l'Empire* » ne comportent pas d'exception, qu'ils doivent être maintenus dans l'article premier comme une confirmation de ce grand principe que nos lois régissent en même temps qu'elles protègent tous les individus nationaux ou étrangers qui vivent ou viennent se placer volontairement sous leur protection. Il faut les entendre, comme les entendait lui-même un des hommes les plus éminents de Belgique, *dans leur sens le plus large et le plus étendu* ; il faut les maintenir aussi pour que leur absence ne permette à personne, et surtout aux sociétés anonymes étrangères, de s'en croire affranchies (1). »

Une disposition semblable est insérée dans la loi belge du 14 mars 1855. Son explication se trouve dans le rapport mentionné ci-dessus. « M. le ministre des affaires étrangères de Belgique interrogé, disait le rapporteur du corps législatif français, sur ce qu'il entendait par *les lois du royaume*, donna à cette expression un sens *très limité*. Ces mots signifiaient, selon lui, que pour tous les actes qui se passeront en Belgique, ce ne sera pas la loi étrangère, mais la loi belge qu'il faudra observer. Le

(1) V. Lyon-Caen, *Condition légale des sociétés étrangères en France*, p. 67 et s.

rapporteur de la commission du Sénat leur donnait une extension bien autre, en demandant que les sociétés anonymes françaises placées au même rang que les sociétés anonymes belges fussent obligées, pour se conformer aux lois, de se soumettre comme ces dernières à toutes les formalités de dépôt, de contrôle et de publicité imposées par le Code de commerce ; une autre opinion s'est formulée qui, sans méconnaître l'utilité et les avantages d'une publicité quelconque, faisait remarquer que, si les sociétés étrangères n'étaient pas soumises aux mêmes formalités que les belges, c'était un avantage de plus en faveur de ces dernières, qui, offrant plus de garanties, conserveraient plus de chances de préférence. D'autres demandaient seulement l'insertion obligatoire au *Moniteur* belge des statuts et des ordonnances du gouvernement français. C'était restreindre un peu trop peut-être la portée si large et si complète de cette expression : « *Lois du Royaume ou de l'Empire* » (1).

L'explication donnée par le rapporteur français n'est pas du tout satisfaisante. Faut-il la prendre à la lettre et exiger de la part des sociétés étrangères leur soumission à *toutes* les lois indigènes ? Cela aboutirait à empêcher les sociétés de faire des opérations dans un pays étranger. Est-il jamais possible qu'une société soit soumise à la fois à toutes les lois des deux pays ? Et d'ailleurs les lois d'un pays ne régissent pas, comme le prétend le rapport, tous les individus nationaux ou étrangers qui

(1) V. p. 81 en note, n° 1.

vivent ou viennent se placer sous leur protection. Ce ne sont que les lois d'ordre public et les lois réelles et immobilières qui régissent les étrangers comme les nationaux.

La portée très simple de cette disposition dans ces différentes législations aussi bien que dans la loi ottomane du 25 mars 1906 serait plutôt celle-ci : les sociétés étrangères sont soumises aux lois indigènes en ce sens que ces sociétés sont régies par ces lois dans toutes les hypothèses où un individu étranger y serait lui-même soumis (1).

Ainsi les lois ottomanes sont applicables aux sociétés étrangères :

1° Toutes les fois que d'après les principes du droit international privé, elles le seraient à des individus étrangers dans des hypothèses analogues (sans oublier toutefois de prendre en considération les restrictions résultant des Capitulations et de l'usage).

2° Toutes les fois que des lois ottomanes spéciales ont édicté des dispositions concernant particulièrement les sociétés étrangères, telles que les lois et décrets relatifs au timbre, à la patente ou à la négociation des valeurs des sociétés étrangères.

Avec l'arrêt de la Cour de Paris en date du 22 février

(1) C'est aussi l'opinion suivie par S. E. Ali Bey, directeur général de la section commerciale au ministère des forêts, des mines et du commerce et membre de la commission de révision de la loi de 1906, ainsi qu'il résulte d'une consultation qu'il a eu l'amabilité de m'adresser le 26 mai 1913.

1866 (1), nous ajouterons à titre d'explication que l'expression *lois de l'Empire* se réfère tant aux lois générales de police et de sûreté qu'à celles qui régissent la propriété immobilière et les formes de procédure et de compétence des tribunaux ottomans, mais non aux lois particulières qui régissent dans chaque pays la constitution même des associations industrielles ou commerciales.

Malgré cette règle générale, il y a des cas particuliers, où on pourrait se demander s'il convient d'appliquer les lois ottomanes ou la loi étrangère.

Ainsi, pour le mode de preuve du contrat de société, le juge ottoman doit évidemment se référer à la loi du pays où la société a été constituée. C'est l'application de la règle *Locus regit actum*. Une société anonyme doit-elle se constituer au moyen d'un contrat passé par devant le tribunal de commerce, comme l'exige l'article 31 du Code de commerce ottoman, ou bien suffit-il d'un simple acte sous seing privé, comme c'est possible en France depuis la loi du 24 juillet 1867 (art. 21) ? La question doit être résolue suivant la loi qui lui a donné l'existence.

De même c'est la loi nationale de la société qui servira à déterminer quelle doit être la forme des actions, notamment si elles peuvent être au porteur ou nominatives, et à partir de quel moment elles peuvent revêtir la forme au porteur.

De même c'est la loi nationale de la société qui dira

(1) *Gaz. Trib.*, 9 mars 1866.

si les actions ou les obligations peuvent être remboursées par voie de tirage et qui déterminera les conditions de ce remboursement ; de même c'est encore elle qui doit être appliquée quand il s'agit de savoir si le montant de chaque action n'est point au-dessous du minimum réglementaire. En Turquie la loi ne fixe pas le montant de chaque action, mais le nouveau projet du Code de commerce exige qu'il soit de 300 piastres (68 fr. 25).

C'est encore cette même loi qu'on doit appliquer toutes les fois qu'il s'agit de savoir s'il est nécessaire que toutes les actions de la société soient souscrites, quelle est la quotité du montant de l'action qui doit être versée, et si l'on peut émettre de nouvelles actions avant que les premières soient remboursées. Toutes ces questions doivent être résolues par la loi du siège social dont relève cette société.

Les avantages procurés par les actions ou les obligations des sociétés, dividendes, intérêts, lots, etc., doivent aussi être appréciés suivant la loi nationale de chaque société : c'est d'après les dispositions de cette loi qu'on saura s'il faut réduire le taux de l'intérêt à une certaine limite (1).

Supposons que parmi les actionnaires ou obligataires se trouvent des Ottomans et qu'ils agissent devant les

(1) En Turquie, l'intérêt conventionnel est limité par le taux de 9 o/o tant en matière civile qu'en matière commerciale. L'intérêt légal en matière civile ou commerciale y est, de même, de 9 o/o.

Le principe de liberté de l'intérêt en matière commerciale est admis aujourd'hui en Angleterre, Allemagne, Autriche, Espagne, France, Hollande et Italie.

tribunaux ottomans en paiement de leurs intérêts au delà de 9 0/0 ou des lots qui leur sont échus. Les tribunaux ottomans pourront-ils ordonner ce paiement, bien que cette action eût été irrecevable si elle avait été intentée contre une société ottomane ? Prenons d'abord la question des intérêts supérieurs au taux légal, question qui peut se présenter dans toutes les hypothèses où un ottoman a prêté en pays étranger.

La loi ottomane du 9 Redjeb 1304/3 avril 1887 qui détermine le taux maximum de l'intérêt conventionnel, le fait-elle aussi pour les prêts d'argent faits à l'étranger ?

Certains jurisconsultes pensent qu'une disposition semblable dans la législation d'un Etat est absolue et doit être appliquée pour tout prêt d'argent sans aucune distinction entre le lieu où il est fait et les personnes au profit desquelles il intervient. Pour eux, la loi sur le taux de l'intérêt est d'ordre public et, comme telle, applicable sur tout le territoire sans aucun tempérament ou exception (1).

Nous croyons que cette doctrine n'est pas exacte. Il y a deux classes de lois d'ordre public, les lois d'ordre public absolu qui régissent même les actes faits à l'étranger et que les tribunaux ottomans doivent en tout cas appliquer et une autre catégorie de lois dont le caractère d'ordre public est relatif, qui n'ont ce caractère

(1) Demangeat, *Dr. intern. pr.*, I ; Bertauld, *Questions pratiques de Code Napoléon*, t. I, p. 37 et suiv. ; Savigny, *Tr. de dr. romain*, trad. Guenoux, t. VIII.

que par rapport aux actes passés en Turquie. La loi sur l'usure de 1887 entre dans cette catégorie de lois d'ordre public. Le taux est déterminé différemment d'un pays à l'autre suivant la plus ou moins grande abondance de l'argent, des risques courus par le prêteur, des avantages obtenus par l'emprunteur.

Par conséquent, lorsque nous ferons aux actions et obligations de sociétés étrangères l'application de cette solution, il faudra déterminer le lieu où se forme le contrat intervenu entre les actionnaires et les obligataires d'une part, et la société d'autre part pour le versement de leurs souscriptions avec stipulation d'intérêts en retour. Les juges ottomans seront donc obligés de se référer à la loi sur l'usure appliquée dans le pays où la souscription a été faite et de prononcer selon cette loi si le taux fixé par les statuts de cette société doit être réduit ou non. Agir autrement, ce serait obliger les actionnaires et les obligataires à s'adresser aux tribunaux du pays où la souscription a eu lieu.

En ce qui concerne les lots attachés aux actions ou obligations d'une société, nous admettons une solution différente de la solution donnée pour les intérêts. Ces actions ou obligations ne sont que des sortes de billets de loterie. La loi ottomane sur les loteries du 23 Zilkadé 1304/14 août 1887, l'article 243 du Code pénal, ainsi que l'article 7 du règlement sur les spiritueux en date du 27 août 1867 et l'article 242 du Code pénal du 6 Rébiul-ewel 1280/1863 prohibent les loteries et les jeux de hasard

pour des raisons de moralité publique et sont à ce titre des dispositions d'ordre public absolu. Les tribunaux ottomans ne peuvent donc recevoir les actions formées par les actionnaires et les obligataires ottomans auxquels un lot serait échu. Ceux-ci n'auront d'autre moyen que de s'adresser au tribunal du siège de la société.

C'est aussi la loi du siège social qui sera prise en considération quand il s'agira de déterminer les personnes qui peuvent représenter la société dans ses opérations ou dans un procès. En effet il ne s'agit ici ni de lois d'ordre public, ni de lois immobilières. D'après l'article 22 du Code de commerce ottoman, les administrateurs peuvent être associés ou non, tandis que, d'après la loi française du 24 juillet 1867, les administrateurs de la société anonyme doivent être nécessairement choisis parmi les actionnaires (art. 12, 1^{er} alin.). Par contre le Code de commerce allemand, dans son article 227, permet, comme le législateur ottoman, d'élire les administrateurs parmi des personnes qui ne sont pas actionnaires de la société.

De même l'article 18 du Code de commerce ottoman rend le commanditaire responsable personnellement et solidairement de toutes les dettes de la société toutes les fois qu'il accomplit un acte de gestion pour la société même en vertu d'une procuration.

Le Code de commerce allemand, dans son article 167, édicte la même responsabilité dans le cas où le commanditaire n'a pas déclaré agir en qualité de mandataire de la société.

Le Code de commerce français (art. 27 et 28 modifiés par la loi du 6 mars 1863) rend le commanditaire responsable personnellement et solidairement avec les commandités lorsqu'il fait un acte de gestion, mais seulement en ce qui concerne les conséquences de cet acte ; ce commanditaire peut même, suivant le nombre ou la gravité de ces actes, être tenu pour tous les engagements de la société ou pour quelques-uns seulement.

Si donc un commanditaire a contracté avec un Ottoman, il sera tenu ou non personnellement sur tous ses biens, suivant que la législation du pays où se trouve le siège de la société contient ou non une disposition analogue à celle de la législation ottomane.

La loi du pays où se trouve le siège de la société sera aussi consultée quand il s'agira de savoir si elle constitue une personne morale et peut être représentée dans ses procès. En Turquie toutes les sociétés commerciales, sauf les associations en participation, constituent des personnes morales.

Il en est de même en France, tandis qu'en Angleterre on trouve une particularité. La forme la plus simple et la plus ancienne de la société commerciale est celle désignée sous le nom de *partnership*. Dans cette société les associés sont tenus solidairement et personnellement, et la *partnership* peut très bien actionner ou être actionnée dans la personne de son gérant ou administrateur. Mais voici la particularité remarquable de la *partnership*, telle qu'elle résulte du *Partnership Act* de 1890 : La respon-

sabilité d'une dette de société est « conjointe » (joint), c'est-à-dire imparfaitement solidaire et non solidaire (several).

En règle générale, tout associé est responsable sur tous ses biens personnels jusqu'au dernier sou des dettes de l'exploitation (firme), et le créancier a le choix de les poursuivre tous ou n'importe lequel d'entre eux. S'il obtient jugement contre la partnership (firm), il peut poursuivre l'exécution sur les biens personnels des associés. La responsabilité est « jointe » (imparfaitement solidaire), mais tous les associés sont responsables. Le créancier peut aussi actionner séparément contre l'un des associés, mais dans ce cas s'il obtient un jugement contre l'un d'entre eux, il ne peut le faire exécuter contre d'autres que ceux contre lesquels il a été prononcé ; et il ne pourra pas obtenir dans la suite de jugement contre les autres. Car la responsabilité étant conjointe — c'est-à-dire existant pour un tout unique — elle a été éteinte (merged, novée) par le jugement. Par conséquent, les droits du créancier restent tels, quoiqu'il ne reçoive aucun paiement en vertu du jugement. Comme on voit, le jugement a un effet extinctif, à l'exemple de la *lilis contestatio* du droit romain (1).

Dans les procès avec cette sorte de sociétés, le tribunal ottoman se référera toujours à la loi anglaise pour déterminer les personnes qui doivent être citées et les

(1) Cf. Stevens et Herbert Jacobs, *Eléments du droit commercial anglais*, p. 308 et s.

solutions qu'il doit admettre pour les cas exposés plus haut. La règle *locus regit actum* ne peut pas être mise en question dans cette hypothèse.

En effet, il ne s'agit pas des formes de procédure, mais de la question de savoir si la société constitue ou non une personnalité morale dans son pays d'origine et par suite en Turquie.

Dans la législation ottomane la prescription des actions des tiers contre les associés s'accomplit par le délai de la prescription de droit commun qui, d'après l'article 1660 du Code civil ottoman, est de 15 ans. Il n'en est pas de même partout. Ainsi l'article 64 du Code de commerce français édicte une prescription de 5 ans pour toutes les actions intentées contre les associés non liquidateurs et leurs héritiers ou ayants cause après la dissolution de la société, si l'acte de société qui en énonce la durée ou l'acte de dissolution a été dûment publié. De même le Code de commerce allemand, dans ses articles 146 et 172, décide que la prescription quinquennale est opposable à toutes les actions dirigées contre les associés.

Si nous supposons maintenant qu'un Ottoman commandité dans une société française est actionné en Turquie en versement de sa mise, quelle prescription doit être appliquée ?

La solution de cette question variera selon qu'on résoudra de telle ou telle manière une autre question générale dont celle-là est la conséquence.

Si une obligation est contractée dans un pays où la prescription est différente de celle du pays où l'action est intentée, ou bien si les lois sur la prescription dans le pays du créancier et dans le pays du débiteur sont différentes, laquelle de ces lois doit être prise en considération ?

1° D'après certains auteurs anciens, il faut appliquer la loi du pays du créancier. La prescription, en effet, dépouille d'un droit le créancier, et il est logique qu'une personne ne soit dépouillée de son droit qu'en vertu de la loi à laquelle elle est soumise. Cette opinion est justement combattue par M. Labbé qui fait remarquer que la prescription ne dépouille pas d'un droit le créancier, mais fournit une exception au débiteur (1).

2° Une deuxième opinion s'attache exclusivement à la loi du pays où a été contractée l'obligation. Les conventions doivent être interprétées par la loi du lieu où elles ont été passées. Il faudrait donc se référer à cette loi pour déterminer les effets et la durée des obligations contractées.

Cette opinion se fonde sur une confusion. Les conventions sont interprétées en tenant compte de la volonté expresse des parties ou bien de leur volonté tacite, c'est-à-dire de la loi du lieu où elles sont formées, tandis que la prescription est déterminée impérieusement par la loi dans chaque pays et les parties ne peuvent pas renon-

(1) V. *Dissertation sur un arrêt de la Cour de cassation du 13 janvier 1869*, p. 49 et suiv., S. 1869, 1^{re} partie.

cer d'avance à cette loi (art. 2220, C. civ. français). Puisque la renonciation expresse, faite d'avance, à une prescription déterminée par la loi d'un pays est inopérante, il est irrationnel de considérer comme opérante une renonciation qui est tacite et présumée.

3° Le système qui semble devoir être préféré est celui qui s'attache à la loi du pays où le débiteur est poursuivi. La prescription est fondée principalement sur l'idée qu'au bout d'un certain laps de temps la preuve à faire est rendue plus difficile, et par suite la décision du tribunal est sujette à plus de chances d'erreur. Le juge qui sera saisi d'une affaire ne doit considérer que les intentions du législateur dont il tient son pouvoir.

On nous fera observer, non sans raison, que, avec un tel système, il y aura une certaine variété dans les prescriptions relatives à un même acte ; ces prescriptions s'accompliront plus ou moins rapidement suivant que les débiteurs résideront dans tel ou tel pays, et il en résultera des inconvénients très graves pour la société en raison de l'incertitude où se trouveraient les tiers sur le point de savoir au bout de quel laps de temps leurs actions seront prescrites.

Ce préjudice occasionné au crédit de la société ne peut être évité qu'en obligeant les actionnaires lors de la souscription à faire élection de domicile au siège de la société. Cette élection de domicile s'étendra aux actionnaires subséquents, cessionnaires des souscripteurs, par application de la règle *nemo plus juris transferre po-*

lest quam ipse habet. Il en résultera qu'une prescription identique sera appliquée à toutes les actions des tiers contre les associés quelconques.

Une société commerciale étrangère autorisée en Turquie peut-elle y acquérir des immeubles ? S'il existe dans son pays une autorisation générale pour les sociétés de posséder des immeubles, elle doit en principe jouir de ce droit en Turquie, à condition que le pays d'où elle relève ait adhéré au protocole annexé à la loi sur les immeubles du 7 Sefer 1284.

Le gouvernement ottoman jusqu'aujourd'hui a contesté l'interprétation extensive de ce protocole qui ne mentionne que les sujets des pays adhérents et signataires, et non pas les personnes morales. La Chambre des conseillers légistes du ministère des affaires étrangères émet l'avis suivant (1) :

« Le droit de posséder des immeubles appartient en principe aux sujets ottomans et, quant aux étrangers, ils ne peuvent y avoir droit qu'après une entente. Dans la loi du 7 Sefer 1284 sur les immeubles, il n'est question que des sujets personnes physiques des Etats signataires du protocole annexé à cette loi ; comme on ne peut considérer qu'une entente ait été conclue par ce protocole en vue des personnes morales, on doit insérer, dans

(1) Cet avis est émis au dos de la dépêche envoyée par le ministre du commerce à la Sublime-Porte le 30 décembre 1910 (n° 62). — Cf. Dossier diplomatique concernant les sociétés anonymes étrangères (Archives du Ministère des affaires étrangères en Turquie).

le projet qui est étudié actuellement à la Sublime Porte et à la Chambre des députés, un article exprès en vue d'interdire aux sociétés étrangères de posséder des immeubles en Turquie tant qu'une entente ne sera pas intervenue entre la Sublime Porte et les missions étrangères, de manière à solutionner certaines questions encore en suspens. Il est donc nécessaire de procéder à la signature d'un nouveau protocole pour concéder aux sociétés le droit de posséder des immeubles. » Comme on le voit par cet avis, l'opinion du gouvernement est contraire à l'interprétation extensive du mot « sujet » inséré dans la loi du 7 Sefer 1284 et dans le protocole qui lui est annexé. Nous ne pensons pas que le gouvernement puisse soutenir en principe sa thèse. Nous nous sommes expliqué suffisamment sur ce point dans le chapitre relatif aux Capitulations pour ne pas y revenir ici, mais toutefois nous reconnaissons que dans cet onéreux régime des Capitulations où tout acte contraire à l'autorité territoriale dégénère en usage ayant plus tard force de loi, il faut se méfier un peu de l'interprétation extensive et procéder toujours avec prudence. Les sociétés ottomanes peuvent acquérir des immeubles et ne sont pas pour le moment assujetties à d'autre impôt foncier que celui qui est payé par toute personne physique en possession d'un immeuble. La taxe des biens de main-morte, comme elle existe en France, n'est pas encore connue en Turquie. Si dans l'avenir le gouvernement venait à établir une taxe semblable sur les immeubles au profit du Trésor, il

est probable que les sociétés étrangères feraient surgir des difficultés.

Quelquefois les statuts d'une société étrangère déclarent que les contestations sociales devront être portées devant des arbitres et non pas devant le tribunal du siège social. Cette clause, qu'on appelle *la clause compromissoire*, est-elle valable quand elle est insérée dans les statuts d'une société ottomane ? L'insertion d'une pareille clause dans les statuts de ces sociétés est superflue, l'article 40 du Code de commerce ottoman déclare que toute contestation entre associés et pour raison de la société sera jugée par des arbitres. D'ailleurs, l'article 1841 du Code civil ottoman est favorable à l'application de cette clause (1). Mais il y a des pays, comme la France, où l'insertion de la clause compromissoire dans l'acte d'une société française n'est pas valable, selon la doctrine et la jurisprudence, comme contraire aux prescriptions de l'art. 1006 du C. de procéd. civile français, qui exige pour la validité du compromis que l'objet du litige soit connu et les arbitres désignés d'avance. Or la clause compromissoire ne peut satisfaire à cette condition, puisque, au moment de la constitution de la société on ignore néces-

(1) L'article 40 du Code de commerce ottoman est conçu en ces termes :

« Toute contestation entre associés et pour raison de la société sera jugée par des arbitres. »

L'article 1841 du Code civil ottoman (Médjellé) :

« Le compromis est valable en droit privé dans les actions relatives à des biens. » — Cf. Les commentaires relatifs à cet article du Médjellé par LL. EE. Mahmoud Essad Effendi et Haïdar Effendi.

sairement la nature et l'objet des contestations qui naîtront à la suite du fonctionnement de cette société (1).

Le tribunal ottoman doit-il donc reconnaître la validité de la clause compromissoire insérée dans l'acte d'une société étrangère actionnée par un Ottoman ?

La clause compromissoire renferme deux parties, dont la première se propose avant tout d'écarter la compétence des tribunaux ottomans et la seconde renvoie à des arbitres étrangers.

La première partie de cette clause, comme nous l'avons vu précédemment, est valable lorsqu'il s'agit des *contestations sociales*. Elle a pour effet de dessaisir les tribunaux ottomans, qui dès lors n'ont plus à statuer sur la validité de la clause compromissoire aux termes de la loi nationale de la société. Cette question de validité ne pourra désormais être jugée que par le tribunal étranger qui seul pourra statuer sur la nullité de la clause compromissoire et décidera si la nullité de cette clause doit ou non entraîner la nullité de la société.

Nous soulignons que ce qui vient d'être dit sur la validité de la clause compromissoire ne concerne que les contestations sociales proprement dites. L'incompétence des tribunaux ottomans n'est donc qu'une incompétence *ratione personae*, provenant de ce que la partie demanderesse est associée.

(1) L'ancien article 51 du Code de commerce français sur l'arbitrage forcé qui avait servi de modèle à l'article 40 du Code de commerce ottoman a été abrogé par la loi du 17 juillet 1856.

La faillite des sociétés étrangères suit les règles qui sont appliquées en cas de faillite des personnes étrangères.

Ainsi la faillite d'une société étrangère ne peut être demandée en Turquie que devant le tribunal consulaire du pays dont cette société est ressortissante. C'est ce tribunal qui procédera à toutes les formalités de la procédure de faillite, et c'est aussi à ce tribunal que doivent s'adresser les créanciers ottomans pour réclamer leur quote-part.

SECTION III. — A. — De l'émission et de la négociation des valeurs étrangères. Dispositions fiscales auxquelles elles sont soumises.

Pour compléter l'étude de la situation faite aux sociétés étrangères dans l'Empire ottoman, nous n'avons que deux points à examiner. Nous chercherons d'abord à quelles conditions l'émission des actions et obligations des sociétés étrangères peut avoir lieu en Turquie et ensuite à quelles règles est soumise la négociation de ces titres à la Bourse ottomane.

Emission. Souscriptions en Turquie.

La loi du 25 mars 1906, ainsi que toutes les autres lois ottomanes promulguées jusqu'aujourd'hui, ne se sont pas occupées de l'émission des emprunts étrangers en Turquie. Cela s'explique facilement. La Turquie est un pays où le capital manque et qui a besoin de s'adresser

à d'autres marchés financiers pour se procurer l'argent qui lui est nécessaire. Aussi le législateur ottoman n'a-t-il pas éprouvé jusqu'à ce jour la nécessité de régler l'émission des titres étrangers en Turquie. A défaut donc d'une loi spéciale, tout au moins pourrait-on exiger des sociétés étrangères leur soumission aux formalités d'autorisation et de publicité qui sont requises pour les sociétés anonymes indigènes lors de leur constitution. Un décret impérial pris sur l'avis conforme du ministre du commerce aurait été nécessaire pour autoriser les sociétés étrangères à émettre leurs titres sur le marché ottoman. La loi ottomane n'édicte aucune restriction quant au taux des actions des sociétés ottomanes. Une société française y pourrait profiter de cette liberté, mais si elle veut émettre des actions en France, elle doit se conformer aux prescriptions restrictives de la loi française du 24 juillet 1867.

B. — Négociation. Admission à la cote.

Il n'y a aucun lien entre la négociabilité des actions et obligations d'une société étrangère et son droit de faire des opérations dans l'Empire. Les titres d'une société autorisée à opérer en Turquie peuvent ne pas y être négociables et réciproquement ; car les conditions de la négociabilité sont tout à fait différentes de celles qu'édicte la loi du 25 mars 1906 pour que les sociétés étrangères puissent faire des opérations dans l'Empire.

Deux décrets se sont occupés de l'admission des ac-

lions et obligations des sociétés étrangères à la cote officielle et de la négociation de ces valeurs par l'entremise des agents de change dans les Bourses ottomanes.

D'après l'article 4 du règlement des Bourses du 10 Rédjeb 1303 (avril 1886), les achats au comptant ou à terme d'actions et d'obligations des sociétés étrangères sont possibles lorsqu'elles sont enregistrées et introduites à la Bourse. Pour être admises aux Bourses ottomanes, les valeurs étrangères doivent se conformer au paragraphe 2 de l'article 23 du règlement du 11 Chewal 1290 (1^{er} décembre 1873) d'après lequel la cote officielle des actions et obligations d'emprunts et d'établissements étrangers est subordonnée à l'autorisation du ministre des finances. Leurs obligations et actions légalement soumises aux droits de timbre et qui n'auraient pas payé ce droit, ne seront cotées à la Bourse que lorsque les amendes édictées par le règlement relatif au droit de timbre leur auront été appliquées.

C. — Timbre.

On a évité le grave inconvénient de favoriser les sociétés étrangères au détriment des sociétés indigènes en soumettant les titres des premières au droit de timbre.

La loi sur le timbre du 25 Zilhidjé 1323 (6 février 1906) a réglementé les actions et obligations des sociétés étrangères dans ses articles 26 et 27.

ART. 26. — Tous les titres d'emprunt, actions et obligations étrangères, négociés dans l'Empire seront sou-

mis à un droit de timbre une fois payé, de 10 paras par 100 piastres, calculé d'après la valeur nominale. Les fractions seront considérées comme étant de 100 piastres. Dans le cas où la valeur nominale ne serait pas indiquée, le droit serait perçu d'après la valeur réelle, c'est-à-dire d'après le cours de la place. Ce droit sera perçu moitié sur le vendeur et moitié sur l'acheteur. La négociation de ces titres au mépris des dispositions de l'article 26 rend suivant l'article 43, applicable l'amende de 5 0/0 de la valeur nominale ou, si celle-ci n'est pas connue, de la valeur sur la place desdits titres d'emprunts, actions et obligations. Cette amende ne sera jamais inférieure à 200 piastres pour chaque opération de vente : elle pourra être perçue en totalité sur le vendeur ou sur l'acheteur, sauf recours entre eux pour la moitié.

Par contre, d'après l'article 27, § 65, les placards des Compagnies d'assurances, les tableaux et les affiches des Compagnies de navigation et d'après le paragraphe 81 du même article, les rapports et bilans publiés par les sociétés à l'occasion de leurs assemblées générales sont exempts du droit de timbre.

Patente.

Les sociétés étrangères, à l'exemple des commerçants, doivent, d'après le règlement du 16 Zilkadé 1325 (8 Kounoun-i-éwel 1323/21 décembre 1907), acquitter le droit de patente. Ce droit est réglé par l'article 5 de ce règlement :

Categories de sociétés	Patente perçue Piastres (1)			
Les sociétés financières et celles qui s'occupent d'opérations en gros sur les céréales, raisins, figues, etc . . .	5.000	3.000	1.500	750
Les fabriques mues à la vapeur ou à l'électricité.	2.500	1.500	1.000	500
Les fabriques de fromage, de savon, d'huile d'olive et de macaroni ainsi que les distilleries	500	400		300
Les sociétés de théâtres et d'attractions.	1.000	500		250

Les sociétés étrangères, comme les étrangers d'ailleurs, ne se sont pas conformées jusqu'à présent à ce règlement. Les missions se sont prévaluées des immunités qui sont assurées aux étrangers par les Capitulations. La Sublime Porte soutient à bon droit le contraire et allègue le principe d'égalité entre tous les commerçants du pays. La question est donc actuellement pendante et s'annonce comme devant être une des plus épineuses.

(1) P. 68 en note, n° 1.

CHAPITRE III

CONDITION LÉGALE EN TURQUIE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES NON AUTORISÉES A Y EXERCER LEURS DROITS.

Nous avons étudié plus haut la condition juridique des sociétés étrangères qui, ayant procédé aux formalités requises par la loi, sont autorisées à opérer en Turquie.

Mais, avant d'étudier la condition légale dans l'Empire ottoman, des sociétés non autorisées, voyons ce qu'est en doctrine la question de l'extranéité des personnes morales.

SECTION I. — Généralités. De l'extranéité des personnes morales et particulièrement des sociétés commerciales.

Par suite du développement des relations internationales et tout spécialement des relations commerciales, une société se voit souvent obligée d'agir devant les tribunaux étrangers, soit qu'elle fasse à l'étranger des opérations accidentelles, soit qu'elle y établisse des agences, ou succursales pour des opérations permanentes. Des questions importantes surgissent alors, celles de savoir si l'existence légale de cette société est reconnue à l'étran-

ger, si elle peut y ester en justice, y faire des opérations et y établir des agences ou succursales.

Jusqu'au milieu du siècle dernier, la doctrine et la jurisprudence étaient d'accord pour considérer les personnes morales comme existant au delà des frontières, tandis que l'administration hésitait encore avant de s'engager dans la voie libérale.

M. Leclerc, procureur général près la Cour de cassation de Bruxelles, a soutenu le premier la théorie restrictive qui fut ardemment défendue par M. Laurent. L'éminent auteur conteste l'existence des personnes morales et particulièrement des sociétés en dehors du pays où régulièrement constituées elles ont été reconnues par la loi (1).

La Cour de cassation de Belgique s'est ralliée à cette théorie (2).

Cette théorie est soutenue en France par M. Weiss (3) ; elle a soulevé les critiques les plus sérieuses et les plus justifiées. Son fondement est contestable et elle est contraire aux exigences économiques de notre époque.

Et d'ailleurs il est tout à fait inexact de considérer les personnes morales comme de pures fictions. Il faut nécessairement leur reconnaître une certaine réalité. Ainsi, par exemple, l'Etat n'a été créé par aucune dispo-

(1) Laurent, *Principes de dr. civil intern.*, IV, n^{os} 100 et 199, et *Principes de dr. civil*, n^{os} 199 et 299,

(2) Cass. Bruxelles, 8 février 1849, *Pasicrisie*, 1849, 1.221.

(3) Weiss, *Traité de dr. intern. privé*, t. II, p. 396.

sition législative puisqu'elle est antérieure à toute loi. Les législations, lorsqu'elles ont été organisées, ont trouvé beaucoup de personnes morales existant déjà et elles n'ont fait que constater leur situation antérieure et bien établie. Quelque puissante que soit une loi, elle ne peut rien créer : *ex nihilo nihil* (1).

M. Brocher, le premier, a pensé que, sous cette expression de personne morale, il fallait chercher des individus (2). M. Lainé a développé cette pensée : « Ce sont des groupes, dit-il, des associations d'hommes réunis en vue d'un effort et d'un but communs et qui, de par la loi, se trouvent placés dans un état de droit extraordinaire (3). »

Si la question est ainsi envisagée, la reconnaissance des personnes morales dans un pays est une règle de droit positif.

Parmi les personnes morales les sociétés commerciales présentent des particularités qui les distinguent parfaitement des autres. Elles sont formées d'un noyau de personnes réelles et poursuivent la réalisation d'intérêts matériels qui, sans doute, concernent dans une certaine mesure l'ordre général, mais qui importent tout particulièrement aux associés eux-mêmes.

La création des personnes morales n'est que la manifestation de la faculté d'association. Du moment qu'on

(1) Hubert-Valleroux, *Congrès intern. de dr. comparé*, 1900, p. 6,

(2) Brocher, *Cours de dr. intern. privé*, p. 197.

(3) Lainé, *J. de dr. intern. privé*, 1893, p. 273.

admet les étrangers à exercer individuellement leurs droits, il n'y a aucune raison pour exclure les associations. C'est à ce titre qu'on a admis partout les sociétés en nom collectif et en commandite simple (1).

Dans notre état de civilisation, l'existence des personnes civiles répond à des nécessités impérieuses. En refusant de reconnaître cette existence dans les relations internationales, on risque de causer au commerce le plus grand dommage.

Les personnes civiles ont en principe tous les droits des personnes physiques, à l'exception de ceux qui sont en contradiction avec leur nature (les droits de famille par exemple) et de ceux qu'un texte de loi leur refuse. L'opinion contraire conduit à l'arbitraire. Comment pourrait-on alors déterminer les droits indispensables à une personne morale pour atteindre le but qu'elle vise ? Ces droits différeraient selon le but poursuivi par les sociétés, et dans cette réglementation il faudrait tenir compte de ce fait que certaines sociétés, comme les sociétés de navigation, sont dans la nécessité, pour pouvoir vivre, de faire des opérations dans les pays étrangers (2).

Il est donc indispensable de reconnaître aux personnes morales et, particulièrement aux sociétés, une capacité.

(1) V. en ce sens, Lyon-Caen, *Condition légale des sociétés étrangères en France*, p. 13, et Lyon-Caen et Renault. *Traité de dr. com.*, t. II, n° 1093.

(2) Weiss, *Traité de dr. intern. priv.*, t. II, p. 453 et 461.

Mais cette capacité, en raison de la nature même des personnes morales, ne veut pas dire qu'elles jouissent de tel ou tel droit, mais qu'elles sont susceptibles de se voir accorder tel ou tel droit. Selon la distinction faite en Allemagne, les personnes morales n'ont pas la *Rechtsfähigkeit*, capacité de jouissance, mais elles ont la *Handlungsfähigkeit*, la capacité d'exercice.

La théorie de la fiction est donc insoutenable, et c'est pourquoi nous préférons, avec M. Saleilles (1), la théorie de la réalité, qui consiste à dire que les personnes morales ne sont point des fictions et que leur existence est un fait normal.

Pour expliquer la réalité des personnes morales, plusieurs opinions ont été soutenues ; elles sont fondées soit sur la notion de volonté collective, soit sur la théorie organique, mais la meilleure explication nous semble être fournie par M. Pillet. D'après le savant professeur, c'est un intérêt « socialement recommandable » (2).

L'existence des personnes civiles, d'ailleurs, n'a jamais été contestée dans la pratique ; le rapprochement entre les personnes morales et les personnes physiques entraîne ce résultat, à savoir que les lois organisant les sociétés comme celles qui réglementent les droits des individus peuvent s'appliquer partout et font partie du statut personnel. Elles suivent à l'étranger les person-

(1) Saleilles, *De la personnalité juridique*, leçons 21, 22 et 23.

(2) Pillet, *Cours de 1912-1913 sur la condition légale des personnes morales*.

nes morales et elles y assurent le respect de leur existence et de leur capacité.

M. Pillet admet comme raison de la reconnaissance internationale des personnes morales le respect international des droits acquis. « Ce principe du respect international des droits acquis est, dit-il, un véritable principe de nécessité, un principe à l'observation duquel est liée la possibilité même des relations internationales (1). »

Les nécessités sociales ainsi que la courtoisie internationale ayant fait prévaloir le statut personnel, nous ne voyons aujourd'hui le principe de la personnalité fléchir que devant les lois de police et de sûreté qui obligent en règle générale tous ceux qui habitent le territoire. Ainsi, si certaines formes de sociétés sont considérées dans un pays comme dangereuses, le législateur peut prendre contre elles les précautions utiles et les soumettre à l'accomplissement de certaines conditions pour reconnaître leur existence. Il est aussi de toute équité que, lorsque certaines sociétés nationales sont subordonnées à des conditions restrictives dans leur propre pays, les sociétés étrangères analogues ne soient pas traitées d'une manière plus libérale, car ce serait favoriser une concurrence ruineuse pour le commerce et l'industrie nationale. Mais ces dispositions restrictives, n'étant qu'une exception, on doit en règle générale reconnaître l'exercice libre de leurs droits aux sociétés étrangères quand aucun texte ne s'y oppose.

(1) Pillet, *op. cit.*

La capacité des sociétés ne s'arrête pas à la frontière de leur pays. C'est en ce sens que se sont prononcés le Congrès de droit international tenu à Paris en 1889 (1) et l'Institut de droit international dans sa session de Hambourg en 1891. L'Institut de droit international, dans sa session de Copenhague en 1897, a admis le projet proposé par M. Lyon-Caen lors de la session de Venise en 1896 et conçu en ces termes : « Aucun principe ne s'oppose à ce qu'une personne civile constituée légalement, soit de plein droit reconnue dans tous les autres pays. On peut soutenir qu'il en est ainsi d'après les lois en vigueur. »

« On doit surtout admettre cette solution alors qu'il s'agit de poser les règles auxquelles il est à désirer qu'on se conforme dans tous les Etats. »

C'est aussi le vœu exprimé par le Congrès international des sociétés par actions tenu à Paris en 1900. Ce Congrès a formulé d'une manière plus précise la nécessité et la forme de la réglementation internationale des principes que nous venons d'exposer plus haut. Et voici les résolutions qu'il a prises relativement aux droits et obligations des sociétés étrangères :

Vingt-deuxième résolution. — Les sociétés par actions constituées conformément aux lois de leur pays d'origine doivent avoir, sans qu'aucune autorisation générale ou spéciale leur soit nécessaire, le droit d'ester en justice dans les autres pays.

Vingt-troisième résolution. — Quand dans un pays les sociétés anonymes sont soumises, à raison de la nature de leurs opérations, à des règles spéciales (autorisation du gouvernement, dépôt d'un cautionnement, etc.), les mêmes règles doivent être appliquées aux sociétés anonymes étrangères ayant ces opérations pour objet.

On voit donc que, si une société par actions étrangère veut faire dans un pays des opérations accidentelles par l'intermédiaire de simples représentants ou de simples commissionnaires, il ne doit y avoir aucune restriction, aucune formalité, quand même les sociétés par actions indigènes seraient soumises à des formalités diverses (d'autorisation, de dépôt d'un cautionnement, etc.). La loi du pays doit reconnaître, par conséquent, l'existence de la société, du moment que sa loi nationale la lui a reconnue, étant donné que sa constitution est conforme aux lois de ce pays national.

Mais si la société par actions étrangère veut établir des succursales ou agences dans un pays, elle doit y remplir les formalités de publicité prescrites par les lois de ce pays, et si les sociétés nationales sont soumises à d'autres formalités d'autorisation ou de dépôt d'un cautionnement ou à certains droits fiscaux, la société étrangère doit aussi se soumettre à ces mêmes formalités et aux mêmes obligations.

SECTION II. — Condition légale des sociétés étrangères
non autorisées dans l'Empire ottoman.

Nous allons nous occuper maintenant des sociétés étrangères qui ne sont pas autorisées à faire des opérations dans l'Empire ottoman et examiner si la loi et la pratique ottomanes reconnaissent à de pareilles sociétés une existence légale dans le pays, si elles leur permettent d'y faire des opérations et d'y ester en justice.

La loi du 25 mars 1906, dans son article premier, interdit aux sociétés anonymes étrangères qui voudraient ouvrir des succursales et agences en Turquie de faire des opérations avant d'obtenir au préalable l'autorisation du gouvernement ottoman. Les sociétés anonymes étrangères qui ne se proposent pas d'y ouvrir une succursale ou agence, mais d'y opérer par l'intermédiaire de simples représentants ou commissionnaires, sont restées en dehors des préoccupations du législateur de 1906. Ce silence de la loi du 25 mars 1906 est significatif et heureux.

Il s'ensuit que cette dernière catégorie de sociétés étrangères continue à être soumise au droit commun ; ce droit commun est celui qui régit les étrangers et les sociétés étrangères de personnes.

Cette catégorie de sociétés étrangères a donc, comme les personnes physiques étrangères, le droit de faire des opérations dans l'Empire par l'intermédiaire de simples

représentants ou commissionnaires, sans être tenue de requérir une autorisation préalable ou d'accomplir toute autre formalité.

Cette interprétation *a contrario* de l'article premier s'impose d'autant plus qu'elle est conforme aux principes juridiques exposés précédemment, à la pratique des Etats civilisés et même à la pratique antérieure ottomane. Cependant, depuis le jugement du tribunal mixte de Smyrne, en date du 20 mars 1911, la jurisprudence, sans aucune distinction entre les sociétés étrangères, se refuse à connaître des actions intentées pour ou contre les sociétés étrangères non autorisées conformément à la loi du 25 mars 1906. Elle étend ainsi le domaine d'application de cette loi aux sociétés qui n'opèrent en Turquie que par l'intermédiaire de simples représentants sans y avoir de succursales ou d'agences. Nous avons parlé précédemment des incidents diplomatiques soulevés par cette pratique et de l'indignation mal contenue des missions étrangères.

Quant aux sociétés anonymes étrangères qui font l'objet de la loi de 1906, et qui ne sont pas habilitées à opérer en Turquie, la méconnaissance absolue de leur existence dans l'Empire, aboutit à des résultats d'une flagrante iniquité. Ainsi, si une société non autorisée est inexistante, elle doit être considérée comme non recevable, qu'elle agisse en qualité de demanderesse ou de défenderesse et même comme non responsable de ses délits et de ses quasi-délits !

Voilà à quelles conséquences on arrive avec une pareille jurisprudence !

On devrait considérer les sociétés étrangères non autorisées comme des sociétés de fait ; en effet, elles sont dans une situation analogue à celle où se trouvent les sociétés anonymes ottomanes non autorisées qui ont fait des opérations. Ces sociétés n'ont pas une existence légale, mais en définitive, du moment qu'elles ont été établies et qu'elles ont fonctionné, nous nous trouvons en présence de faits dont nous ne pouvons faire abstraction. Dans ce cas, les sociétés ottomanes doivent être considérées et traitées comme des *sociétés de fait* ; il faut traiter de même les sociétés anonymes étrangères non habilitées à opérer en Turquie.

Quels sont alors les effets attachés à ces sociétés de fait et sous quels rapports diffèrent-elles des sociétés de droit ?

Ces sociétés non autorisées ne peuvent pas faire d'opérations en Turquie, et elles ne peuvent y ester en justice. Mais sont-elles d'une façon absolue privées du droit d'agir en justice ? Il faut faire une distinction sur ce point : les sociétés non autorisées ne peuvent pas agir en Turquie comme demanderesses contre les Ottomans ; mais au contraire elles peuvent être actionnées en Turquie par des Ottomans pour l'exécution des obligations qu'elles ont contractées envers eux ; c'est la teneur de l'article 2, § 1, de la loi du 25 mars 1906 et l'avis du ministre de la

justice dans sa dépêche à la Sublime Porte en date du 22 janvier 1911 (n° 865) (1).

On pourrait nous objecter que cette distinction est arbitraire et sans fondement. La société non autorisée existe ou n'existe pas en Turquie ; si elle existe, comment peut-on lui refuser le droit d'agir comme demanderesse, aussi bien que comme défenderesse ?

Nous pourrions répondre que cette incapacité d'une société non autorisée à plaider comme demanderesse est une peine qui lui est infligée pour la négligence qu'elle a commise en ne requérant pas l'autorisation nécessaire du gouvernement ottoman. Mais la société n'en aura pas moins une existence véritable. Les Ottomans pourront donc actionner ces sociétés en Turquie et les obliger à respecter leurs engagements. Leur refuser d'assigner ces sociétés étrangères non autorisées, ce serait favoriser ces dernières qui bénéficieraient de leur négligence et retourneraient contre le pays une loi qui a été décrétée pour y assurer les droits légitimes des nationaux.

Ce refus que doivent formuler les tribunaux ottomans de connaître des actions des sociétés non autorisées, et, par suite, de condamner les personnes obligées envers ces sociétés, est la principale sanction de la loi du 25 mars 1906.

La pratique du gouvernement ottoman a créé une autre sanction. Suivant le premier article de la loi de

(1) Cf. Dossier diplomatique concernant les sociétés étrangères (*Archives du ministère des affaires étrangères de Turquie*).

1906, toute ouverture de succursale ou d'agence dans les provinces est empêchée *manu militari*. Cette mesure ne nous paraît que d'une efficacité relative. En effet, dans la capitale où il n'y a pas autant de difficultés pour des raisons de pression diplomatique directe, il est facile de transformer d'un jour à l'autre une représentation d'une société étrangère en une succursale ou agence. En province même l'emploi de la force pour empêcher la création de succursales donne lieu fréquemment à des incidents diplomatiques.

Pour ne citer que les principaux, nous mentionnerons la note verbale de l'ambassade de France en date du 29 octobre 1907 relative aux succursales de la Compagnie d'assurances l'*Union*, celle de la Grèce en date du 1^{er} septembre 1907 (n° 1464) relative à la société l'*Anatolie*, celle de l'Allemagne pour la succursale de la *Deutsche Orient Bank* à Andrinople.

Le déni de justice pour les sociétés étrangères non autorisées n'exclut pas la faculté pour ces sociétés de former une demande reconventionnelle dans un procès intenté par un Ottoman contre elles. En effet, la demande reconventionnelle n'est en réalité qu'une espèce particulière de défense à l'action principale et elle doit être reconnue au défendeur.

Qui sera poursuivi dans une action intentée contre la société non autorisée ? Est-ce qu'on reconnaîtra la personnalité morale à cette société qui devrait alors être poursuivie dans la personne de ses administrateurs ? Ou

bien, par cela même qu'elles sont une sorte de sociétés de fait, leur dénierait-on la personnalité morale, et les poursuites ne seront-elles possibles que contre les actionnaires pris individuellement ?

Le demandeur ottoman, par cela même qu'il s'appuie sur l'acte de société, doit en principe actionner la société dans la personne de ses administrateurs, comme si la société avait été dûment autorisée. D'ailleurs, obliger le demandeur ottoman à poursuivre tous les actionnaires aboutirait à refuser tout droit de poursuite, surtout si les actions sont au porteur.

L'article 11, § 1, de la loi du 25 mars 1906 admet cette solution en prescrivant que les agences ou succursales des sociétés étrangères non reconnues assureront, comme partie défenderesse, la responsabilité des opérations faites en Turquie.

Cette responsabilité des administrateurs poursuivis au nom de la société non reconnue ne peut être en principe ni personnelle, ni solidaire. Pourtant, si l'on admettait dans la pratique une pareille solution, elle serait très préjudiciable aux demandeurs. La plupart des sociétés anonymes étrangères ne possèdent pas d'immeubles dans l'Empire, et un jugement rendu contre elles serait condamné à rester inexécuté. D'autre part, les administrateurs sont en faute d'avoir procédé à des opérations sans mettre la société en règle avec les prescriptions de la loi ; ils doivent, par conséquent, dédommager les tiers de tout préjudice à eux causé par leur faute ou leur dol.

La loi du 25 mars 1906, dans son article 11, § 2, contient une disposition qui confirme et aggrave même cette solution ; ce paragraphe considère comme responsables toutes les personnes qui auront, en n'importe quelle qualité, conclu une opération au nom et pour le compte de la société.

Par conséquent, les directeurs et administrateurs des agences ou succursales fondées en Turquie par des sociétés anonymes étrangères non habilitées, ainsi que les gérants d'affaires pour le compte de ces sociétés, ou les courtiers d'assurances, seront responsables personnellement de toutes les obligations contractées par eux dans l'Empire au nom des sociétés étrangères. De plus, les succursales ou agences sont tenues de la totalité des engagements pris en Turquie au nom de la société.

C'est une solution d'ailleurs semblable à celle donnée par l'article 42 de la loi française du 24 juillet 1867, tel qu'il a été modifié par la loi du 1^{er} août 1893. Cette règle de la loi française, est applicable aussi à toutes les sociétés étrangères qui ne se sont pas conformées à la loi du 30 mai 1857. Le Code de commerce allemand se prononce dans le même sens relativement à la responsabilité des administrateurs (1).

(1) V. Code de commerce allemand, art. 226 et 241.

TROISIÈME PARTIE

VICES DE LA LÉGISLATION ACTUELLE RELATIVE AUX SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES. RÉFORMES A Y APPORTER.

Maintenant que nous connaissons la condition légale des sociétés étrangères en Turquie, nous allons examiner si la loi du 25 mars 1906 a pu atteindre le but qu'elle s'était proposé.

Quel était le but du législateur ottoman en élaborant la loi de 1906, et dans les moyens dont il s'est servi pour l'atteindre, a-t-il su respecter les droits garantis aux étrangers par les traités et par l'usage ?

Telles sont les questions que nous allons examiner.

La réglementation des sociétés étrangères opérant dans l'Empire ottoman se trouve en présence de deux difficultés.

Tout d'abord on ne peut accorder aux sociétés étrangères une liberté dont ne jouissent pas les sociétés anonymes ottomanes, autrement ces dernières auraient été condamnées d'avance à succomber dans la concurrence avec les premières. Ce danger est d'autant plus à redouter que les sociétés ottomanes sont plus faibles, ne disposant pas de gros capitaux et de puissants moyens

d'action à l'instar des sociétés étrangères. On doit aussi ne pas perdre de vue les Capitulations assurant aux étrangers certaines immunités qui leur assurent déjà la prépondérance dans leur concurrence avec les nationaux.

D'autre part, il fallait ne pas soumettre les sociétés étrangères à des conditions trop restrictives au point de gêner leur droit à la liberté du commerce, droit qu'elles ont en principe, comme les personnes physiques étrangères bénéficiaires des Capitulations.

Du reste, un pays tel que la Turquie a toujours beaucoup à gagner à la multiplication sur son territoire des sociétés étrangères qui y encouragent le gros commerce international et mettent en exploitation les richesses du pays.

La loi du 25 mars 1906 a-t-elle pu éviter ces deux écueils ?

La loi de 1906 a pu éviter le premier écueil.

La législation ottomane s'est efforcée de son mieux de ne pas laisser aux sociétés étrangères plus de liberté d'organisation et de fonctionnement dans l'Empire qu'elle n'en accordait aux sociétés nationales. Certes l'autorisation demandée au ministre du commerce par les sociétés étrangères, est accordée plus facilement et avec moins de fastidieuses formalités que l'autorisation exigée pour les sociétés nationales par l'article 28 du Code de commerce ottoman. Mais il faut pourtant ne pas perdre de vue que pousser encore plus loin les exigences et vouloir soumettre les sociétés étrangères, à l'instar

des sociétés nationales, à la tutelle de la loi ottomane, ce serait les soumettre en même temps à l'autorité de deux législations qui peuvent être très différentes l'une de l'autre. On en serait ainsi arrivé à exclure définitivement les sociétés étrangères de l'Empire et à porter une grave atteinte à la liberté du commerce.

Il est vrai qu'il existe encore en faveur des sociétés étrangères d'autres avantages qui rendent la concurrence trop difficile pour les sociétés nationales.

Ces avantages, qui sont d'ordre financier, tiennent à des immunités fiscales garanties aux étrangers par les Capitulations, et il était impossible au législateur de 1906 de les modifier arbitrairement.

Passons maintenant à la deuxième question et examinons si la loi du 25 mars 1906 a bien respecté la liberté du commerce garantie par les Capitulations.

Nous nous référons à cet effet à des objections faites à la loi de 1906 par les missions étrangères qui, étant directement intéressées, étaient mieux placées que toute autre personne pour ressentir les atteintes portées par cette loi à la liberté du commerce.

Nous allons donc examiner tout d'abord si le législateur de 1906 s'est inspiré des intérêts du pays tout en respectant les droits assurés aux étrangers par les traités et par l'usage. Car si l'on édicte des restrictions et des règles au mépris des droits acquis des étrangers, elles sont condamnées naturellement à rester inapplicables.

Nous exposerons ensuite les réformes qui sont néces-

saires pour que la réglementation future des sociétés étrangères en Turquie ne rencontre pas dans son application l'opposition des missions et pour qu'elle puisse en même temps sauvegarder les intérêts du pays et contribuer à sa prospérité.

CHAPITRE PREMIER

CRITIQUE DE LA LOI DU 25 MARS 1906 AINSI QUE DES OBJECTIONS FAITES PAR LES MISSIONS ÉTRANGÈRES A CETTE LOI.

Dans la partie historique de la réglementation des sociétés anonymes étrangères en Turquie, nous avons déjà vu l'opposition que les missions étrangères ont systématiquement apportée à la mise en application des lois sur les sociétés anonymes étrangères dans l'Empire ottoman.

Ainsi nous avons relaté succinctement, par ordre chronologique, les objections des missions à différentes reprises. Ces objections sont exposées *in extenso* dans leurs différentes notes identiques du 16 décembre 1891, n° 83, et l'annexe qui l'accompagne (France) (1) ; du 1^{er} mars 1910, n° 14 (Angleterre) (2), et du 16 mai 1911, n° 302/26 (Belgique) (3).

Dans ces notes identiques, les missions déclarent qu'il leur est impossible d'admettre le principe d'autorisation qui aurait porté atteinte à la liberté du commerce garantie par les Capitulations ; elles repoussent aussi toute

(1) V. Annexe I, p. 169.

(2) V. Annexe VI, p. 187.

(3) V. Annexe, VIII, p. 196

clause qui aurait soumis les sociétés anonymes étrangères à un contrôle du gouvernement ottoman, à l'accomplissement de formalités gênantes et nuisibles pour leurs opérations, en un mot, à l'application de toute disposition de loi qui tendrait à *restreindre le droit absolu, garanti aux sujets étrangers par les traités, de se livrer librement au commerce dans les limites de l'Empire ottoman*. Elles refusent à la Sublime Porte la faculté d'écarter l'intermédiaire des consulats en ce qui concerne le dépôt des statuts, les demandes d'autorisation et les actions en justice ; elles n'admettent pas non plus que les sociétés soient contraintes à payer une indemnité pour les immeubles assurés qui seraient abattus par l'autorité locale en vue de limiter l'incendie ; elles exigent que l'on insère dans la loi une disposition formelle relativement à la compétence des tribunaux mixtes de commerce en ce qui concerne les sociétés anonymes étrangères, et elles stipulent que les sociétés constituées à l'étranger et qui ne seraient pas représentées en Turquie, auront le droit d'y ester en justice. Quant à l'obligation pour les sociétés d'assurances de déposer une somme déterminée ou des fonds d'Etat ottoman à la Banque Impériale ottomane pour servir de garantie à l'exécution éventuelle des jugements rendus contre ces sociétés (art. 19), les missions n'avaient d'abord pas voulu l'admettre ; mais plus tard, les drogmans des ambassades, invités à collaborer avec la commission formée en vue de réviser la loi du 25 mars 1906 sur les sociétés

anonymes (1), auraient accepté en principe l'obligation du dépôt d'une somme ou de fonds d'Etat, mais ils auraient revendiqué la liberté pour les sociétés de déposer cette somme ou des fonds d'Etat étranger non cotés à la Bourse de Constantinople dans une banque située ailleurs que sur le territoire ottoman (2).

Si nous résumons ces objections, nous voyons qu'elles se ramènent à cinq chefs principaux ; on fait un grief à la loi :

1° D'avoir considéré comme non avenue la convention des parties relativement à la libération des sociétés d'assurances dans le cas où les immeubles assurés seraient abattus par l'autorité locale pour limiter l'incendie.

2° D'avoir soumis au même traitement toutes les catégories de sociétés anonymes étrangères sans les distinguer, ainsi que d'avoir institué pour toutes ces sociétés un système de contrôle gênant.

3° De ne pas avoir laissé aux sociétés étrangères la liberté de déposer dans une banque étrangère des fonds de toute espèce cotés ou non à la Bourse de Constantinople, et dont le dépôt serait certifié par les missions

(1) Ces pourparlers sont menés pour les différentes missions étrangères par les deuxièmes drogman des ambassades d'Angleterre, Autriche-Hongrie, France et Russie, sous la présidence du drogman français M. Cuinet.

(2) Cf. La dépêche du ministre de la justice ottoman à la Sublime Porte en date du 22 janvier 1327/1911, et n° 865/100 (V. Dossier diplomatique concernant les sociétés anonymes étrangères (1883-1913). — V. *Les Archives du ministère des affaires étrangères de Turquie*).

ottomanes accréditées dans le pays où se trouve cette banque.

4° D'avoir exclu l'intermédiaire et l'intervention du Consulat ressortissant au même pays que la société pour les actes et formalités extrajudiciaires et d'avoir traité les sociétés anonymes étrangères comme les sociétés indigènes.

5° D'avoir institué le système d'autorisation préalable de la part du gouvernement ottoman.

Telles sont les objections que les missions étrangères s'obstinent à soutenir soit au nom du principe de la liberté des conventions, soit au nom de la liberté du commerce absolue garantie par les Capitulations.

Analysons maintenant ces objections.

I. — La première se rapporte à l'article 33 de la loi du 25 mars 1906 ; elle est relative à l'obligation pour les sociétés d'assurances d'indemniser les propriétaires des immeubles abattus par l'autorité locale en vue de limiter l'incendie. Il n'est pas difficile d'aboutir sur ce point à une solution satisfaisante. Le principe généralement admis de la liberté des conventions doit être appliqué ici comme partout où l'ordre public n'est pas en question. Le public, il est vrai, ne se renseigne pas toujours suffisamment sur le contenu des polices, et les signe la plupart du temps par surprise, mais il n'a qu'à s'en prendre à lui-même. Il serait mis en éveil par la presse et pourrait ne pas renoncer dans les polices d'assurances à l'indemnité prévue pour ce cas spécial. Cette solution

d'ailleurs est admise dans le projet d'amendements envoyé à la Sublime Porte par le ministre du commerce (1).

II. — La deuxième objection des missions, se rapporte à l'uniformité de traitement appliqué à toutes les catégories de sociétés étrangères, en dehors des sociétés d'assurances ; elle concerne aussi le contrôle des sociétés d'assurances qui est considéré comme gênant par les missions.

Les ambassades font remarquer que le principe qui a guidé le législateur ottoman, lors de la promulgation de la loi de 1906, principe qui tend à soumettre toutes les sociétés étrangères sans distinction aucune au même traitement légal, ne saurait être admis. Elles reconnaissent l'utilité d'une certaine surveillance de l'Etat sur cette catégorie de sociétés étrangères qui se livrent en Turquie à des opérations financières de banque, de crédit ou d'assurance, mais elles repoussent toute surveillance sur les sociétés qui se livrent à des opérations de commerce et de navigation (2).

La nécessité de la surveillance est reconnue par les missions dans l'article 11 de leur contre-projet (3) et dans leur note identique du 1^{er} mars 1910, n° 14 (4). Les

(1) Ce projet d'amendements du ministre du commerce ottoman est contenu dans sa dépêche adressée à la Sublime Porte en date du 16 octobre 1910. Il a été remis à la commission chargée de reviser la loi de 1906. — V. Dossier diplomatique concernant les sociétés anonymes étrangères (*Archives du Ministère des affaires étrangères en Turquie*).

(2) V. Annexe VI, p. 187.

(3) V. Annexe II, p. 171.

(4) V. Annexe VI, p. 187.

missions trouvent surtout inadmissible la teneur des articles 12, § 4, et 17, qui confèrent au gouvernement le droit de contrôler les opérations d'ensemble des sociétés anonymes étrangères de toute catégorie. De même elles formulent des réserves pour les dispositions prescrites en vue de prévenir les abus de certaines sociétés étrangères. Les missions craignent qu'un contrôle si minutieux exercé par des fonctionnaires parfois trop zélés, n'amène des troubles dans les affaires de sociétés honorables. Les opérations commerciales, et surtout les opérations d'assurances, comme le font remarquer les Compagnies d'assurances, ne doivent pas être étalées au grand jour afin de ne pas donner lieu à de fausses alertes. La surveillance doit être exercée d'une manière discrète et dans la mesure strictement nécessaire.

L'article 12, § 4, décide que, si une société anonyme étrangère vient à voir la partie de son capital destinée à être employée en Turquie réduite de moitié pour une raison quelconque, l'autorisation qui lui avait été accordée sera retirée et ses succursales ou agences seront fermées. Les motifs de cette disposition se trouvent exposés dans la dépêche du ministre des affaires étrangères ottoman à l'ambassade ottomane à Londres en date du 17 mai 1910 (n° 2039/94). « Il s'est trouvé, dit le ministre dans cette dépêche, que parfois des succursales ouvertes en Turquie ont absorbé une grande partie de leur capital. La maison principale se trouvait bien à l'étranger, mais simplement en vue de pouvoir se cons-

tituer et opérer dans l'Empire avec la protection étrangère, le principal centre d'opérations était notre pays et l'objet des affaires sociales, la spéculation. C'est ainsi que, à certains moments, les succursales des sociétés anglaises se sont constituées dans la capitale sous les auspices privées du directeur général d'un établissement financier d'ici. Naturellement ces sociétés ont fait de mauvaises affaires. Elles ont fonctionné jusqu'au moment où leur situation obérée ne pouvait plus être dissimulée au public, et celui-ci a perdu sur leurs actions des sommes importantes (1). »

Pourtant l'objection des missions est fondée dans une certaine mesure tant en droit qu'en pratique. Aussi estimons-nous que le législateur ottoman aurait dû faire une distinction entre les sociétés de crédit ou d'assurances qui sont en rapport direct avec l'épargne nationale et les sociétés de commerce ou de navigation, en proportionnant le degré de la surveillance à la nature de chaque catégorie de sociétés.

Dans un pays qui, en raison du peu d'importance de sa marine marchande comparativement à l'étendue de ses côtes, se voit dans la nécessité de permettre aux Compagnies de navigation étrangères de faire le cabotage entre les ports ottomans, il est inopportun de soumettre les sociétés de navigation à un système de contrôle et de surveillance assez gênant pour leurs opérations.

(1) V. annexe VII, p. 191.

D'ailleurs ces sociétés n'atteignent pas l'épargne nationale comme les sociétés financières, et elles rendent des services inappréciables au commerce extérieur et intérieur de l'Empire.

On ne saurait de même comprendre l'utilité d'une surveillance et d'un contrôle trop sévères pour les sociétés anonymes étrangères qui s'adonnent exclusivement à des opérations de commerce, telles que l'achat et la vente des marchandises. Par la nature de leurs opérations, ces sociétés ne peuvent porter une atteinte sérieuse à l'épargne, comme pourraient le faire les sociétés d'assurances et les sociétés qui ont pour objet des opérations financières, soit de banque, soit de crédit.

L'inconvénient d'une pareille surveillance sur les sociétés de commerce et de navigation est manifeste si l'on pense que la loi n'a institué dans son article 17 que l'administration des assurances, destinée à contrôler seulement les opérations des sociétés d'assurances, de sorte que le contrôle des autres sociétés anonymes se fera par l'intermédiaire d'employés plus ou moins zélés, choisis au gré du ministre.

Quant aux motifs qui ont déterminé le législateur de 1906 à soumettre au même traitement toutes les sociétés anonymes étrangères, ils sont loin d'obtenir une satisfaction par une pareille mesure.

Si le public perd, sur les actions de ces sociétés, des sommes importantes, comme l'affirme la dépêche mentionnée ci-dessus du ministre des affaires étrangères

ottoman, il n'en pourra être préservé à l'avenir que par une réglementation relative à l'émission et à la négociation des titres étrangers en Turquie.

En ce qui concerne la surveillance et le contrôle des sociétés d'assurances, l'objection des missions nous paraît mal fondée. Les prescriptions des articles 22, 25, 26, 28 et 34 sont nécessaires pour garantir les droits des assurés. Si ces dispositions, qui accordent au gouvernement un droit de contrôle n'existaient pas, comment pourrions-nous savoir si une société d'assurances se conforme à ses statuts ou à la loi ottomane qui l'a habilitée ?

On pourrait seulement faire observer que la teneur de l'article 29, qui prescrit aux sociétés d'assurances d'avoir des commis-voyageurs de nationalité ottomane, est contraire à la liberté du commerce (1).

Quant à l'article 30, d'après lequel les sociétés d'assurances ne doivent pas intervenir avec leur personnel et leurs moyens d'action particuliers à l'extinction d'un incendie, il touche à l'ordre public ; les étrangers aussi bien que les indigènes doivent s'y conformer.

Les missions étrangères repoussent de même l'application de la loi du 25 mars 1906 aux sociétés étrangères d'exportation qui, n'ayant en Turquie ni agence ni suc-

(1) Dans le même sens : Salem, *Condition légale des sociétés étrangères en Turquie*, *Clunet, J. du dr. intern. privé*, 1907, p. 1003 et suiv. ; Pillet, *La condition légale des personnes morales en dr. intern. privé*, cours de 1912-1913.

cursale, se bornent à accepter les commandes des importateurs de ce pays par l'intermédiaire de simples représentants ou commissionnaires (1). En principe, nous ne pouvons refuser de faire droit à cette réclamation.

En effet, en ce qui concerne les sociétés étrangères de cette catégorie, la loi de 1906 a été interprétée d'une manière erronée, à notre sens, par l'administration et les tribunaux. D'après son premier article, la loi ne vise que les sociétés étrangères qui veulent installer des succursales ou agences dans l'Empire. Par conséquent les sociétés étrangères qui font en Turquie des opérations accidentelles et qui veulent poursuivre devant les tribunaux ottomans l'exécution de leurs contrats, par cela seul qu'elles n'ont pas l'intention de s'installer en Turquie d'une manière permanente, ne tombent point sous le coup de la loi de 1906. L'article premier de la loi admet implicitement et *a contrario* qu'aucune formalité n'est nécessaire pour les sociétés étrangères qui se bornent seulement à faire en Turquie des opérations accidentelles.

Autrement on en viendrait à exiger des sociétés étrangères d'exportation qu'elles procèdent aux formalités requises dans tous les pays du monde en vue de commandes éventuelles plus ou moins importantes de la part des importateurs de ces pays.

C'est faire tort au législateur ottoman que de lui attri-

(1) V. annexe VIII, p. 196.

buer ce système le plus étroit qui puisse exister. Nous aimons donc à croire que la jurisprudence ottomane, telle qu'elle résulte de la décision rendue par le tribunal de commerce de Smyrne en date du 20 mars 1911, se fonde sur des motifs tout autres que juridiques et qu'elle ne peut pas être considérée comme stable.

III. — Pour que le contrôle gouvernemental présente une réelle efficacité, il faut que la société étrangère d'assurances dépose à la Banque Impériale ottomane un cautionnement en espèces ou en fonds d'Etat ottoman qui garantira ses opérations en Turquie.

C'est pour cette raison que la loi du 25 mars 1906 a exigé des sociétés étrangères d'assurances le dépôt de ce cautionnement. On ne pouvait contester en droit au gouvernement ottoman le pouvoir d'imposer aux sociétés d'assurances étrangères des conditions de cautionnement en vue de sauvegarder les intérêts publics.

Les assurances sont soumises d'ailleurs presque partout à un pareil cautionnement. Nous devons seulement signaler qu'une condition semblable n'est pas imposée pour les sociétés anonymes ottomanes.

On pourrait donc remarquer que les sociétés étrangères ne doivent pas être soumises, à raison de la nature de leurs opérations, à des restrictions spéciales auxquelles ne sont pas astreintes les sociétés nationales (1).

(1) Cf. la 23^e résolution, p. 111.

Nous avons déjà exposé les raisons de l'institution du cautionnement dans l'Empire ; nous n'y reviendrons plus ; c'est une mesure nécessaire autant pour les sociétés étrangères que pour les sociétés nationales. La réglementation des sociétés anonymes nationales est très défectueuse, et elle ne peut servir d'argument pour perpétuer une situation qui ne saurait se défendre.

Les missions repoussent les articles 19 et 20 qui obligent les sociétés anonymes étrangères à effectuer dans la Banque Impériale ottomane le dépôt d'une somme déterminée ou de fonds d'Etat ottoman cotés à la Bourse de Constantinople. Elles désirent qu'on accorde aux sociétés le droit de déposer leur cautionnement dans une banque quelconque à l'étranger. Ce cautionnement devrait en outre pouvoir consister en fonds d'Etat étranger non cotés à la Bourse de Constantinople. Dans ce cas, les sociétés seraient obligées de faire constater le montant du dépôt par des certificats dûments légalisés par les missions ottomanes accréditées dans les pays où le dépôt aurait eu lieu (1).

Les motifs de cette prescription de l'article 19 nous sont déjà connus ; ils sont d'ailleurs exposés dans la dépêche envoyée par le ministre des affaires étrangères ottoman à l'ambassade ottomane à Londres en date du

(1) V. dépêche du ministre de la justice ottoman à la Sublime Porte en date du 22 janvier 1327/1911, dans le dossier diplomatique concernant les sociétés anonymes étrangères (*Archives du ministère des affaires étrangères de Turquie*).

17 mai 1910 (n° 2039 94). Dans cette dépêche, entre autres griefs formulés contre les sociétés étrangères, le ministre ottoman disait : « Pour ce qui est des sociétés d'assurances, les plaintes sont incessantes. La plupart d'entre elles, après avoir contracté des assurances et encaissé les primes, à un sinistre important suppriment leurs agences et laissent les assurés dans le dénûment ; ou bien elles refusent de payer et les sentences rendues ne peuvent être exécutées faute de fonds déposés en Turquie (1). »

Cette somme en espèces ou en fonds d'Etat déposée à la Banque impériale est donc destinée à garantir l'exécution des sentences rendues contre les sociétés d'assurances au profit des justiciables tant ottomans qu'étrangers résidant en Turquie. Cette raison de l'institution du cautionnement suffit à réfuter les arguments émis par les missions en faveur de leur proposition.

Les missions étrangères, par cela même qu'elles reconnaissent le besoin de garantie au moyen d'un dépôt ne sauraient insister sur leur proposition sans risquer d'être en contradiction avec elles-mêmes. En effet, comment pourrait-on s'assurer de la consistance des fonds déposés qui sont sujets aux fluctuations d'une Bourse étrangère ? Les saisies-arrêts de la part d'un tiers créancier, les formalités difficiles d'*exequatur* en vue de l'exécution des jugements prononcés par les tribunaux ottomans

(1) V. annexe VII, p. 191.

contre les sociétés d'assurances étrangères rendraient aléatoire la garantie exigée par la loi. La garantie doit être sûre et déterminée et non pas illusoire et instable.

Une prescription semblable de dépôt se retrouve d'ailleurs dans la plupart des législations étrangères (1), et elle n'est jamais considérée dans ces pays comme une entrave à la liberté du commerce.

IV. — Les missions reprochent à la loi du 25 mars 1906 d'avoir exclu l'intermédiaire et l'intervention des consulats respectifs des sociétés étrangères en ce qui concerne tous actes et formalités extrajudiciaires d'avoir traité les sociétés anonymes étrangères comme des sociétés ottomanes.

L'interprétation libérale et extensive du mot « sujet », à laquelle nous nous sommes rallié, nous force à étendre aux personnes morales les privilèges dont jouissent les personnes physiques étrangères. Par conséquent, nous pensons que, dans l'état actuel des Capitulations, il est

(1) En Allemagne, la loi du 12 mars 1901, § 168, n'impose pas l'obligation de déposer un cautionnement, mais en pratique, une caution est demandée (Une Compagnie américaine d'assurances a dû déposer 500.000 marks). En Angleterre, à l'exemple des sociétés nationales, le cautionnement exigé des sociétés étrangères est de 20.000 £. En Autriche, il s'élève en général, à 200.000 couronnes. En Espagne, il est représenté par le 1/5 des primes. En France, il est de 100.000 francs. En Italie, à l'exemple des sociétés nationales d'assurances sur la vie, les sociétés étrangères sont tenues d'effectuer, en plus de la réserve constituée par le quart des sommes encaissées, un dépôt égal à la moitié des mêmes sommes. En Roumanie, le cautionnement est au minimum de 150.000 francs pour chaque branche d'assurances. En Russie, il est de 500.000 roubles.

très difficile d'enlever aux sociétés étrangères la protection que leur assure l'intermédiaire de leur consulat, soit lorsqu'elles accomplissent les différentes formalités préalables à l'autorisation, soit plus tard au cours de leurs opérations.

Il vaudrait donc mieux stipuler d'une façon plus précise que les sociétés anonymes étrangères seront justiciables des mêmes tribunaux que les étrangers. On confirmerait ainsi l'usage et la jurisprudence et on éviterait d'éveiller inutilement la suspicion des missions.

V. — Le système d'autorisation conservé par la loi du 25 mars 1906, a inquiété quelque peu les missions étrangères, elles craignent de voir compromise et entravée la liberté absolue du commerce garanti aux étrangers par les Capitulations.

En ce qui concerne l'autorisation, une question préalable se pose tout d'abord. La loi du 25 mars 1906 admet-elle le système d'autorisation établi par la loi du 28 novembre 1887 ? Son article 1^{er} n'en parle pas et l'article 3 dit que le ministre du commerce délivrera à la société étrangère, *une déclaration*. Ainsi, on pourrait être porté à croire que le système d'autorisation est abandonné par le législateur de 1906. C'est l'opinion d'un éminent avocat, M. Salem (1). Il n'en est pourtant pas ainsi. Les articles 3 et 12 affirment explicitement le maintien du

(1) Salem, *Condition légale des sociétés étrangères en Turquie* ; Clunet, J. du dr. intern. pr., 1907, p. 1003 et suiv.

système d'autorisation (1). Du reste, c'est à cause du maintien de cette autorisation que protestent les missions étrangères par leur note identique du 1^{er} mars 1910 (2), et que la Sublime Porte, dans sa note verbale adressée à l'ambassade d'Autriche-Hongrie en date du 18 avril 1911 (n° 6746/26), lui fait remarquer qu'en Autriche également, un pareil système existe sans porter aucune atteinte à la liberté du commerce garantie aux étrangers dans ce pays par des traités de commerce (3).

(1) V. annexe III, p. 174 et suiv.

ART. 3. — « Le ministre du commerce délivrera... une déclaration annonçant que la société anonyme étrangère a accompli les formalités prescrites par la présente loi et *qu'elle est autorisée à conclure dans les localités désignées* par l'entremise de son représentant, des opérations conformément à ses statuts... »

ART. 12. — « Dans un des cas suivants, *l'autorisation accordée à une société anonyme étrangère sera annulée*, et ses agences et succursales ou ses représentants seront frappés d'interdiction avec publication dans les journaux... »

(2) V. annexe VI, p. 187.

(3) Un incident relatif au procès entre la société autrichienne (Austro-Orientalisch Handelsaktien Gesellschaft) et Mouhamed el Morsi donna lieu à l'échange de ces dépêches. Les traités garantissant en Autriche la liberté du commerce dont parle la dépêche du ministre ottoman sont : le traité de commerce austro-suisse (art. 1, *Bulletin des lois*, n° 10 en 1869, sub. C ; le traité de commerce austro-français du 11 décembre 1866, sub. D ; le traité de commerce entre l'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne du 5 décembre 1876 (art. 1, 2, 3, 4, *Bulletin des lois*, n° 144, sub. E) ; le traité de commerce entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie (art. 1, 2, 3, *Bulletin des lois*, n° 116 en 1894, sub. G). De même, celui avec la Russie en date du 15 février 1906 (art. 1, 2, 3, *Bulletin des lois*, n° 49 en 1906, sub. H) ; celui avec l'Italie en date du 11 février 1906 (art. 1, *Bulletin des lois*, n° 44 en 1906). — Cf. Le rapport du Dr Libitzky, V. Dossier diplomatique concernant les sociétés anonymes étrangères (*Archives du ministère des affaires étrangères en Turquie*).

Du reste, le pouvoir réservé au gouvernement ottoman de révoquer l'autorisation accordée à une société anonyme quelconque qui n'observerait pas ses statuts ou les prescriptions de la loi de 1906 est le meilleur argument pour prouver que le principe d'autorisation a été maintenu (1).

Toutefois il faut remarquer que l'autorisation prescrite par la loi du 25 mars 1906 est soumise à des formalités différentes de celles qui étaient exigées par la loi du 28 novembre 1887. En effet, l'autorisation exigée antérieurement était accordée par la Sublime-Porte sur l'avis conforme du ministre du commerce qui procédait à cet effet à un examen minutieux des statuts de la société étrangère pour voir s'ils ne contenaient pas quelques dispositions contraires *aux intérêts du pays*.

Au contraire, l'autorisation requise par la loi de 1906 est accordée directement par le ministre du commerce. Il y a donc un changement, non pas dans le principe qui est toujours celui d'autorisation, mais dans la détermination de l'autorité chargée de l'accorder et dans les conditions moins rigoureuses de cette concession. Désormais il y a moins d'arbitraire dans le refus du ministre du commerce, qui ne peut se produire que lorsque les formalités requises par la loi n'auront pas été observées. Il convient néanmoins de remarquer qu'aucun recours n'a été institué contre la décision du ministre du commerce,

(1) V. annexe III, p. 174, et p. 138, note n° 1.

qu'il n'est pas obligé de motiver son refus ni de le communiquer à la société requérante (1).

Cette cinquième objection des missions étrangères ne peut être soutenue en droit. Le système d'autorisation tel qu'il est réglementé par la loi du 25 mars 1906, ne constitue point une atteinte aux droits acquis par les étrangers en vertu de traités séculaires. La liberté du commerce n'en souffre pas comme le prétendent les missions. La preuve en est que, comme nous venons de voir, dans certains pays où la liberté du commerce est reconnue par la loi ou par des conventions au profit des sociétés étrangères, l'autorisation est pourtant exigée de ces sociétés. Il en est ainsi en Autriche (2), en France (3), en Grèce (4), en Hongrie (5), en Roumanie (6), en Prusse (7) et en Russie (8).

Si donc nous résumons ce qui vient d'être exposé dans cette section, on voit que les première, seconde et quatrième objections des missions étrangères sont plus ou moins fondées en droit, tandis que la troisième et la cinquième sont arbitraires.

(1) Le défaut de recours contre le refus d'autorisation, l'absence d'obligation pour le ministre de motiver son refus, et de le communiquer à la société requérante sont des traits caractéristiques du système d'autorisation.

(2) Cf. l'ordonnance du 29 novembre 1865.

(3) Cf. Loi française du 30 mai 1857.

(4) Cf. Lois du 10 août 1861 et du 13 mars 1881.

(5) Cf. C. de comm. hongrois du 22 juin 1861, § 18.

(6) Cf. C. de comm. roumain, art. 244.

(7) Cf. Loi prussienne du 22 juin 1861, § 18.

(8) Cf. Décret impérial du 9-21 novembre 1887.

Parmi ces cinq questions une entente entre les parties intéressées pourrait facilement être obtenue sur les première, quatrième et cinquième. La Sublime Porte pourrait adhérer sans trop de difficulté au point de vue des missions quant aux première et quatrième questions. De leur côté les missions n'auraient qu'à faire une concession en ce qui concerne la cinquième question.

Mais en ce qui touche la deuxième objection relative à l'ingérence du gouvernement ottoman dans les affaires des sociétés étrangères en vue de les contrôler, et la troisième relative à la liberté du dépôt du cautionnement dans une banque quelconque, l'entente serait difficile en l'état actuel de la loi de 1906. Nous avons vu plus haut les arguments sérieux des missions, et on pourrait douter fort qu'elles en vinssent à donner leur approbation à une loi sur les sociétés étrangères qui ne leur assurerait pas d'avances certaines garanties légales et qui ne les mettrait pas à l'abri des surprises.

Quelles peuvent être ces garanties légales ? Elles sont exposées avec d'autres mesures utiles dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

LES RÉFORMES A APPORTER A LA LÉGISLATION ACTUELLE SUR LES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN TURQUIE.

Telles sont les objections des ambassades dont l'étude nous a fait entrevoir en même temps certaines des réformes qui sont nécessaires autant pour obtenir l'approbation des missions étrangères dans la prochaine réglementation des sociétés anonymes étrangères, que pour sauvegarder les intérêts du pays. Nous voulons maintenant tout particulièrement mettre en relief celles des réformes qui, à notre avis, sont utiles et nécessaires. Quant aux réformes relatives à l'émission et à la négociation des titres des sociétés étrangères dans l'Empire ottoman, nous les passerons sous silence. Nous ne nions pas du tout leur intérêt capital, mais nous estimons que si nous voulions traiter ces questions, qui n'ont pas été l'objet direct de la loi du 25 mars 1906, nous serions astreint à sortir du cadre que nous nous sommes assigné dès le début de notre étude.

Ces réformes doivent être celles-ci :

I. — Tout d'abord le principe généralement admis de la liberté des conventions nous amène à adopter une solution différente de celle contenue dans l'article 33 de

la loi du 25 mars 1906. La disposition renfermée dans cet article ne doit pas être impérative, mais seulement interprétative de la volonté des parties ; celles-ci resteraient libres d'insérer dans leur contrat passé avec la compagnie d'assurances une clause qui exclurait toute indemnité dans l'hypothèse d'immeuble abattu par ordre de l'autorité locale.

II. — Le législateur de 1906 aurait dû permettre expressément aux sociétés étrangères par actions qui ne se proposent pas d'ouvrir des agences ou succursales en Turquie, d'y ester en justice et d'y faire des opérations sans aucune autorisation préalable, par cela seul qu'elles ont une existence légale dans leur pays.

III. — Le dernier alinéa de l'article 29 qui oblige les sociétés étrangères d'assurances à n'avoir que des commis-voyageurs de nationalité ottomane, n'est pas de nature à obtenir l'approbation des étrangers bénéficiaires des Capitulations. En effet, d'après l'article 40 des Capitulations de 1740, les étrangers ont le libre exercice des professions en Turquie et la faculté d'employer à leur service les courtiers qu'ils veulent et de quelque nationalité qu'ils soient (1).

IV. — Il est à craindre que l'article 12 reste inappliqué.

En effet, d'après cet article, dans tous les cas où une

(1) La Capitulation de 1740 emploie le mot *censeux* qui signifie courtiers.

société anonyme étrangère ne se sera pas conformée à la loi il lui sera interdit d'opérer en Turquie. Qu'arriverait-il en présence d'irrégularités peu importantes ? Ou bien le ministre fermera les yeux en violant la loi, ou il appliquera l'article 12 en frappant la société coupable d'une peine qui ne sera pas en rapport avec l'infraction commise. Il conviendrait de sanctionner ces irrégularités peu graves par des amendes qui prendraient place à côté de la peine principale, laquelle consisterait toujours dans le retrait de l'autorisation. Ces amendes, qui varieraient suivant la gravité des infractions, seraient prononcées par le tribunal correctionnel contre les négligences, les retards ou les résistances à certaines injonctions adressées par le ministre du commerce.

V. — La loi du 25 mars 1906 présente l'avantage d'être plus précise et plus libérale que ne l'était celle du 25 novembre 1887 qu'elle abroge.

Nous aurions seulement souhaité que les formules, *lois et règlements ottomans ou tribunaux ottomans* insérés dans les articles 1, § 1, 9 et 14 eussent été précisées. Des expressions analogues employées dans une législation d'un pays d'Occident ne sauraient donner lieu à aucun doute sur leur signification, mais dans un pays de Capitulations, tel que la Turquie, elles peuvent susciter des craintes inutiles chez les étrangers bénéficiaires de ces Capitulations (1).

(1) Cf. la note verbale identique des missions étrangères en date du 1^{er} mars 1910 (V. annexe VI, p. 187 et suiv.).

En effet, les dispositions des articles mentionnés prises à la lettre feraient supposer que les sociétés étrangères sont régies exclusivement par des lois et règlements ottomans et qu'elles sont justiciables des tribunaux indigènes dès qu'elles veulent agir sur le territoire ottoman. Nous avons déjà indiqué précédemment ce que signifiaient ces formules. Elles impliquent seulement que ces sociétés sont soumises aux lois et règlements ottomans dans la mesure où ces lois et règlements régissent en Turquie les individus étrangers et que ces sociétés sont justiciables des tribunaux ottomans mixtes dont sont justiciables les étrangers d'après les Capitulations et l'usage, et non pas des tribunaux de leur siège social ou de leurs consuls respectifs comme elles le prétendent souvent.

Il vaudrait mieux alors préciser dans la loi ces formules générales.

VI. — Il conviendrait que, en ce qui concerne la surveillance et le contrôle du gouvernement, une distinction fût faite entre les sociétés d'assurances et celles d'une autre nature.

Pour les sociétés anonymes étrangères autres que les sociétés d'assurances, nous trouvons utiles la surveillance et le contrôle exercés sur les opérations d'ensemble des sociétés qui se livrent à des opérations de crédit et de banque, mais nous ne pouvons approuver un pareil contrôle sur les sociétés qui s'adonnent à des opérations de commerce proprement dit (sociétés d'importation,

d'exportation, etc.) ou de navigation. Pour les raisons déjà exposées dans le chapitre précédent (1), il ne nous déplairait pas de voir les sociétés d'assurances sur la vie soumises à une surveillance plus étroite que les sociétés d'assurances ayant un autre objet.

C'est pourquoi nous ne trouvons pas heureuse la prescription du paragraphe 4 de l'article 12, qui donne au ministre du commerce le pouvoir de retirer l'autorisation à une société anonyme étrangère quelconque dans le cas où la partie de son capital destinée à être employée dans l'Empire viendrait à être réduite de moitié.

L'application d'une prescription aussi absolue exige un contrôle effectif exercé sur les sociétés anonymes de toute sorte, et il est à craindre qu'elle n'engendre des perturbations dans leurs opérations.

Du reste le ministre du commerce, comprenant l'inopportunité de cette prescription générale, avait proposé, dans son projet d'amendements envoyé à la Sublime Porte par sa dépêche en date du 16-29 octobre 1910 (n° 55), la suppression de ce dernier paragraphe de l'article 12 (2).

VII. — Nous souhaitons de même que la future loi sur les sociétés étrangères constitue auprès du ministre du commerce un Comité consultatif des assurances sur la

(1) V. p. 129. — Cf. annexe VII, p. 191 et s.

(2) Cf. Loi norvégienne du 19 juillet 1910 sur les sociétés anonymes, qui fait une distinction entre les sociétés de navigation et les autres sociétés.

vie composé de personnes appartenant au Sénat, à la Chambre des députés, aux ministères du commerce et des finances, au tribunal et à la chambre de commerce, à la Faculté de droit et au syndicat des sociétés d'assurances sur la vie. Ce Comité devrait être consulté au préalable au sujet des demandes d'autorisation (1) prévues par les articles 1 et 34 et toutes les fois qu'une question est suscitée au sujet de l'application de la loi. Ainsi, on devrait le consulter toutes les fois qu'il s'agirait d'annuler l'autorisation accordée à une société étrangère (art. 12), de déterminer le montant de la garantie demandée à une société d'assurances (art. 19), d'examiner les modifications apportées aux statuts, au libellé des polices et au livre de classement des risques (art. 25 et 29), etc. Et, dans ces différents cas, le ministre devrait statuer sur l'avis du Comité consultatif dont les décisions seraient prises à la majorité des voix. Le mode de composition de ce Comité suffirait à exclure l'arbitraire et à satisfaire tout le monde. L'administration des assurances instituée par l'article 17 de la loi de 1906 est bien loin de présenter les mêmes avantages.

VIII. — Le mode de recrutement des contrôleurs ainsi que le mode d'exercice de la surveillance sur les sociétés d'assurances étrangères ne sont pas entourés de toutes les garanties désirables. Comment seraient, aux termes

(1) Nous proposons plus loin le système d'enregistrement à la place de celui d'autorisation. — Ce Comité devrait alors être consulté au préalable au sujet des demandes d'enregistrement.

de la loi de 1906, recrutés les contrôleurs, et quelles sont les garanties de leur capacité? Si le contrôle est exercé par les employés du ministère du commerce, il est à craindre que leurs excès de zèle ne portent entrave à la liberté du commerce, ou bien que ce contrôle pratiqué par des personnes incapables ou peu consciencieuses ne soit négligé.

Il faudrait donc que la surveillance et le contrôle des sociétés d'assurances étrangères fussent exercés par des commissaires-contrôleurs assermentés et recrutés dans des conditions déterminées d'avance par un règlement et après avis du Comité consultatif des assurances sur la vie que nous avons préconisé plus haut.

IX. — La loi de 1906 n'institue aucun recours contre les décisions du ministre du commerce portant refus d'autoriser une société ou retirant l'autorisation accordée; c'est d'ailleurs la conséquence du système d'autorisation préalable, où le rejet d'une demande d'autorisation n'est même pas motivé; mais avec le système d'enregistrement que nous proposons un peu plus loin, on doit admettre un recours contre les décisions ministérielles devant le Conseil d'Etat qui devrait statuer dans un bref délai.

X. — Au sujet des sociétés étrangères d'assurances, nous approuvons les mesures préventives prescrites par la loi du 25 mars 1906.

Mais nous aurions préféré qu'une distinction fût faite entre les diverses sociétés d'assurances. Pour les so-

ciétés d'assurances sur la vie dont les engagements s'exécutent à une longue échéance, nous voudrions que le montant du cautionnement qui doit être déposé à la Banque impériale ottomane fût fixé par la loi, comme cela se fait en Angleterre, aux Etats-Unis, en Italie et en France, ou au moins par le Comité consultatif que nous avons proposé et, quant aux autres sociétés d'assurances étrangères, le montant de leur cautionnement devrait être déterminé par ces sociétés elles-mêmes, mais à la condition qu'il fût porté à la connaissance du public, afin que celui-ci pût être renseigné suffisamment sur la garantie présentée par chacune de ces sociétés.

XI. — Il serait à désirer aussi que les sociétés étrangères fussent admises à posséder des immeubles pour pouvoir les hypothéquer jusqu'à concurrence du montant du cautionnement dont elles sont tenues et du fonds de réserve prescrit par les articles 19 et 21. Les sociétés assurées d'obtenir par ce procédé un taux d'intérêt satisfaisant trouveraient leur avantage dans une telle faculté, et, d'autre part, ces immeubles étant affectés uniquement à l'exécution éventuelle de leurs engagements en Turquie et ne pouvant être aliénés par les sociétés tant qu'elles continuent leurs opérations, pourraient offrir aux tiers créanciers de ces sociétés une garantie sérieuse.

La loi nouvelle sur les immeubles, mise provisoirement en application en attendant son approbation par les assemblées législatives, vient d'instituer le Crédit

foncier dans le pays et de rendre notre proposition réalisable, dans le cas où le gouvernement ottoman aurait étendu le droit de posséder des immeubles aux personnes morales étrangères et particulièrement aux sociétés commerciales.

XII. — Nous ne pouvons pas pour le moment préconiser pour les sociétés d'assurances étrangères d'institution des réserves mathématiques ; dans certaines régions de la Turquie, il n'y a même pas de recensement complet, et il serait tout à fait arbitraire d'y établir des tables pour le calcul des réserves mathématiques, faute de statistiques satisfaisantes dans le pays sur la mortalité.

XIII. — Les articles 19 et 20, en prescrivant le dépôt d'un cautionnement, veulent assurer l'exécution des engagements pris par les sociétés d'assurances. Les intérêts des assurés dans l'Empire pourraient être garantis sans contestation possible contre le concours des créanciers étrangers à l'Empire si la loi leur accordait, non pas implicitement, comme elle l'a fait, mais expressément, un privilège sur le fonds de cautionnement pour les contrats souscrits ou exécutés en Turquie.

XIV. — On pourrait, par esprit de conciliation, accepter dans certains cas l'intermédiaire des consulats dont relèvent les sociétés étrangères. On pourrait ainsi exiger des sociétés étrangères qui demandent l'autorisation que le dépôt de la copie légalisée de leurs statuts ou des modifications qui y sont apportées fût effectué par l'intermédiaire de leurs consulats respectifs.

XV. — La fermeture d'une agence ou succursale dûment ouverte, ou l'interdiction adressée à cette société étrangère de continuer ses opérations, ne devrait être possible qu'à la suite d'un jugement du tribunal correctionnel qui remplacerait l'arrêté ministériel. L'arrêté du ministre du commerce sur avis conforme du Comité consultatif que nous préconisons aurait servi de bases aux poursuites devant le tribunal correctionnel.

XVI. — Il est nécessaire de créer un bulletin officiel qui serait l'organe spécial et unique dans l'Empire destiné à recevoir les publications relatives aux sociétés (1).

XVII. — Les sociétés étrangères doivent être tenues de communiquer au ministre du commerce et de publier dans le *bulletin officiel* leur bilan et leur compte des profits et pertes pour l'ensemble de leurs opérations en Turquie (2).

XVIII. — Il faut pourvoir au plus tôt à la réglementation relative à l'émission et à la négociation des titres des sociétés étrangères par actions dans l'Empire ottoman (3).

XIX. — En ce qui concerne le système d'autorisation admis par l'article premier de la loi du 25 mars 1906, le souci d'établir l'égalité entre les sociétés anonymes

(1) Cf. la 17^e résolution du Congrès international des sociétés par actions tenu à Paris en 1900.

(2) Cf. la 20^e résolution du même Congrès.

(3) Cf. les 15^e et 24^e résolutions du Congrès intern. des sociétés par actions tenu à Paris en 1900. — V. p. 166.

ottomanes et les sociétés anonymes étrangères a en grande partie contribué à l'admission de ce système.

C'est pourquoi, tant que les sociétés anonymes nationales seront soumises au système d'autorisation, nous doutons que le législateur ottoman admette pour les sociétés étrangères par actions une réglementation libérale.

Mais alors une pareille réglementation restrictive et tutélaire des sociétés nationales présente-t-elle des avantages réels au point de vue du développement économique du pays ? Les législations des Etats les plus avancés dans l'industrie et le commerce prouvent surabondamment le contraire.

Pourquoi continuer à mettre des entraves à l'initiative personnelle des nationaux toutes les fois qu'ils se proposent de former des sociétés anonymes ?

N'est-il pas plus rationnel de stimuler cette initiative par une réglementation libérale et mieux appropriée à la situation économique du pays ?

Mes confrères du barreau de Constantinople sont unanimes à reconnaître combien sont fastidieuses et décourageantes la prescription de l'article 28 du Code de commerce ottoman et les formalités relatives à la constitution d'une société nationale.

C'est une des raisons, et peut-être, la raison principale pour laquelle des capitalistes ottomans préfèrent former avec des étrangers des sociétés par actions sous l'égide d'une loi étrangère que de se soumettre à la loi ottomane.

Il est donc inutile de s'obstiner à soumettre les sociétés ottomanes à une réglementation rigoureuse qui crée en quelque sorte une impossibilité lorsqu'on se propose d'établir l'égalité entre les sociétés nationales et étrangères et qui a pour résultat indirectement d'entraver le développement des sociétés étrangères.

Les pays qui ont reconnu la nécessité d'une réglementation libérale et qui ont réformé en ce sens leur législation, ne le regrettent pas. Aujourd'hui le principe de la liberté pour les sociétés anonymes nationales l'emporte partout (1).

La liberté reconnue pour la constitution des sociétés est étendue aussi à leur fonctionnement, et la plupart des mesures préventives sont remplacées par des mesures répressives.

Nous jugeons à propos de rappeler ici les déclarations faites par M. Rouher, ministre français, lors d'une dis-

(1) Il en est ainsi en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, en Espagne, en France, en Hongrie et en Italie, c'est-à-dire dans les pays les plus avancés au point de vue commercial et industriel. Par contre, en Autriche, en Grèce, en Hollande, en Roumanie et en Turquie les sociétés par actions indigènes sont encore soumises au régime de l'autorisation préalable.

Quant aux sociétés étrangères par actions, on peut distinguer :

a) Les pays qui soumettent les sociétés étrangères à certaines des conditions particulières imposées aux sociétés nationales ; ces pays sont : l'Angleterre et les Etats-Unis ; b) les pays qui exigent des formalités de publicité et qui sont : la Belgique, l'Espagne et l'Italie ; c) Les pays qui ont constitué un contrôle préventif, l'Autriche, la France, la Grèce, la Hongrie, la Prusse, la Roumanie, la Russie et la Turquie.

cussion devant la Chambre des députés : « ... Ce qu'on demande est impossible ; car si le gouvernement est surveillant vigilant, il devient bientôt un homme d'ingérence tracassière et un tyran des intérêts privés... ; s'il ne surveille pas, alors il est encore plus responsable que jamais... *Les gouvernements ne sont pas faits pour surveiller les intérêts privés. Les intérêts privés doivent se surveiller eux-mêmes et doivent rechercher leurs règles dans les autorités judiciaires et non pas dans l'ingérence du gouvernement.* » Et parlant plus loin de l'autorisation gouvernementale, il continuait : « Autorise-t-il (le gouvernement) ? Savez-vous ce qu'il arrive alors ? L'autorisation est une recommandation implicite. Le gouvernement est censé avoir connu l'opération avec ses détails et ses profits. L'autorisation est convertie en recommandation. Il y a quelques années le gouvernement nous a proposé de supprimer l'autorisation préalable à l'égard des sociétés anonymes. Vous l'avez suivi dans cette voie libérale et vous avez adopté la loi qui supprime l'autorisation. Il reste au gouvernement une autre chose à faire, c'est de proposer la modification de tous les statuts qui provoquent son ingérence et appellent sa surveillance et son examen, car c'est une surveillance impossible et qui entraîne des responsabilités qu'un gouvernement sérieux ne doit pas accepter (1). »

(1) Cf. séance du Corps législatif du 27 mai 1867, *Moniteur universel* du 28 mai 1867, et séance du 26 février 1869, *J. off.* du 27 février 1869.

Les motifs contenus dans cette déclaration peuvent être invoqués avec autant de force pour justifier la suppression de l'autorisation en ce qui concerne les sociétés nationales comme les sociétés étrangères dans l'Empire ottoman. Il faut donc commencer par renoncer tout d'abord à la réglementation restrictive des sociétés par actions ottomanes afin de faciliter la réforme radicale pour les sociétés étrangères.

Cette réforme pour les sociétés étrangères sera alors la substitution du système d'enregistrement à celui d'autorisation qui est prescrit par la loi du 25 mars 1906. Selon le système d'enregistrement, toute société constituée à l'étranger qui voudrait fonder des succursales ou agences dans l'Empire ne pourrait y fonctionner qu'après avoir été enregistrée sur demande par le ministre du commerce. Dans un délai fixé par la loi à dater du dépôt de la demande, le ministre devrait mentionner l'enregistrement au *Journal officiel* ou notifier à la société le refus d'enregistrement.

Ce refus d'enregistrement ne pourrait être motivé que par une infraction, soit aux lois de l'Empire et notamment à la loi sur les sociétés anonymes étrangères, soit à l'usage en vigueur au profit des étrangers. Il y aurait un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat, qui serait tenu de statuer dans un délai déterminé.

Toutes les modifications apportées soit aux statuts, soit au tarif des primes ne seraient applicables dans

l'Empire qu'après l'accomplissement à leur égard des formalités d'enregistrement dans les formes exposées plus haut.

Ce système d'enregistrement est d'ailleurs en harmonie avec les vœux formulés par les missions étrangères dans leur contre-projet en date du 16 décembre 1891 (1).

XX. — Pour que le public puisse juger et apprécier lui-même le degré de garantie de chaque société, il faudrait que cette liberté pour les sociétés, tant ottomanes qu'étrangères, soit combinée avec un système de publicité très large qui permettra aux tiers de connaître les statuts sociaux. Telle était d'ailleurs l'opinion de Jules Simon et d'Emile Ollivier. Ce dernier disait très judicieusement à la Chambre des députés, à la séance du 27 mars 1867, pour appuyer son amendement sur la liberté des sociétés : « A la liberté que j'accorde, je n'impose qu'une condition, la publicité loyale, complète. Sans elle toute liberté serait nuisible et frauduleuse. Les tiers doivent avoir la possibilité de se rendre compte à tout moment de l'état de la société, du régime qu'elle a institué, des garanties qu'elle a stipulées, des chances qu'elle fait courir à ceux qui traitent avec elle. Ainsi, la liberté c'est le droit, la publicité c'est le devoir ou, autrement, la publicité, c'est le frein, le remède, le correctif de la liberté. »

Il s'ensuit qu'une pareille liberté pour les sociétés

(1) V. annexe, II, p. 171.

ottomanes ou étrangères doit être subordonnée à l'obligation pour ces sociétés de publier *in extenso* en Turquie leurs statuts, les modifications apportées à ces statuts et les mandats de leurs représentants. Les sociétés étrangères ne peuvent pas arguer que la publication de leurs statuts a déjà eu lieu dans leur pays d'origine. Une pareille publicité est évidemment insuffisante pour les porter à la connaissance du public ottoman.

Du reste l'agence ou la succursale d'une société étrangère en Turquie forme une « maison au petit pied » douée de ses organes propres et mérite d'être traitée au point de vue de l'obligation de publicité comme formant une entreprise indépendante.

Nous pensons par conséquent que, l'objection des missions étrangères sur la portée peu pratique de la teneur de l'article 7, qui prescrit la publication par les journaux des copies légalisées des statuts d'une société autorisée ou des modifications y apportées et du mandat de son représentant, ne peut pas être soutenue en droit (1).

XXI.— Dans l'état actuel des Capitulations, on ne saurait conjurer le mal dans l'Empire et y empêcher efficacement les abus qu'en admettant le système du centre d'exploitation comme critérium de la nationalité des sociétés. Ainsi toute société constituée en pays étranger, mais ayant en Turquie l'objet principal de ses entreprises de-

(1) V. annexe VI, p. 187 et suiv.

vrait être considérée comme une société nationale et soumise comme telle aux dispositions du Code de commerce ottoman.

Avec le système actuel du siège social, il faudrait au moins que les tribunaux mixtes de commerce ottomans connussent des actions en nullité formées contre les sociétés constituées à l'étranger en fraude de la loi ottomane.

Cette réforme, qui dépend plus de la bonne volonté des missions étrangères que du gouvernement ottoman, a été réalisée en Egypte, et elle doit aussi être reconnue nécessaire dans la Métropole.

La commission formée au ministère de la justice ottoman avait été animée d'un esprit libéral. Son projet de la révision du Code de commerce renferme des innovations heureuses. Les motifs (1) de ce projet relatifs aux sociétés anonymes nationales étaient conçus en ces termes : « En nous conformant au principe d'autonomie de la volonté qui est pratiqué chez nous en matière politique, nous l'avons étendu aussi aux sociétés à l'exemple de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Italie ; nous avons étendu et précisé les règles fondamentales et générales concernant les conditions constitutives des sociétés commerciales et nous avons confié à l'appréciation et à la lumière des tribunaux de commerce la question de savoir si une société commerciale a été légalement fondée et constituée. »

(1) Ils portent la date du 10 novembre 1324/23 novembre 1908.

Quant aux sociétés anonymes étrangères, les réformes admises dans ce projet étaient radicales. Il préconisait comme garantie, le dépôt à la Banque Impériale ottomane par les sociétés étrangères d'un fonds de cautionnement dont le montant serait fixé par les sociétés elles-mêmes et qui serait porté à la connaissance du public par la voie de la presse afin de l'éclairer sur le crédit de chacune de ces sociétés. De plus, le centre d'exploitation serait admis comme critérium de la nationalité pour les sociétés opérant dans l'Empire.

Le Conseil d'Etat qui fut saisi de ce projet avant son dépôt sur le bureau de la Chambre des députés avait reculé devant ces réformes, et il n'avait pas hésité à supprimer d'un trait dans le projet le chapitre relatif aux sociétés, conformément aux vœux du ministre du commerce (1).

Le rejet de ce projet rend actuellement problématique la réglementation des sociétés en général. Et pourtant ce projet donnait à cette question une solution prompte et à peu près satisfaisante. Les sociétés nationales, émancipées des entraves qui actuellement les découragent, auraient pris leur plein essor sans avoir à redouter comme maintenant d'être par trop inférieures dans leur concurrence avec les sociétés étrangères. D'autre part, les sociétés étrangères auraient joui d'une liberté qui eût

(1) Cf. la dépêche du Conseil d'Etat à la Sublime Porte en date du 19 décembre 1910 (n° 40). — V. Dossier diplomatique concernant les sociétés étrangères (*Archives du ministère des affaires étrangères de Turquie*).

été un encouragement, et le pays aurait ressenti assurément les bienfaits de leur activité.

M. Mandelstam, conseiller à l'ambassade de Russie à Constantinople et jurisconsulte bien connu, fait une remarque dont nous reconnaissons l'entière vérité : il observe que les Capitulations ont été la principale des causes qui ont déterminé le gouvernement ottoman, depuis plus d'un demi-siècle, à séculariser l'organisation administrative et judiciaire de l'Empire. Les hommes d'Etat qui ont présidé aux destinées de l'Empire ottoman depuis le Hatti-i-Hamayoun de Gulhané, du 19 février 1856, ont eu conscience que, pour émanciper la Turquie de la tutelle occidentale et l'arracher au régime des Capitulations, le seul moyen était la réalisation de réformes radicales dans le pays. Cette œuvre patriotique est poursuivie de nos jours avec plus d'ardeur, surtout depuis la Constitution du 10/23 juillet 1908, avec le concours précieux d'un éminent juriste, M. le comte Ostorrog, conseiller du ministère de la justice ottoman (1).

Si l'Europe est sincère dans son désir de voir ce pays se relever vite pour recouvrer sa responsabilité d'autrefois et prendre le rang auquel il a droit par sa situation géographique et par ses richesses naturelles, si l'Europe a conscience de ses devoirs envers les pays où la civilisation a subi un temps d'arrêt et où l'expansion économique est moins active, elle doit d'une manière loyale

(1) Cf. Le comte L. Ostorrog, *Pour la réforme de la justice ottomane*.

encourager la Turquie à persévérer dans la voie des réformes. La réglementation des sociétés anonymes étrangères en Turquie est une des questions qui sollicitent le plus la bonne volonté de tous pour obtenir une prompt solution propre à satisfaire tous les intéressés.

Et nous sommes persuadé que, dans la réglementation prochaine, le législateur ottoman et les missions étrangères seront à la hauteur de leur tâche.

CONCLUSION

Nous arrivons ainsi à la fin de notre étude sur la réglementation des sociétés étrangères en Turquie.

Nous avons critiqué objectivement cette réglementation en tenant compte tout d'abord de la situation particulière occupée par la Turquie en droit international, à cause des Capitulations, ensuite du résultat heureux obtenu dans plusieurs pays d'Occident grâce aux réformes libérales qui ont été mises en pratique. Ces réformes seraient pour la plupart assez facilement réalisables en Turquie et auraient le meilleur effet sur l'avenir économique du pays.

Nous nous sommes efforcé, dans tout le cours de notre travail, de ne jamais négliger le point de vue pratique. Nous avons pensé, avec Lord Stanley, que : « Il faut en ces matières tendre principalement à obtenir des résultats pratiques, quand même ils ne seraient pas parfaitement d'accord avec la perfection théorique.... Il faut aller vers ce qui est vraiment praticable plutôt que vers ce qui est désirable en théorie.... (1). »

Nous n'avons nullement la prétention d'avoir épuisé

(1) Dépêche du 15 octobre 1867 adressée au colonel Stanlon, relative aux affaires du Levant et de l'Egypte. V. Féraud-Giraud, *Les justices mixtes dans les pays hors chrétienté*, Paris, 1884.

la question de la réglementation des sociétés étrangères dans l'Empire ottoman. Nous serions heureux si nous avions pu contribuer à mettre en lumière un aspect particulier de la question, nous voulons dire son côté diplomatique.

C'est pourquoi nous avons donné quelque développement à l'exposé de la discussion officielle qui s'est élevée, à propos de la loi de 1906, entre la Sublime-Porte et les missions étrangères. Cette discussion est presque ignorée dans ses détails par le monde juridique en Europe et même en Turquie. Nous avons reproduit dans notre appendice quelques documents entièrement inédits qui pourront être consultés avec fruit par d'autres auteurs désireux de reprendre la question de la réglementation des sociétés étrangères dans l'Empire ottoman.

Nos vœux seraient comblés si les éclaircissements que nous donnons sur certains points pouvaient indirectement, en suscitant de nouvelles études doctrinales, faciliter la tâche du législateur ottoman lors d'une prochaine et complète révision de la loi du 25 mars 1906. La nouvelle réglementation des sociétés étrangères ne pourra être entreprise avec succès que lorsqu'on aura réformé dans un sens libéral la législation relative aux sociétés indigènes : toutes ces réformes devront avoir pour objet de rassurer le crédit public et de multiplier le nombre des sociétés dans l'Empire ottoman.

Pour avoir une entière efficacité, cette réglementation des sociétés étrangères en Turquie devrait être approu-

vée par les missions étrangères, être précédée d'une entente entre ces missions et la Sublime-Porte. Mais une réglementation qui interviendrait dans de telles conditions ne ferait néanmoins pas disparaître tous les conflits de lois dans les relations commerciales entre la Turquie et l'étranger.

Ces conflits existeront toujours entre les lois ottomanes et les lois étrangères tant que n'interviendra pas une entente entre les Etats en vue d'une réglementation uniforme des sociétés.

Cette entente, si difficile qu'elle puisse paraître, n'est pas impossible. En effet, comme le remarque M. Lyon-Caen (1), le droit commercial se rapporte à des matières sur lesquelles l'influence des mœurs, de l'organisation sociale et même de la religion n'est pas dominante. Les lois commerciales ont pour but général de donner satisfaction aux besoins du commerce, de faciliter et de favoriser son développement. Les besoins du commerce, les conditions de son développement sont presque les mêmes partout à une même époque. En cette matière, il semble bien que seuls les préjugés et l'amour-propre des nations puissent mettre obstacle à une entente. L'unification des législations en matière de sociétés peut seule faire cesser des conflits de lois qui entravent le développement du commerce. Nous avons d'ailleurs des précédents tels que

(1) Cf. *Compte rendu du Congrès international de dr. comparé* tenu à Paris en 1900 ; Rapport de M. Lyon-Caen.

la convention internationale de Berne du 14 octobre 1890 sur le transport international des marchandises par chemins de fer, et la convention de la Haye du 23 juillet 1910 pour l'unification des lois sur les lettres de change et les billets à ordre, etc.

L'Association de droit international et l'Institut de droit international se sont déjà occupés de cette question des sociétés étrangères. Le Congrès international des sociétés par actions tenu à Paris en 1900, sous la présidence d'un des maîtres de la science du droit, a recommandé à l'adoption de tous les Etats, certaines règles généralement considérées comme nécessaires pour résoudre les conflits relatifs aux sociétés par actions (1).

(1) *Vingt et unième résolution.* — La nationalité d'une société par actions doit être déterminée par le pays où elle a son principal établissement ou par le pays de son siège social réel fixé par les statuts.

Vingt-deuxième résolution. — Les sociétés par actions constituées conformément aux lois de leur pays d'origine doivent avoir, sans qu'aucune autorisation générale ou spéciale leur soit nécessaire, le droit d'ester en justice dans les autres pays. Elles doivent avoir le droit d'y faire des opérations, d'y établir des agences ou succursales. Les sociétés par actions qui établissent des succursales ou agences dans un pays étranger doivent y remplir les formalités de publicité prescrites par les lois de ce pays.

Vingt-troisième résolution. — Quand, dans un pays, les sociétés anonymes sont soumises à raison de la nature de leurs opérations, à des règles spéciales (autorisation du gouvernement, dépôt d'un cautionnement, etc.), les mêmes règles doivent être appliquées aux sociétés anonymes ayant ces opérations pour objet.

Vingt-quatrième résolution. — L'émission et la négociation d'actions ou d'obligations d'une société étrangère faite en dehors de son pays d'origine, doivent être soumises à la législation du pays où l'émission et la négociation d'actions ou d'obligations ont eu lieu.

Vingt-cinquième résolution. — Les droits qui grèvent les sociétés

Si la Turquie participait à une pareille entente internationale, elle en retirerait en plus certains avantages indirects ; cette entente équivaldrait, de la part des Etats bénéficiaires des Capitulations, à une renonciation partielle aux privilèges résultant de ces Capitulations ; ils accompliraient ainsi un acte de justice en reconnaissance des réformes réalisées dans l'Empire ottoman et un geste encourageant pour des réformes radicales à l'avenir.

étrangères dans un pays doivent être équivalents à ceux imposés dans ce même pays aux sociétés nationales.

Nota. — Les formules des vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-quatrième résolutions proposées par le président du Congrès, M. Lyon-Caen, ont été adoptées à l'unanimité de membres présents dans la septième et dernière séance du Congrès.

APPENDICE

DOCUMENTS.

ANNEXE I

Note verbale identique des missions étrangère à la Sublime Porte.

N° 83. Ambassade de France (1). Péra, le 16 décembre 1891.

L'ambassade de France a reçu la note verbale que la Sublime Porte lui a fait l'honneur de lui adresser le 6 octobre dernier sous le n° 101.585/78, concernant le règlement relatif aux agences des sociétés anonymes établies ou à établir dans l'Empire.

L'ambassade de France regrette de ne pouvoir, ainsi que le demande la Sublime Porte, inviter ses nationaux à se conformer aux prescriptions dudit règlement dans

(1) Angleterre, 23 janvier 1892, n° 7,	avec l'annexe ci-dessous.
Allemagne, 1 ^{er} mars 1892,	—
Autriche-Hongrie, 7 mars 1892, n° 1.187/25,	—
Belgique, 24 février 1892, n° 47,	—
Grèce, 15/27 février 1892, n° 398,	—
Italie, 22 juin 1892, n° 265/9,	—
Russie, 18/30 mars 1892, n° 253,	—

sa forme et teneur actuelles, et elle croit déclarer de nouveau que l'obligation imposée aux sociétés anonymes d'obtenir une autorisation spéciale pour s'établir dans l'Empire serait en contradiction formelle avec le principe de la liberté du commerce garantie par les traités.

Toutefois l'ambassade de France ne saurait méconnaître l'utilité d'une réglementation qui aurait pour objet de régulariser la situation des sociétés anonymes étrangères fonctionnant en Turquie, et elle serait heureuse qu'une entente pût s'établir à ce sujet avec la Sublime Porte.

Après la nouvelle étude qu'elle a faite du règlement du 22 Rebi-ul-ewel 1305 sur les agences et succursales des sociétés anonymes en Turquie, l'ambassade de France estime qu'il pourrait y être apporté certaines modifications qui, tout en sauvegardant les intérêts du public, maintiendraient intact le principe de la liberté du commerce.

L'ambassade de France a l'honneur de soumettre à l'examen de la Sublime Porte les modifications dont il s'agit, et elle espère que le ministère impérial, appréciant l'esprit qui a dicté la proposition qu'elle lui présente, ne se refusera pas à les approuver.

ANNEXE II

Annexe identique à la note verbale précédente des missions étrangères (Contre-projet des missions étrangères).

(Modifications à introduire dans le règlement du 22 Rebi-ul-ewel 1305 sur les agences et les succursales des sociétés anonymes étrangères en Turquie.)

ART. I. — Toute société anonyme constituée à l'étranger qui voudrait fonder des succursales ou nommer des agences dans l'Empire sera tenue de déposer au ministère du commerce soit directement, soit par l'intermédiaire du consulat dont elle relève, une copie légalisée de ses statuts.

ART. II. — La dite société devra également déposer au ministère du commerce un certificat officiel constatant que cette société est dûment autorisée à fonctionner dans le pays où elle a son siège.

ART. III. — Aucune succursale ou agence d'une société anonyme étrangère ne pourra faire d'opérations dans l'Empire sans avoir au préalable rempli les formalités prescrites par les deux articles précédents.

ART. IV. — Les agences et succursales d'une société anonyme devront, après l'accomplissement des formali-

lès prescrites, constituer un fondé de pouvoirs, et élire un domicile légal dans l'Empire pour les affaires judiciaires et autres.

ART. V. — Les agences et succursales des sociétés anonymes étrangères qui ont été depuis longtemps reconnues par le gouvernement impérial, devront se faire inscrire sur le registre *ad hoc* qui sera tenu au ministère du commerce et indiquer également les noms et qualités de leurs fondés de pouvoirs ainsi que leur domicile légal.

ART. VI. — Toute agence ou succursale d'une société anonyme étrangère qui désirerait faire des opérations autres que celles qui sont spécifiées dans les statuts de la société est tenue d'en informer le ministère du commerce dans le délai de trois mois. Il devra en être de même si les statuts de la société venaient à être modifiés. Il reste bien entendu qu'aucune modification de cette nature ne pourra être reconnue dans l'Empire si elle n'a été approuvée par l'autorité compétente du pays où se trouve le siège de cette société.

ART. VII. — Dans le cas où des sociétés anonymes étrangères établiraient en Turquie des agences ou succursales sans avoir au préalable rempli les formalités prescrites par les articles 1^{er} et 2, il sera immédiatement procédé par les voies légales aux mesures voulues pour empêcher les opérations desdites agences ou succursales.

ART. VIII. — Si une société anonyme étrangère refuse d'exécuter un jugement définitif et exécutoire rendu con-

tre elle, défense lui sera faite de continuer ses opérations et le jugement sera exécuté par le consulat dont relève ladite société.

ART. IX. — Toute agence ou succursale des sociétés anonymes étrangères doit, dans le délai de trois mois à dater de la promulgation du présent règlement, remplir les formalités prescrites par les articles 1^{er} et 2. Si elles ne se conforment pas à cette prescription, il lui sera interdit d'entreprendre aucune opération.

ART. X. — Dans le cas où le ministère du commerce constaterait que les opérations faites dans l'Empire par les agences et succursales des sociétés anonymes étrangères ne seraient pas conformes à leurs statuts, il devrait en informer, aux fins de droit, le consulat d'où relèvent lesdites sociétés.

ART. XI. — Le ministère impérial du commerce est chargé de l'exécution du présent règlement.

ANNEXE III

Loi sur les sociétés anonymes et d'assurances étrangères opérant en Turquie.

(29 Mouharrem 1324, 12 mars 1222, 25 mars 1906) (1).

TITRE PREMIER. — *Sociétés anonymes étrangères.*

ART. 1^{er}. — Toute société anonyme formée à l'étranger qui voudrait avoir une succursale ou une agence en Turquie devra, avant de commencer ses opérations, présenter au ministère du commerce une demande indiquant sa raison sociale, le lieu de sa constitution, sa nationalité, le chiffre de son capital et contenant l'engagement de se conformer aux lois ottomanes. En même temps que cette demande elle remettra :

1^o Un certificat de son gouvernement attestant que la société a été fondée conformément aux lois du pays où se trouve son siège et qu'elle fonctionne actuellement.

2^o Un acte de procuration, dûment notarié dans son pays et légalisé par les ambassades, légations et consuls ottomans donnant pleins pouvoirs à un représentant nommé par elle de faire toutes les opérations indiquées dans les statuts et de se présenter pour toutes

(1) V. p. 56, note n° 2.

contestations résultant du fait de ses opérations au nom et pour le compte de la société devant les juridictions de tous degrés soit comme demandeur, soit comme défendeur ou en toute autre qualité. La société établira aussi par des preuves que, dans le pays de son siège, les sociétés anonymes ottomanes jouissent d'un traitement analogue.

ART. 2. — Les sociétés anonymes étrangères qui opèrent déjà dans l'Empire par des succursales et agences qu'elles ont précédemment fondées en Turquie, sont tenues d'accomplir les prescriptions légales énumérées en l'article précédent, dans un délai de trois mois à partir de la date de promulgation de la présente loi.

ART. 3. — Le ministère du commerce délivrera, pour Constantinople dans le délai d'un mois, et pour les provinces dans le délai de deux mois à partir de la date de la remise des documents énumérés en l'article 1^{er}, une déclaration annonçant que la société anonyme étrangère a accompli les formalités prescrites par la présente loi et *qu'elle est autorisée* à conclure dans les localités désignées par son représentant des opérations conformément à ses statuts. Dans cette déclaration seront inscrites les opérations à faire d'après les statuts de la société ainsi que le texte du mandat donné à son agent. Pour toute action en justice ou pour toute réclamation adressée aux autorités locales pour affaires de la société, l'agent est tenu, à peine de nullité de ses démarches, de produire les susdites déclarations en original ou en co-

pie légalisée. La déclaration est délivrée moyennant le paiement d'un droit de 15 livres turques (1).

ART. 4. — Après l'accomplissement des formalités indiquées en l'article 1^{er}, la société qui aura apporté dans ses statuts des modifications légalement approuvées ou qui voudra remplacer son représentant en Turquie par un autre agent, enverra au ministère du commerce une copie légalisée de ses statuts modifiés et le mandat de son nouveau représentant, notarié dans le pays de son siège et légalisé par l'ambassade ou le consulat ottoman.

Les sociétés avertiront également le ministre toutes les fois qu'elles suspendront leurs opérations, se déclareront en état de faillite, modifieront leurs fonds, ou fusionneront avec d'autres sociétés. Le ministère fera publier le fait par les journaux.

ART. 5. — Le ministère remettra dans le délai d'un mois à la société, moyennant un droit d'une livre turque, une déclaration reproduisant le texte soit des modifications apportées à ses statuts, soit du mandat de son nouvel agent, soit sa nouvelle mise, soit enfin son fusionnement avec d'autres sociétés. L'agent ne pourra faire aucun recours en justice ou aucune démarche auprès des autorités locales s'il ne produit cette déclaration.

ART. 6. — L'agent ne pourra se prévaloir, tant que les prescriptions de l'article 4 n'auront pas été accomplies,

(1) V. p. 68 en note n° 1.

vis-à-vis des personnes qui ont conclu avec lui ou des tiers, ni des modifications des statuts, ni des autres changements indiqués dans le même article. L'ancien agent continuera à être reconnu comme mandataire et les conventions conclues par lui au nom de la société seront valables et exécutoires.

ART. 7. — Les représentants des sociétés anonymes étrangères sont tenus d'afficher dans un endroit apparent de leurs agences et succursales et de publier par les journaux les copies légalisées, à Constantinople par le ministre du commerce, et dans les provinces par les autorités locales, des statuts de la société, des modifications y apportées et de leurs mandats.

ART. 8. — Le ministère du commerce délivrera à toute personne qui lui en fera la demande, un exemplaire légalisé des pièces indiquées dans les articles 1^{er} et 4 de la présente loi moyennant un droit de 20 piastres par exemplaire.

ART. 9. — La localité où sera ouverte, conformément aux prescriptions de la présente loi, une agence ou une succursale par une société anonyme étrangère, sera le domicile légal de celle-ci.

Dans toutes leurs contestations avec les sujets ottomans, les sociétés étrangères sont justiciables des tribunaux ottomans.

ART. 10. — Les agences et les succursales auront la nationalité des sociétés dont elles dépendent. Dans les

actions en justice, il ne sera fait aucun cas de la nationalité de l'agent.

ART. 11. — Les sociétés étrangères dont, faute d'accomplissement par elles des prescriptions des articles 1^{er} et 4, les agences et succursales ne seront pas reconnues, assumeront comme partie adverse toute la responsabilité des opérations faites en Turquie. Seront également tenus personnellement responsables tous ceux qui auront en n'importe quelle qualité conclu une opération au nom et pour le compte des mêmes sociétés.

ART. 12. — Dans un des cas suivants *l'autorisation accordée* à une société anonyme étrangère sera annulée et ses agences ou succursales ou ses représentants seront frappés d'interdiction avec publication dans les journaux :

1^o Si cette société ne se conforme pas à la présente loi.

2^o Si elle a cessé d'exister dans le pays de son siège ou si elle a perdu le droit d'employer son capital.

3^o Si le jugement rendu contre elle reste inexécuté par suite de l'absence de son capital.

4^o Si la partie de son capital destinée à être employée en Turquie est réduite pour une raison quelconque de moitié.

ART. 13. — Le ministre du commerce à Constantinople, et les gouverneurs généraux en province, feront connaître au public, par la voie de la presse locale, les mesures qui seront exercées, d'après l'article précédent, contre les sociétés et leurs agences et succursales.

Le fait sera également publié, le cas échéant, dans les localités où se trouve le siège de ces sociétés.

ART. 14. — Les sociétés anonymes étrangères seront soumises aux lois et règlements de l'Empire ottoman.

ART. 15. — Il est interdit aux sociétés anonymes étrangères ne se conformant pas aux prescriptions de la présente loi de publier ou d'afficher leurs annonces et sans préjudice des autres mesures énoncées en l'article 12.

TITRE II. — *Sociétés d'assurances étrangères.*

ART. 16. — Les sociétés d'assurances étrangères opérant en Turquie, tout en se conformant aux prescriptions du titre I^{er}, seront soumises aux conditions indiquées dans les articles suivants :

ART. 17. — Le ministère du commerce a le droit de contrôler les opérations générales de la société. Dans ce but il y aura une administration des assurances dans ce département.

Les sociétés paieront au ministère, à titre de droit de contrôle, annuellement 10 livres turques.

ART. 18. — Les sociétés sont tenues de remettre au ministère, indépendamment des pièces énumérées au titre I^{er}, leurs polices libellées en turc et en français ainsi qu'un état indiquant les risques qu'elles assureront.

ART. 19. — Les sociétés déposeront, pour servir de garantie à l'exécution des jugements rendus contre elles par les tribunaux ottomans, un cautionnement de 15.000

à 50.000 livres pour chaque branche d'assurance qu'elles entreprendront : incendie, vie, etc. Le chiffre de ce cautionnement, qui ne dépassera pas 50.000 livres, sera fixé suivant l'importance des opérations par le ministère.

ART. 20. — Le susdit cautionnement sera déposé en espèces ou en fonds d'Etat ottomans cotés à la Bourse de Constantinople à la Banque Impériale ottomane qui délivrera un acte de garantie d'après le modèle arrêté par le ministère. La société complétera dans le délai d'un mois au plus tard le cautionnement toutes les fois qu'il sera diminué par le fait de l'exécution d'un jugement ou par la baisse des fonds jusqu'à concurrence du quart de leur valeur. Le cautionnement ne sera restitué que lorsque la société cessera ses opérations en Turquie et après que le ministère aura constaté qu'elle a rempli tous ses engagements et liquidé entièrement ses opérations y relatives.

ART. 21. — Les sociétés distrairont au moins 20 0/0 de leurs recettes nettes annuelles effectuées en Turquie pour servir de fonds de réserve.

ART. 22. — Les sociétés présenteront au ministère, d'après les modèles qui leur seront délivrés, des états synoptiques annuels indiquant leurs opérations à Constantinople et en province, c'est-à-dire le chiffre des assurances contractées contre l'incendie et les risques de mer, le chiffre des avaries, celui des assurances reportées à l'année suivante et le montant des assurances expi-rées sans risques. Pour ce qui est de l'assurance sur la

vie, les états indiquant les indemnités à payer en cas de décès et de survie, les pensions, les primes reçues annuellement ou en une seule fois, les fonds de réserve y relatifs, le chiffre des pertes et la série à laquelle elles appartiennent.

ART. 23. — Les sociétés sont tenues de payer les indemnités dans l'Empire dans les lieux de leurs agences et succursales.

ART. 24. — Les sociétés auront elles-mêmes soin du service des primes, intérêt et coupons de leurs valeurs, elles toucheront le montant des coupons échus. Le droit de dépôt est à la charge des sociétés.

ART. 25. — Les sociétés d'assurances feront connaître sans retard au ministère du commerce et des travaux publics, indépendamment des pièces relatives à la modification des statuts et autres conformément à l'article 4, les modifications concernant le livre des polices et le livre du classement des risques.

ART. 26. — Pour les personnes chargées de diriger les agences et succursales ouvertes par les sociétés, il sera exigé une déclaration des ambassades et légations ou de la police ou de la municipalité de leur lieu de demeure, suivant qu'elles seront de nationalité étrangère ou ottomane, certifiant leur état civil et établissant qu'elles n'ont jamais fait faillite, n'ont commis aucun abus de confiance, n'ont aucun casier judiciaire ni aucun mauvais antécédent.

ART. 27. — Les sociétés d'assurances qui, aux termes

de la présente loi, ne sont pas autorisées en Turquie ne seront plus, trois mois après la publication de cette loi, recevables dans leurs actions contre les sujets ottomans du fait des opérations conclues avec eux.

L'action publique ou personnelle est recevable contre toute personne qui, par son intervention ou sa signature, aura trompé un assuré et aura participé à la conclusion du contrat d'assurance.

ART. 28. — Le libellé des polices ne sera pas contraire aux lois ottomanes, aux mœurs et intérêts publics. La publication et l'affichage des annonces ne réunissant pas ces conditions seront interdits.

ART. 29. — Les agents voyageant en Turquie pour opérer les assurances devront produire à toute réquisition, outre leur tezkéré de route ou passeport intérieur, une déclaration particulière certifiée, pour Constantinople et les districts dépendant de la préfecture de la ville, par le ministère de la police, et pour les provinces, par le plus haut fonctionnaire des autorités locales, indiquant qu'ils sont autorisés à opérer au nom des sociétés qu'ils représentent. Ces agents voyageurs devront être de nationalité ottomane et connaître la langue turque.

ART. 30. — Il est interdit aux sociétés d'intervenir avec leur personnel et leurs moyens particuliers à l'extinction d'un incendie.

ART. 31. — Les directeurs des sociétés d'assurances sont tenus de faciliter l'enquête légale de la police au cours et après l'extinction de l'incendie et de fournir tous les renseignements qui leur seront demandés.

ART. 32. — Les directeurs des sociétés prêteront également leur concours aux municipalités et à la police, dans leurs enquêtes au sujet des individus qui, d'après les renseignements pris, auraient assuré leurs meubles à des prix au-dessus de leur valeur réelle ou qui auraient employé d'autres moyens frauduleux pour profiter de l'assurance.

ART. 33. — La société n'aura aucun droit de réclamation si le gouvernement local fait abattre un immeuble assuré pour faciliter l'extinction ou empêcher l'extension de l'incendie, et cela dans l'intérêt général.

Dans ce cas, la société payera l'indemnité convenue.

ART. 34. — Les sociétés d'assurances mutuelles connues sous le nom de tontines et constituées pour se prêter assistance mutuelle, n'étant pas régulièrement formées comme les sociétés anonymes, leur capital étant inconnu et leurs actions irrégulières, ne peuvent être considérées comme rentrant dans la catégorie des sociétés commerciales indiquées plus haut. Ces sociétés ne pourront fonctionner dans l'Empire qu'après une enquête opérée par le ministère du commerce au sujet de leur crédit, de leur honorabilité et du degré d'utilité pour le public de leurs opérations et sur autorisation délivrée par le même département sous diverses réserves. Toutefois le gouvernement impérial a la faculté de modifier les statuts de ces sociétés, de retirer à tout instant son autorisation délivrée, s'il voit un inconvénient à laisser continuer leurs opérations.

ART. 35. — La loi publiée le 12 Rebi-ul-ewel 1305 (15 novembre 1303/27 novembre 1887), sur les agents des sociétés anonymes étrangères est abrogée. La présente loi entrera en vigueur dans un délai de trente jours à partir de la date de sa promulgation.

ART. 36. — Le ministère du commerce et des travaux publics et le ministère de la justice et de l'intérieur sont chargés de l'exécution de cette loi.

Le 29 Mouharrem 1324 (12 mars 1322/25 mars 1906).

ANNEXE IV

Note verbale identique des missions étrangères à la Sublime Porte.

N° 73. Ambassade de France (1). Péra, le 18 mai 1906.

Les journaux de la capitale (Constantinople) viennent de publier le texte et la traduction d'une nouvelle loi sur les sociétés anonymes étrangères opérant dans l'Empire ottoman.

Cette nouvelle réglementation qui concerne les intérêts étrangers, n'ayant pas reçu l'adhésion des missions diplomatiques, l'ambassade de France croit devoir déclarer, dès aujourd'hui, à la Sublime-Porte qu'elle ne saurait en aucune façon admettre l'application à ses ressortissants de la loi dont il s'agit.

- (1) Angleterre, le 18 mai 1906, n° 45.
- Allemagne, le 21 mai 1906, n° 1464.
- Autriche, le 19 mai 1906, n° 929/44.
- Belgique, le 19 novembre 1906, n° 292/21.
- Etats-Unis, le 19 mai 1906, n° 716.
- Grèce, le 19 mai 1906, n° 982.
- Italie, le 18 mai 1906, n° 975/43.
- Pays-Bas, le 19 mai 1906, n° 437.
- Perse, le 19 mai 1906, n° 117.
- Russie, le 4/17 mai 1906, n° 380.

ANNEXE V

Note verbale circulaire de la Sublime Porte aux missions étrangères (1).

N° 71.680/31. Sublime Porte, le 12 février 1908.

Ainsi que l'ambassade (la légation) de... le sait, les traités anciennement conclus entre la Sublime Porte et les puissances étrangères ne contiennent aucune clause spéciale pour les sociétés anonymes qui, constituant des personnes morales avec des capacités et des pouvoirs plus ou moins étendus, ont été l'objet de réglementations spéciales dans chaque pays et de conventions particulières.

En ce qui concerne le gouvernement impérial, la loi qu'il a promulguée récemment au sujet du fonctionnement en Turquie de ces sociétés anonymes étrangères, et en particulier des Compagnies d'assurances, n'ayant pas paru suffisante à quelques missions étrangères, le ministère impérial serait heureux de connaître les points qui mériteraient d'être amendés dans la loi dont il s'agit.

(1) Cette note circulaire de la Sublime Porte a été envoyée aux ambassades d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis, de France, de Grèce, d'Italie, des Pays-Bas, de Russie et de Suède.

ANNEXE VI

Note verbale identique des missions étrangères à la Sublime Porte.

N^o 14. *Ambassade britannique* (1). *Péra*, le 1^{er} mars 1910.

L'ambassade de Sa Majesté britannique a l'honneur d'accuser réception des diverses notes verbales circulaires par lesquelles la Sublime Porte prie les missions diplomatiques de lui faire connaître les amendements qu'il y aurait lieu d'apporter à la loi sur les sociétés anonymes opérant en Turquie, promulguée le 12 mars 1322 (le 25 mars 1906).

Si elle a différé jusqu'à ce jour de se conformer au désir exprimé par la Sublime Porte, c'est parce qu'ayant appris qu'un nouveau Code de commerce était en préparation au ministère de la justice, elle aurait voulu en connaître

(1) Allemagne, le 4 mars 1910, n^o 618.

Autriche-Hongrie, le 27 mars 1910, n^o 465/46.

Belgique, le 8 mars 1910, n^o 145/18.

Espagne, le 5 mars 1910, n^o 11.

Etats-Unis, le 7 mars 1910, n^o 55.

France, le 7 mars 1910, n^o 17.

Grèce, le 5/18 mars 1910, n^o 359.

Italie, le 7 mars 1910, n^o 402/18.

Pays-Bas, le 5 mars 1910, n^o 324.

Russie, le 1/14 mars 1910, n^o 253.

Suède, le 5 mars 1910.

ainsi que les modifications qu'il apporterait à la loi en question. Le ministère impérial des affaires étrangères ayant réitéré sa demande par sa note circulaire du 12 janvier dernier, l'ambassade de Sa Majesté, sans attendre plus longtemps la communication d'un nouveau projet de loi, a l'honneur de faire connaître à la Sublime Porte les observations que lui a suggérées l'étude de la loi de 1322 sur les sociétés anonymes.

L'ambassade de Sa Majesté tient avant tout à déclarer qu'elle s'opposera à l'application de toute disposition de la loi *qui tendrait à restreindre le droit absolu* garanti aux sujets britanniques par les traités, de se livrer librement au commerce dans les limites de l'Empire ottoman.

C'est dans cet ordre d'idées qu'elle doit émettre l'avis que le principe qui a guidé le législateur lors de la promulgation de la susdite loi, principe qui tend à soumettre toutes les sociétés anonymes étrangères, sans distinction aucune, au même traitement légal, ne saurait être admis. Tout en reconnaissant l'utilité d'une certaine surveillance de l'Etat sur les sociétés anonymes étrangères se livrant en Turquie à des opérations financières de banque, de crédit et d'assurance, elle doit nier la nécessité d'une telle surveillance tant que les opérations des sociétés en question ne visent que l'exercice du commerce et de la navigation.

Quant aux conditions dans lesquelles devra s'effectuer cette surveillance, l'article 1^{er} de la loi porte que « toute

société anonyme formée à l'étranger devra, avant de commencer ses opérations en Turquie, présenter une demande au ministère du commerce ».

L'ambassade de Sa Majesté est d'avis qu'une simple déclaration contenant des indications essentielles pourrait suffire ; elle devra être transmise au ministère du commerce par les soins de l'autorité consulaire dont relève la société intéressée.

En ce qui regarde l'article 7 de la loi, l'ambassade de Sa Majesté désire faire remarquer à la Sublime Porte que la publication par les journaux des statuts d'une société qui souvent sont très volumineux n'est pas pratique et devrait être supprimée.

C'est également en vertu du principe affirmé ci-dessus que l'ambassade se voit dans l'obligation de s'élever contre la disposition du paragraphe 4 de l'article 12 ainsi que contre celles des articles 17 et 18 de la loi qui confèrent au ministère du commerce le droit de contrôler les opérations générales des sociétés étrangères

L'ambassade de Sa Majesté croit devoir, d'autre part, formuler ses réserves les plus expresses au sujet des articles 19, 20, 21, 22, 25, 26, 28, 29, 30 et 34, qui exigent des sociétés d'assurances étrangères le dépôt à la Banque impériale ottomane d'un cautionnement considérable, la création d'un fonds de réserve et apportent de graves restrictions à la liberté d'action des dites sociétés.

L'article 33 stipule que les sociétés d'assurances n'au-

ront aucun droit de réclamation si le gouvernement local fait abattre un immeuble assuré pour faciliter l'extinction de l'incendie. Dans ce cas la société paiera l'indemnité convenue.

L'ambassade de Sa Majesté ne conteste pas en principe la thèse énoncée par le premier paragraphe de cet article, mais elle estime qu'il conviendrait de faire concilier le deuxième paragraphe avec la règle universellement admise de la liberté des convent.

Il y aurait lieu enfin de stipuler d'une façon précise que les sociétés anonymes d'assurances étrangères seront justiciables des tribunaux mixtes de commerce et que les sociétés constituées à l'étranger et qui ne seraient pas représentées en Turquie, auront le droit d'ester en justice.

Telles sont les principales observations que l'ambassade de Sa Majesté a l'honneur de soumettre à la haute appréciation de la Sublime Porte. Elles ne visent, comme elle pourra s'en convaincre, que les dispositions de la loi qui sont en contradiction avec les droits et les privilèges conférés aux sujets britanniques par les traités en vigueur. L'ambassade de Sa Majesté britannique saisit cette occasion pour rappeler à la bienveillante attention de la Sublime Porte sa note verbale du 27 novembre 1906, par laquelle elle proteste formellement contre les dispositions de la loi sur les assurances annexée au Code de commerce et promulguée en date du 12 mars 1322.

ANNEXE VII

Dépêche du ministre des affaires étrangères à l'ambassade impériale ottomane à Londres.

N° 2039/94. Sublime Porte, le 17 mai 1910.

Le ministère impérial a reçu la dépêche que Votre Altesse a bien voulu m'adresser le 25 avril 1910 sub n° 5671/202 relativement à la loi ottomane sur les sociétés anonymes étrangères, et a examiné avec grand intérêt l'annexe qui contient des renseignements fort circonstanciés et intéressants au sujet de la législation britannique sur la même matière, et je ne manquerai pas de la transmettre au département compétent à l'effet de l'étudier avec toute l'attention qu'elle mérite.

Cependant la note verbale identique des ambassades relative à cette question présentant des objections sur nombre d'articles de la susdite loi, et un certain nombre me paraissent ne pas tenir suffisamment compte des intérêts du public ottoman, je désirerais connaître quelles sont les mesures préventives qui sont prises en Angleterre dans les occurrences analogues, et dans ce but j'ai l'honneur de préciser ci-dessous les points méritant d'attirer l'attention.

1° Les sociétés anonymes étrangères qui fondent des

succursales en Turquie contiennent parfois dans leurs statuts des dispositions qu'il est intéressant pour les clients en Turquie de connaître avec précision. Souvent, en l'ignorance de ces statuts, des Ottomans ont été lésés dans leurs droits, et, pour parer à cet inconvénient, l'article 7 de la loi a imposé l'obligation de publier lesdits statuts dans les journaux. Les ambassades proposent la suppression de cette obligation sous prétexte que ce serait là une mesure peu pratique. Je désirerais donc savoir si, dans le Royaume-Uni, les sociétés anonymes étrangères, outre le dépôt des statuts à l'administration de l'enregistrement, sont tenues de les publier ou si le public a le droit d'en prendre connaissance au lieu du dépôt, ou bien s'il y a un autre mode qui les mette à la portée du public.

2^o Il s'est trouvé que parfois des succursales opérant en Turquie ont absorbé une grande partie de leur capital. La maison principale se trouvait bien à l'étranger, mais simplement en vue de pouvoir se constituer et opérer dans l'Empire avec la protection étrangère, le principal centre d'opération était notre pays, et l'objet des affaires sociales, la spéculation. C'est ainsi qu'à certains moments les succursales de sociétés anglaises se sont constituées dans la capitale, sous les auspices privées du directeur général d'un établissement financier d'ici. Naturellement ces sociétés ont fait de mauvaises affaires, elles ont fonctionné jusqu'au moment où leur situation obérée ne pouvait être plus dissimulée du public, et

celui-ci a perdu sur leurs actions des sommes importantes. Pour obvier à de telles éventualités, l'article 12 prescrit sub n° 12 que *l'autorisation accordée à une société étrangère sera annulée* et ses succursales ou représentants seront frappés d'interdiction si la partie du capital destinée à être employée en Turquie est réduite pour une raison quelconque de moitié.

Les ambassades s'élèvent contre cette disposition qui conférerait au gouvernement impérial le droit de contrôler les opérations générales des sociétés étrangères. Il convient de savoir s'il existe dans la législation britannique une disposition quelconque propre à obvier à l'inconvénient signalé relatif au capital social existant en Angleterre.

3° Le gouvernement impérial a eu beaucoup à se plaindre des sociétés d'assurances étrangères. Bon nombre d'entre elles ont ouvert des succursales en Turquie, ont contracté des assurances, encaissé des primes et, à un sinistre important, elles ont supprimé leurs agences et laissé sans remboursement les assurés ; ou bien elles ont refusé de payer, et les sentences rendues sont restées à l'état de lettre morte faute de fonds déposés en Turquie. Elles ont aussi rédigé des polices en des termes ambigus propres à surprendre la confiance du public qui s'en est senti en cas de sinistre. Il s'est trouvé aussi des agents peu scrupuleux qui ont consenti à payer par collusion des sinistres d'un caractère douteux, étant

laissés sans dédommagement d'autres dus manifestement à des cas fortuits.

Pour obvier à tous ces agissements la loi a créé une administration des assurances étrangères en vue de veiller sur ce point (art. 17), de prendre connaissance des polices délivrées par elles, de recevoir un état indiquant les risques qu'elles assurent (art. 18); elle a imposé l'obligation de déposer un cautionnement de 50.000 livre turques au maximum à la Banque impériale ottomane et de le compléter, si des jugements viennent à être exécutés sur ledit cautionnement (art. 19 et 20), de constituer des fonds de réserve par prélèvement sur les recettes nettes (art. 24).

Les ambassades ont fait contre les dispositions sus-exposées des réserves formelles. Il convient donc de savoir si la législation britannique a prévu de tels cas et quels moyens préventifs elle a adoptés, c'est-à-dire si une autorité quelconque a le droit d'examiner les polices et de les rectifier, si elle les trouve trop onéreuses pour le public, si les sociétés d'assurances étrangères sont tenues d'effectuer le dépôt de quelque cautionnement ou de se constituer des réserves en Angleterre, ou, en cas de négative, s'il y a un autre mode choisi pour garantir le public britannique contre l'onéreuse éventualité en cas d'exécution d'un jugement rendu contre la société de se trouver simplement en présence d'un mobilier restreint de bureau et d'une caisse vide.

4° Souvent dans les quartiers en bois des villes de Tur-

quie, un moyen efficace consiste à abattre un certain nombre de maisons afin d'arrêter le progrès de l'incendie. Comme c'est là un dommage provenant à l'occasion de ce dernier, il va sans dire que la société d'assurances est tenue d'indemniser.

Mais, d'autre part, il n'est pas juste que ladite société fasse, par clause spéciale, peser ce risque sur l'assuré. Dans ce but la loi a, dans son article 33, précisé que c'est sur elle que retombe le dommage ainsi causé.

Les ambassades ont préconisé à ce sujet la liberté des conventions, ce qui signifie que les sociétés en question pourront se décharger de l'obligation d'indemniser en pareille éventualité.

5° Il est vrai que le cas se produira difficilement en Angleterre où la plupart des agglomérations sont en pierre. Cependant il existe des colonies où les villes sont comparables aux nôtres au point de vue de leur construction. Le gouvernement anglais colonial reste-t-il indifférent à ce sujet et laisse-t-il les sociétés libres de libeller leurs polices comme elles l'entendent, ou bien a-t-il édicté quelques dispositions dans l'intérêt des assurés.

Je prie Votre Altesse de soumettre les questions qui précèdent à l'éminent conseiller commercial et financier de l'ambassade impériale et de consulter aussi simultanément un juriste qui saura également fournir des renseignements utiles et profitables.

ANNEXE VIII

Note verbale identique des missions étrangères à la Sublime Porte.

Légation de Belgique (1).

N° 302/26, Constantinople, 16 mai 1911.

Il résulte des rapports consulaires que le tribunal du Tidjaret de Smyrne, dans sa séance du 20 mars dernier, a rendu un jugement basé sur un règlement non reconnu par les missions étrangères et de nature par là même à inspirer de grandes inquiétudes pour la liberté du commerce.

Statuant sur la recevabilité de la demande d'une société belge d'Anvers, à charge d'un sujet ottoman, ledit tribunal l'a rejetée en refusant de reconnaître la validité de la transaction passée entre les parties par le motif que les demandes n'avaient pas obtenu l'autorisation spéciale

(1) Angleterre, le 8 mai 1911, n° 54.

Allemagne, le 9 mai 1911, n° 103.

Autriche-Hongrie, le 10 juin 1911, n° 1118/46.

Espagne, le 8 mai 1911, n° 19.

France, le 18 mai 1911, n° 50.

Italie, le 9 mai 1911, n° 1949/73.

Pays-Bas, le 8 mai 1911, n° 924.

Russie, le 20 avril 1911/11 mai 1911, n° 487.

Suède, le 15 mai 1911.

prévue par le règlement du 22 Rébi-ul-ewel 1324 (12 mars 1322/25 mars 1906) pour pouvoir établir une agence en Turquie.

Indépendamment du fait que ce règlement n'a pas été accepté par les missions diplomatiques étrangères, le tribunal précité l'a interprété d'une façon qui en étend singulièrement la portée.

Il l'applique, en effet, non aux sociétés étrangères qui ont établi en Turquie des agences et succursales sans l'autorisation en question, mais encore aux sociétés d'exportation qui, n'ayant ni agences, ni succursales à Smyrne, se bornent à accepter les commandes des importateurs de ce pays par l'intermédiaire de *simples représentants ou agents-commissionnaires*. Or, c'est ainsi que se pratique presque tout le commerce d'importation, non seulement à Smyrne, mais encore sur tous les autres marchés de l'Empire. Les commandes sont établies par des bulletins ou *doubles de commission* signés par l'acheteur et par le représentant du vendeur, que vulgairement on appelle *agent*.

Il semble inutile de faire ressortir davantage le danger que constitue la décision du tribunal pour les exportateurs étrangers et pour les sociétés étrangères ayant des agences ou des représentants en Turquie et qui ne peuvent plus compter sur le respect de leurs transactions.

La question étant d'un intérêt général, la légation du roi attire l'attention de la Sublime Porte sur le jugement du tribunal de Smyrne ainsi que sur les responsabilités

qu'une procédure pareille est susceptible d'entraîner, et a l'honneur de prier le ministère impérial de vouloir bien prendre d'urgence telles mesures qu'il jugera utiles, afin que les autorités judiciaires de l'Empire s'abstiennent d'appliquer aux sociétés étrangères un règlement non reconnu par les puissances.

ANNEXE IX

Réponse à la note précédente.

Note verbale circulaire adressée par le ministre des affaires étrangères ottoman, aux missions étrangères (1) (sauf à la Belgique, à la Bulgarie, à la Grèce, au Monténégro, à la Perse, à la Roumanie et à la Serbie).

N° 7522/52, Sublime Porte, le 5 juin 1911.

A la suite d'une décision du tribunal de commerce de Smyrne dans une affaire entre un sujet ottoman et le représentant d'une société belge, l'ambassade (la légation) de... avait bien voulu adresser au ministère des affaires étrangères une note verbale en date de..., sub n°...

Tout en faisant observer qu'il ne pourrait donner d'explications sur le fond de cette question intéressant une tierce puissance, le ministre s'empresse de reconnaître avec l'ambassade (la légation) de... le grand préjudice, que peut causer aux transactions et à l'intérêt général la

(1) Note verbale pour les ambassades d'Angleterre, le 8 mai 1911, n° 54 ; d'Allemagne, le 9 mai 1911, n° 1003 ; d'Autriche-Hongrie, le 10 mai 1911, n° 1118/46 ; de France, le 18 mai 1911, n° 50 ; d'Italie, le 9 mai 1911, n° 1949/73 ; de Russie, le 11 mai 1911, n° 487 ; et pour les légations d'Espagne, le 9 mai 1911, n° 924, et de Suède, le 15 mai 1911.

situation que se sont créée les sociétés anonymes étrangères en refusant de se soumettre à la loi du 12 mars 1322 (25 mars 1906).

En l'absence de toute disposition législative permettant aux sociétés anonymes d'avoir une existence légale en Turquie, le gouvernement impérial avait depuis longtemps cherché à s'entendre avec les puissances étrangères en vue d'assurer l'application du règlement qu'il projetait de leur appliquer, aussi bien pour fixer les droits desdites sociétés que pour sauvegarder les intérêts du public ottoman.

Cette entente n'a pas été établie ainsi que l'ambassade (la légation) ne l'ignore, et la loi du 12 mars 1322 a rencontré toutes sortes de difficultés dans son acceptation, cependant le ministère impérial persévérant dans son attitude conciliante, est revenu à la charge auprès des missions et a consenti à faire examiner en commun les observations ultérieurement avancées par elles.

Il ne dépend donc plus que de l'ambassade (légation) de... de hâter la fin de toutes ces difficultés en donnant à qui de droit l'ordre de terminer cet examen le plus tôt possible.

ANNEXE X

Note verbale du ministre des affaires étrangères ottoman à la légation de Belgique.

N° 8022/7, Sublime-Porte, le 5 juillet 1911.

Le ministre des affaires étrangères a reçu avec son annexe la note verbale que la légation de S. M. le roi des Belges a bien voulu lui adresser le 31 mars sub n° 205/15, relativement à un jugement rendu par le tribunal mixte de commerce de Smyrne contre Abbazzoglou fils, représentant en cette ville de la société belge pour l'importation des sucres d'Anvers.

En réponse, le ministre impérial croit devoir faire observer à la légation de Belgique qu'en raison du principe de l'indépendance absolue des tribunaux, il ne peut entrer en discussion au sujet d'un procès examiné par le tribunal. Il ne peut non plus intervenir pour le faire reviser sans aller à l'encontre des dispositions de la loi.

D'ailleurs, si la société en question se croit lésée par le jugement rendu dans cette affaire, elle est libre de recourir aux voies légales pour faire valoir ses objections. D'autre part, il ressort des faits exposés dans la note verbale de la légation royale que le drogman du consulat de Belgique à Smyrne a dépassé ses attributions.

tions en intervenant dans la décision des juges. Néanmoins, par déférence pour la légation de S. M. le roi, le ministre a demandé au département impérial de la justice de le renseigner sur cette affaire.

Pour ce qui est du conflit soulevé au sujet de la formation de la société en question, il est malheureusement dû au retard apporté par les missions étrangères à donner leur adhésion à la loi sur les sociétés anonymes malgré que le gouvernement impérial y eût apporté, à la suite des objections soulevées par les missions étrangères, des modifications conformes à leurs desiderata.

ANNEXE XI

Formule de déclaration de réciprocité requise par l'article 1^{er} de la loi du 25 mars 1906 (1).

La présente déclaration est délivrée en vue de certifier que les sociétés anonymes constituées en Turquie et qui établissent des succursales dans les pays du gouvernement de..... sont autorisées à faire des opérations de commerce conformément aux lois locales du pays.

Consulat général de.....

(le sceau)

Constantinople le.....

(Signature du consul général).

(1) La communication de cette formule m'a été faite par mon oncle S. E. Aristide Pacha, sénateur et ancien ministre des forêts, des mines, de l'agriculture et du commerce : je lui en adresse ici mes remerciements.

Vu :

Le Président de la Thèse,
CH. LÉON-CAEN.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	Pages IX
-------------------------	-------------

INTRODUCTION. — Importance de la matière de la réglementation des sociétés étrangères dans l'Empire ottoman. Plan de l'ouvrage	I
--	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Des Capitulations. Leur historique. Les Capitulations et l'usage. Les procès relatifs aux étrangers. L'interprétation du mot « sujet » et celle de la clause de la nation la plus favorisée, insérés dans les traités	7
---	---

CHAPITRE II. — Nationalité des sociétés étrangères dans l'Empire ottoman	21
--	----

Section I. — Des différents systèmes en matière de nationalité des sociétés étrangères. Systèmes de MM. Thaller et Lyon-Caen et Renault. Notre opinion. La jurisprudence et les législations étrangères	22
---	----

Section II. — La nationalité des sociétés étrangères en Turquie. Les abus des Capitulations. La pratique pour les sociétés de personnes et pour les sociétés de capitaux. Les abus. La nécessité d'accepter le système du centre d'exploitation comme critérium de la nationalité des sociétés dans l'Empire ottoman.	37
---	----

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Historique de la réglementation des sociétés étrangères en Turquie. La polémique entre la Sublime-Porte et les Missions étrangères.	55
---	----

CHAPITRE II. — Condition légale des sociétés étrangères autorisées en Turquie	65
<i>Section I.</i> — Législation actuelle, Analyse de la loi du 29 Mouharrem 1324 c'est-à-dire du 12 mars 1322/25 mars 1906	65
<i>Section II.</i> — Diverses questions relatives aux sociétés étrangères autorisées dans l'Empire ottoman.	75
<i>Section III.</i> — Emission et négociation des valeurs étrangères. Dispositions fiscales auxquelles elles sont soumises, . . .	98
CHAPITRE III. — Condition légale en Turquie des sociétés étrangères non autorisées à y exercer leurs droits.	103
<i>Section I.</i> — Généralités. L'extranéité des personnes morales et particulièrement des sociétés commerciales. Théorie de MM. Leclerc et Weiss, et de MM. Lainé, Pillet, Lyon-Caen, Renault et Saleilles. Les résolutions du Congrès de droit international tenu à Paris et de l'Institut de droit international tenu à Hambourg, et celles du Congrès international des sociétés par actions tenu à Paris en 1900.	103
<i>Section II.</i> — Condition légale des sociétés étrangères non autorisées dans l'Empire ottoman Condition légale des sociétés étrangères n'ayant en Turquie ni agences ni succursales et y opérant par l'intermédiaire de simples représentants ou agents-commissionnaires ; des sociétés anonymes étrangères non autorisées mais ayant en Turquie des agences ou succursales et y faisant des opérations.	111

TROISIÈME PARTIE

Vices de la législation actuelle sur les sociétés anonymes étrangères. Réformes à y apporter.	119
CHAPITRE PREMIER. — Critique de la loi du 25 mars 1906, ainsi que des objections faites par les missions étrangères à cette loi	123
CHAPITRE II. — Les réformes à apporter à la législation actuelle sur les sociétés étrangères en Turquie.	142

CONCLUSION	163
APPENDICE. — <i>Documents</i>	169
ANNEXE I. — Note verbale identique des missions étrangères à la Sublime-Porte en date du 16 décembre 1891 (France)	169
ANNEXE II. — Annexe à la note verbale précédente. Contre-projet des missions étrangères.	171
ANNEXE III. — Texte de la loi du 29 Mouharrem 1324 (12 mars 1322/25 mars 1906) sur les sociétés anonymes et d'assurances étrangères opérant en Turquie.	174
ANNEXE IV. — Note verbale identique des missions étrangères à la Sublime-Porte en date du 18 mai 1906 (France).	185
ANNEXE V. — Note verbale circulaire de la Sublime-Porte aux missions étrangères en date du 12 février 1908 sub n° 71.680.31	186
ANNEXE VI. — Note verbale identique des missions étrangères à la Sublime-Porte en date du 1 ^{er} mars 1910 (Angleterre)	187
ANNEXE VII. — Dépêche du ministre des affaires étrangères ottoman à l'ambassade impériale ottomane à Londres en date du 17 mai 1910 sub n° 2.039/94	191
ANNEXE VIII. — Note verbale identique des missions étrangères à la Sublime-Porte en date du 16 mars 1911 (Belgique)	196
ANNEXE IX. — Note verbale circulaire du ministre ottoman des affaires étrangères aux missions étrangères en date du 5 juillet 1911 sub n° 7522.52	199
ANNEXE X. — Note verbale du ministre ottoman des affaires étrangères à la Légation de Belgique en date du 5 juillet 1911 sub n° 8022/7.	201
ANNEXE XI. — Formule de déclaration de réciprocité requise par l'article 1 ^{er} de la loi du 25 mars 1906.	203

Imp. J. Thevenot. — Saint Dizier (Haute-Marne).
